



LE MONDE *diplomatique*

EDUARDO GALEANO,
LA VOIX DE
LA FRATERNITÉ

PAR SÉBASTIEN LAPAQUE
Page 27.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 748 - 63^e année. Juillet 2016

MILITANTS EN FUITE, ÉLUS EN DÉROUTE

L'autodestruction du Parti socialiste

Subjugué par les dogmes du « marché libre » et rivé aux consignes de Bruxelles, le président François Hollande s'obstine à imposer le démantèlement du code du travail, faute de lutter efficacement contre le chômage. Comme une majorité de syndicats, de Français et de parlementaires rechignent, il tente un passage en force, au mépris même de toute logique électorale.

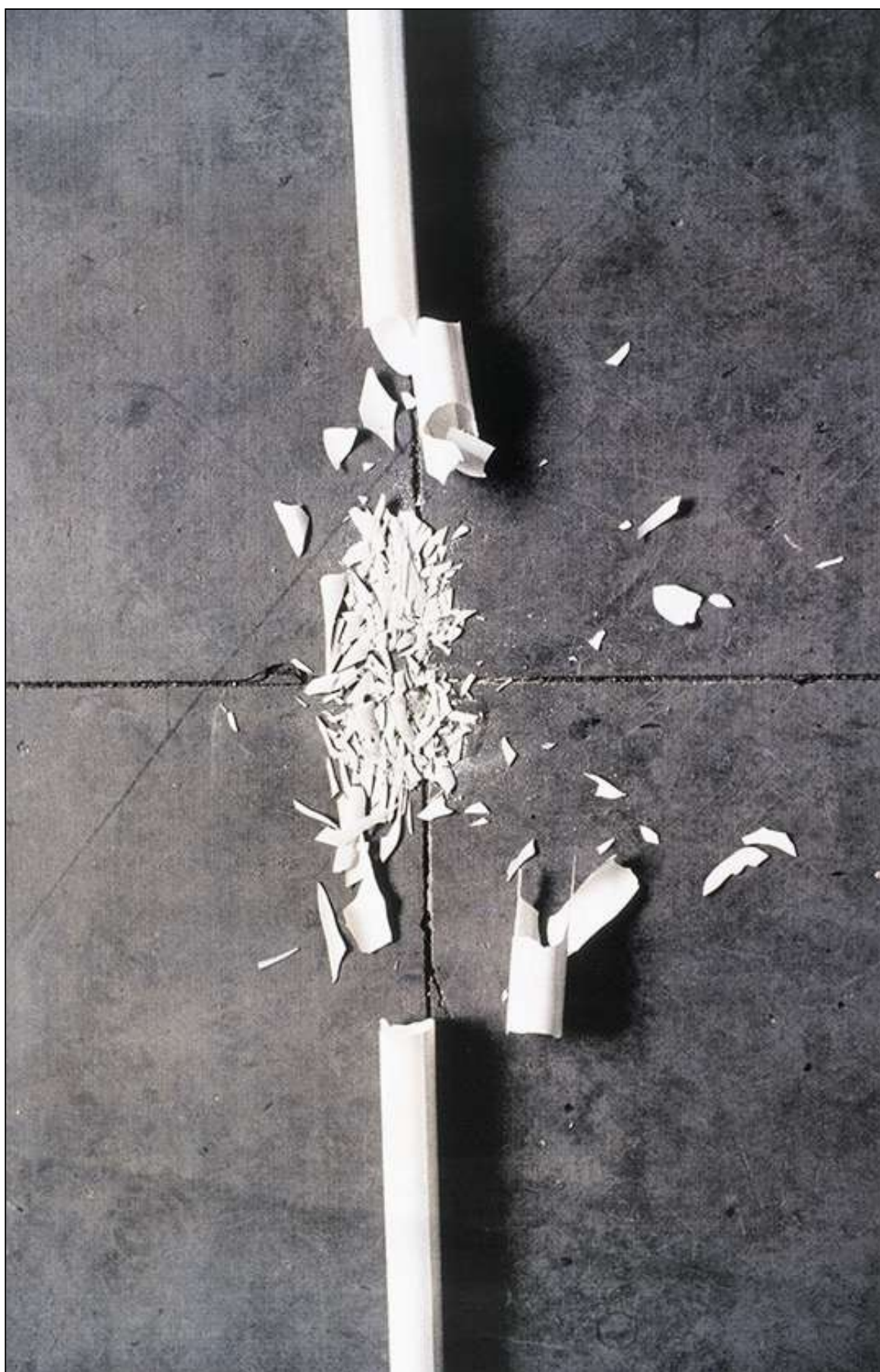
PAR RÉMI LEFEBVRE *

Pour le Parti socialiste (PS) français, l'heure du bilan approche. Rarement un parti aura été aussi rapidement abîmé par son passage aux affaires. En 2012, il tenait l'ensemble des pouvoirs entre ses mains. Quatre ans plus tard, il a perdu un nombre considérable d'élus et, à moins d'un an de l'élection présidentielle, la cause paraît entendue : M. François Hollande, qui se prépare à l'évidence à solliciter le renouvellement de son mandat, n'est même pas assuré de figurer au second tour. L'impopularité du président comme celle de son premier ministre battent des records historiques.

Les défaites à toutes les élections intermédiaires n'ont en rien arrêté la fuite en avant libérale dont la « loi travail » marque l'apogée. Malgré la timide embellie de l'emploi, qui servira sans doute de justification à la candidature de M. Hollande, la politique de l'offre (1) engagée dès l'au-

* Professeur de science politique à l'université Lille-II.

MICHEL
FRANÇOIS.
– « Néon brisé »,
2001



ADAGP - PHOTO : PHILIPPE MIGEAT - CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI - RMN

tomne 2012 ne produit toujours pas de résultats. Pour valoriser l'action du gouvernement, que le peuple de gauche désavoue massivement, le PS reprend mot pour mot les éléments de langage de la droite en 2012 : la nécessité de la « réforme » s'est imposée pour « préserver le modèle social français ». « La politique de l'offre n'est ni de droite ni de gauche : elle est nécessaire », a pu déclarer M. Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement (2). Désormais, l'aversion suscitée

dépasse de très loin les franges de la gauche radicale et la déception que provoque inmanquablement l'exercice « réformiste » du pouvoir. Comment comprendre ce qui s'apparente à une autodestruction ?

(Lire la suite page 8.)

(1) Politique libérale consistant à tenter de relancer l'activité économique en multipliant les avantages offerts aux entreprises.

(2) Les Échos, Paris, 17 janvier 2014.

LA SALE GUERRE DU PRÉSIDENT ERDOĞAN

« L'homme qui se prend pour un sultan »

Dans sa soif croissante de pouvoir, le président turc a lancé une chasse aux sorcières contre ses opposants. L'un des principaux responsables de la gauche témoigne de sa dérive autocratique.

PAR SELAHATTIN DEMIRTAŞ *

LA VIE politique turque s'est encore rapprochée du gouffre qui menace de l'engloutir lorsque, le 20 mai 2016, le vote d'un amendement temporaire à la Constitution a entraîné la levée immédiate de l'immunité parlementaire de plusieurs dizaines de députés. L'article adopté ce jour-là bafoue non seulement la Constitution elle-même, mais les principes universels du droit et de la démocratie.

* Coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP), président du groupe parlementaire de cette formation politique à la Grande Assemblée de Turquie et député d'Istanbul depuis juin 2015.

Introduit sur ordre du président Recep Tayyip Erdoğan, l'amendement visait principalement le Parti démocratique des peuples (HDP) (1), le groupe d'opposition le plus dynamique au Parlement. Pas moins de 417 chefs d'accusation ont été établis contre 53 députés du HDP pour des propos tenus lors de réunions publiques. En d'autres termes, ils sont poursuivis exclusivement pour leur usage du droit fondamental à la liberté d'expression. M. Erdoğan a ainsi franchi un pas supplémentaire dans sa tentative de bannir le HDP du Parlement et de la vie démocratique.

Le chef de l'État considère notre parti comme un obstacle à l'instauration d'un pouvoir autocratique. Parce que notre formation constitue la principale plate-forme pour les forces populaires et démocratiques turques en général, et pour le mouvement politique kurde en particulier, il entend la réduire au silence.

(Lire la suite page 4.)

(1) Ce parti regroupe depuis 2013 des formations de gauche et écologistes, dont plusieurs sont issues du mouvement kurde.

Une Europe à refaire

PAR SERGE HALIMI

Monsieur Donald Tusk, président du Conseil européen, doit regretter d'avoir assimilé un éventuel vote négatif des Britanniques à un « début de destruction non seulement de l'Union européenne, mais aussi de la civilisation européenne » (BBC World, 13 juin 2016). Néanmoins, la victoire du Brexit constitue bien un coup de tonnerre pour l'ensemble du Vieux Continent.

Car, cette fois, il sera difficile d'ignorer le suffrage universel en s'appuyant sur une classe politique désavouée par le résultat du référendum du 23 juin afin de rafistoler un arrangement rejeté par le peuple. Nul n'imagine à Londres un déni démocratique aussi flagrant que celui qui fut perpétré en France et aux Pays-Bas au lendemain du vote négatif de mai et juin 2005 sur le traité constitutionnel européen. Il est également douteux que les Britanniques puissent être traités avec autant de mépris que les Grecs, qui, en guise de réponse à leur demande de réorientation du cours de l'Union européenne, furent asphyxiés financièrement et contraints d'accepter une purge sociale aux effets économiques désastreux.

En 1967, le général de Gaulle s'opposa à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne parce qu'il refusait « la création d'une zone de libre-échange de l'Europe occidentale, en attendant la zone atlantique, laquelle ôterait à notre continent sa propre personnalité ». Il serait toutefois injuste d'imputer à Londres la seule responsabilité d'un tel effacement, tant celui-ci trouva de mains complices à Berlin, Paris, Rome, Madrid... Au point qu'on ne voit pas trop quelle « personnalité », quelle spécificité l'Union européenne défend encore (lire l'article page 7). Il est d'ailleurs éclairant que, pour tenter de prévenir le départ du Royaume-Uni, celle-ci ait consenti sans grande difficulté à une disposition qui aurait suspendu les aides sociales pour les travailleurs d'autres pays européens, et à une autre qui aurait accordé une protection renforcée aux intérêts du secteur financier.

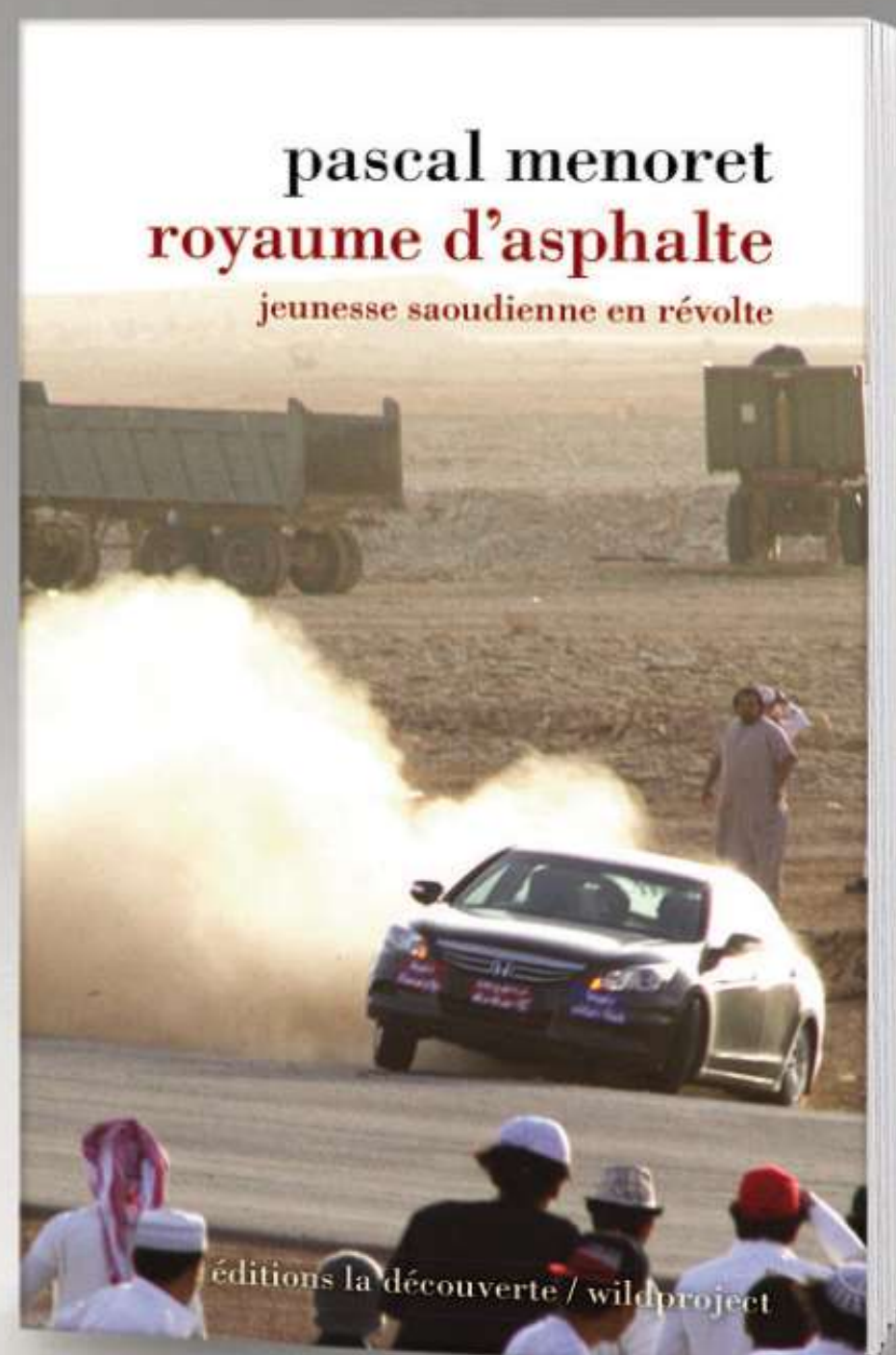
Projet d'élites intellectuelles né dans un monde clivé par la guerre froide, l'Union a raté il y a un quart de siècle l'une des grandes bifurcations de l'histoire, un autre possible. La chute de l'URSS offrait au Vieux Continent l'occasion de refonder un projet susceptible de satisfaire l'aspiration des populations à la justice sociale et à la paix. Encore aurait-il fallu ne pas craindre de défaire et de reconstruire l'architecture bureaucratique érigée subrepticement à côté des nations, changer le moteur libre-échangiste de cette machine. L'Union eût alors opposé au triomphe de la concurrence planétaire un modèle de coopération régionale, de protection sociale, d'intégration par le haut des populations de l'ex-bloc de l'Est.

Mais au lieu d'une communauté, elle a créé un grand marché. Bardé de commissaires, de règles pour les États, de punitions pour les populations, mais grand ouvert à une concurrence déloyale pour les travailleurs. Sans âme et sans autre volonté que celle de complaire aux plus aisés et aux mieux connectés des places financières et des grandes métropoles. L'Union ne nourrit plus qu'un imaginaire de pénitences et d'austérité, inmanquablement justifié par l'argument du moindre mal.

On ne prendra pas la mesure de la protestation que vient d'exprimer le vote britannique en le taxant de populisme ou de xénophobie. Ce n'est pas non plus en amputant encore davantage les souverainetés nationales au profit d'une Europe fédérale dont presque personne ne veut que des élites politiques autistes et discréditées répondront à la colère populaire qui vient de se libérer au Royaume-Uni, et qui monte ailleurs...

« Une fabuleuse plongée dans les bas-fonds de Riyad, parmi ces princes des rodéos urbains, révoltés et poètes, marginaux et séducteurs, qui dérapent au péril de leur vie, refusant l'ordre qui s'est imposé dans leur pays. »

Alain Gresh



Éditions
La Découverte

Éditions
Wildproject



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$US, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

AUX SOURCES DU COMMUNALISME KURDE

Murray Bookchin, écologie ou barbarie

À la mort de Murray Bookchin, en 2006, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a promis de fonder la première société qui établirait un confédéralisme démocratique inspiré des réflexions du théoricien de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire. Une reconnaissance tardive pour ce militant américain auteur d'un projet égalitaire et humaniste.

PAR BENJAMIN FERNANDEZ *

LE 6 janvier 2014, les cantons du Rojava, dans le Kurdistan syrien, se sont fédérés en communes autonomes. Ils ont adopté un contrat social qui établit une démocratie directe et une gestion égalitaire des ressources sur la base d'assemblées populaires. C'est en lisant l'œuvre prolifique de Murray Bookchin et en échangeant avec lui depuis sa geôle turque, où il purge une peine d'emprisonnement à vie, que le chef historique du mouvement kurde, M. Abdullah Öcalan, a fait prendre au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) un virage majeur pour dépasser le marxisme-léninisme des premiers temps. Le projet internationaliste adopté par le PKK en 2005, puis par son homologue syrien, le Parti de l'union démocratique (PYD), vise à rassembler les peuples du Proche-Orient dans une confédération de

communes démocratique, multiculturelle et écologiste.

Né en 1921 à New York de parents juifs russes révolutionnaires, Bookchin grandit dans le Bronx, alors chaudron des luttes ouvrières américaines. Engagé très jeune dans les rangs communistes, qu'il quitte en 1936, au moment de la guerre d'Espagne, il milite à la fois au Congrès des organisations industrielles (CIO) et au Congrès pour l'égalité raciale (CORE). D'abord ouvrier de l'industrie automobile (notamment au moment de la grande grève de General Motors, en 1945), cet autodidacte enseigne ensuite la sociologie au Ramapo College, dans le New Jersey. À sa mort, le 30 juillet 2006, il laisse une vingtaine de livres et plusieurs centaines d'articles.

Dans le Vermont de Bernie Sanders en 1971

ÉCOLOGISTE radical et visionnaire, il avance l'idée selon laquelle l'irrationalité du capitalisme et sa faiblesse fatale ne résideraient pas, comme l'affirmait Karl Marx, dans sa propension inéluctable à l'autodestruction, mais dans son conflit avec l'environnement naturel, sa logique de croissance destructrice à la fois de la nature et de la santé humaine. En 1964, son pamphlet «Écologie et pensée révolutionnaire» fixe l'idée fondatrice de l'écologie sociale : «*L'obligation faite à l'homme de dominer la nature découle directement de la domination de l'homme sur l'homme* (1)» – celle-ci incluant la domination de genre, d'ethnie, de race aussi bien que de classe. D'où une proposition qui a valeur de programme : seule l'écologie sociale radicale peut entraîner le dépassement du capitalisme (2). Et, réciproquement, une révolution sociale apparaîtrait à Bookchin comme la clé du changement écologique. Dès 1965, il s'inquiète du risque de réchauffement climatique et de ses conséquences sur les équilibres naturels et sociaux.

Contre une science construite sur une «*image rigoureusement réactionnaire* (3)» de la nature, qui privilégie le récit de la compétition et de l'exploitation des ressources pour la survie, Bookchin propose une compréhension rationnelle du monde naturel, «*créatif, coopératif, fécond*», comme assise d'une éthique de la liberté. L'esprit hiérarchique qui «*définit l'autre en termes de supériorité ou d'infériorité*, promet-il, *sera remplacé par une approche écologique de la diversité*».

En 1971, la publication du recueil *Au-delà de la rareté* propulse Bookchin au rang de figure de proue de la scène radicale new-yorkaise et lui confère une audience auprès de la Nouvelle Gauche américaine. Il y affirme que l'abondance de richesses créée par la technologie offre la possibilité historique d'un «*accomplissement des potentialités sociales et culturelles*» de l'humanité. Des technologies libératrices, décentralisées et écologiques pourraient permettre la transition de l'urbanisation capitaliste vers l'authentique cité démocratique.

Bookchin insiste sur la nécessité de répondre aux enjeux écologiques plutôt que d'organiser la classe ouvrière. Selon lui, le sujet révolutionnaire est le citoyen dominé, non le travailleur exploité. Il redéfinit l'anarchisme comme une solution pour les jeunes désireux non pas d'être menés par une avant-garde, mais

de s'émanciper des «*valeurs de hiérarchie et de domination*» – dont le marxisme n'est pas exempt. Toutefois, ses positions sur la technologie l'éloignent des mouvements de la contre-culture, résolument technophobes.

Il s'oppose à l'environnementalisme, ce «*capitalisme vert* (4)» qui persiste à voir le monde naturel comme un gisement de ressources exploitables. Il formule aussi une critique de l'écologie profonde, dans laquelle il voit des «*signes inquiétants*» d'autoritarisme (5). L'un des hérauts de ce courant, le biologiste américain Paul R. Ehrlich, affirme que ce qui menace la biosphère est la surpopulation (*The Population Bomb*, 1968) et prône la «*contrainte*» pour limiter les naissances.

La crise écologique résulte aux yeux de Bookchin de rapports sociaux dominés par la hiérarchie et le capitalisme. Une minorité parvient à accaparer et à épuiser les ressources. C'est pourquoi il importait à tout prix, selon lui, d'éviter que le mouvement écologiste ne devienne le chien de garde de l'élite des affaires, en luttant contre les discours moralisateurs visant les classes pauvres. Les ouvriers et les Noirs n'auraient pas tout à fait tort de dénoncer le mouvement écologiste comme une «*cabale de Blancs privilégiés et élitistes*», alors que les responsables du gaspillage sont les «*dirigeants des grands conglomérats*».

En 1971, Bookchin quitte New York pour s'installer à Burlington, dans le Vermont, qui est alors le centre du mouvement des communes Free Vermont ; la pensée radicale américaine s'élabore dans l'«Arcadie vermontaise». Il fonde en 1976 l'Institut pour l'écologie sociale, qui initie les étudiants à l'agriculture biologique et aux énergies renouvelables autant qu'à la théorie sociale radicale et à l'histoire révolutionnaire – un centre d'enseignement d'où émergent plusieurs mouvements, dont l'écoféminisme d'Ynestra King. Avec les Burlington Greens («les Verts de Burlington»), il mène plusieurs campagnes de sensibilisation écologiste et présente aux élections municipales un programme de démocratisation des institutions locales. Le groupe contrainait le maire, un certain Bernie Sanders, à prendre en compte la voix des assemblées de quartier et à renoncer à plusieurs grands projets, dont la construction d'une centrale électrique et un projet immobilier sur les rives du lac Champlain.

Dans ce bouillonnement d'expériences, Bookchin élabore un programme politique



JEAN ARP. – « Le Soleil recercé », 1966

pour l'écologie sociale : le municipalisme libertaire (6), un projet de «*démocratie communale directe qui s'étendra graduellement sous des formes confédérales* (7)». Les militants sont invités à travailler à une «*reconstruction radicale*» des institutions locales par le bas, à créer des assemblées citoyennes, des «*formes de liberté*» assez fortes pour supprimer le capitalisme et assez légitimes pour empêcher toute forme de tyrannie. Ils ont également vocation à se porter candidats aux élections locales, à municipaliser l'économie et à se confédérer avec d'autres communautés afin de former un pouvoir alternatif pour «*contrer la centralisation du pouvoir de l'État-nation*». À partir de 1977, Bookchin joue un rôle prépondérant dans l'organisation du mouvement antinucléaire Clamshell Alliance et met sur pied avec son fondateur, M. Howie Hawkins, un réseau de la gauche écologiste, le Left Green Network.

Les anarchistes, pensait Bookchin, sont enclins à accepter sans grande difficulté le municipalisme libertaire, fédération de communes autonomes dans la tradition de Pierre Joseph Proudhon, Mikhaïl Bakounine, Pierre Kropotkine ou Nestor Makhno. En 1984, il est invité à la rencontre internationale «Ciao anarchici», à Venise. Janet Biehl, qui a été sa compagne pendant vingt ans et lui a consacré une biographie, raconte comment il est monté à la tribune habillé d'un uniforme de travail vert, une rangée de crayons de mécanicien dans sa poche de chemise : «*Il leur a dit : "Les mouvements féministes, écologistes et communalistes doivent créer des communautés humaines décentralisées adaptées à leurs écosystèmes. Ils doivent démocratiser les villages et les villes, les confédérer, et créer un contre-pouvoir face à l'État."*»

La rencontre se révèle catastrophique. On lui objecte que les gouvernements municipaux ne sont que des États-nations en miniature ; les conseils de citoyens, de petits Parlements. Les participants rejettent le principe du vote à la majorité, associé à une tyrannie du plus grand nombre. Bookchin en conclut que l'anarchisme est incompatible avec le socialisme. En plaidant pour la souveraineté de la personne, et non du peuple, les anarchistes de son époque se complaisaient à ses yeux dans une simple radicalité «*de style de vie*» (8). Il décide de se retirer de la politique.

Il consacre la suite de sa vie à étudier les mouvements révolutionnaires, des révoltes d'esclaves dans la Méditerranée antique à la participation des anarchistes à la guerre d'Espagne en 1936 en passant par la Commune de Paris ; des «*formes de liberté*» qui disputent son hégémonie à l'État-nation (9). Si la révolution socialiste n'est advenue ni par la prise du pouvoir d'État ni depuis les marges de la société, il existe une troisième voie : la mener «*dans une arène où le combat peut mobiliser le peuple, l'aider à s'éduquer lui-même et à développer une poli-*

tique antiautoritaire qui inventerait une nouvelle sphère publique contre l'État et le capitalisme (10)». Son nom : le communalisme. On comprend qu'une telle définition du combat politique puisse aujourd'hui mobiliser les militants pour l'autonomie du Kurdistan, écartelés entre quatre pays, en butte aux assauts de l'État turc et en première ligne dans la guerre contre l'Organisation de l'État islamique.

Suivant les principes du «confédéralisme démocratique» promu par M. Öcalan, les cantons de Djézireh, de Kobané et d'Afrin se sont dotés d'une structure administrative fédérale regroupant les délégués des conseils populaires (les maisons du peuple), mandatés par les assemblées de communes. La fédération est chargée des commissions pour la défense, la santé,

Les limites de l'occupation des places

SERAIT-IL enchanté devant l'occupation démocratique des places ? Inlassable militant et critique sans concession, il avait anticipé certains des problèmes auxquels ces mouvements sont confrontés : les difficultés inhérentes à la pratique du consensus, ou l'idée que les campements peuvent tenir lieu de pouvoir populaire. Pour créer une force politique, ceux-ci doivent selon lui être institutionnalisés en assemblées locales dans les quartiers et les villages.

Il n'est pas certain par ailleurs que ces mouvements rejoignent la radicalité de ses propositions. Comment, notamment, assurer la sécurité des communes dans leur confrontation inéluctable avec l'État et le système capitaliste ? Bookchin pensait qu'il faudrait une «*milice populaire*» pour «*défendre par les armes, si nécessaire, l'économie municipalisée*», sur le modèle des citoyens-soldats athéniens (les hoplites), de la Makhnovchtchina – l'armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne (1918-1921) – ou des milices d'ouvriers et de paysans du gouvernement anarchiste de Catalogne en 1937.

Après la mort de Murray Bookchin, pendant les dix années qui ont été nécessaires pour écrire sa biographie, Janet

l'éducation, le travail et les affaires sociales. Chaque conseil gère les ressources agricoles et énergétiques (le Rojava est riche en pétrole, mais ne peut l'exporter en raison de l'embargo) de manière autonome, coopérative et écologique (11). Dans le Kurdistan du Nord turc, le Congrès pour une société démocratique (DTK) fédère depuis 2010 les conseils venant des villes, districts et arrondissements de la région. Le DTK, qui se veut un conseil des conseils, accueille également des représentants des communautés arménienne, araméenne, yézidie, alévie et turkmène qui fuient les conflits.

En 1999, lors des manifestations de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), des militants du mouvement altermondialiste invitent Bookchin à donner une conférence. Il affiche cependant son scepticisme devant des groupes anarchistes violents qui proclament la révolution ou des cercles d'affinités sur Internet qui restent loin de construire des «formes de liberté», des institutions alternatives permanentes et stables. Dans les années 1970, les mobilisations éphémères contre la guerre du Vietnam l'avaient persuadé que les manifestations, aussi importantes soient-elles, ne pouvaient créer par elles-mêmes une émancipation sociale, les «*offensives de printemps*» dépassant rarement les «*vacances d'été*» (12).

Les mouvements d'assemblées citoyennes, où s'exprime la demande grandissante de démocratie directe, donnent au programme de Bookchin une résonance nouvelle. Ils ont suscité des rééditions de ses livres et articles, dont un recueil paru en 2015 sous un titre éloquent : *The Next Revolution* («La prochaine révolution»). «*Des quartiers de la Commune de Paris aux assemblées générales d'Occupy Wall Street et ailleurs*, peut-on lire dans l'introduction, *ces conseils démocratiques auto-organisés parcourent l'histoire comme un fil rouge* (13).» L'ouvrage célèbre comme un précurseur cet «*expert en révolution non violente*» et voit dans son projet «*une politique pour le XXI^e siècle*».

Biehl – désormais principale figure de l'écologie sociale – a pris ses distances avec l'antiétatisme intransigeant de son mentor. Sans le cadre de l'État-nation, comment, demande-t-elle, «*corriger les injustices sociales et défendre les droits civils*», limiter le réchauffement climatique ou même assurer la sécurité sociale ? Peut-on être sûr que les communes seront un lieu de rationalité démocratique, égalitaire et écologique, alors que, note-t-elle, «*certaines localités, comme dans le sud des États-Unis, sont réactionnaires*» ou que d'autres s'opposent à l'action environnementale et «*ne s'y engagent que si le gouvernement fédéral les y force*» (14) ?

Bookchin pensait que ces problèmes seraient résolus par la pratique. Souvent jugé utopiste, trop radical ou trop critique par ses contemporains, il a néanmoins consacré sa vie, comme en témoinage Biehl, à «*incarner l'idéal de la gauche : démocratique, rationnelle, laïque, non hiérarchique, libertaire et écologique. Il était internationaliste et antimilitariste. Il était théoriquement cohérent. Il était humain et éthique. Avant tout, il était socialiste*». L'être humain, croyait-il, méritait la liberté qu'il chérissait, et une vie décente. Il était donc trop intelligent pour ne pas vivre dans une société rationnelle.

(1) Murray Bookchin, *Au-delà de la rareté*, Écosociété, Montréal, 2016. On peut retrouver de nombreux textes traduits en français sur www.ecologiesociale.ch

(2) Murray Bookchin, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2012.

(3) Murray Bookchin, *Pour une société écologique*, Christian Bourgois, Paris, 1976.

(4) Vincent Gerber et Floréal Romero, *Murray Bookchin. Pour une écologie sociale et radicale*, Le Passager clandestin, Neuvy-en-Champagne, 2014.

(5) Cité dans Janet Biehl, *Ecology or Catastrophe : The Life of Murray Bookchin*, Oxford University Press, 2015.

(6) Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire : la politique de l'écologie sociale*, Écosociété, 1998.

(7) Murray Bookchin, *From Urbanization to Cities : Towards a New Politics of Citizenship*, Cassell, Londres, 1995.

(8) Murray Bookchin, *Social Anarchism or Lifestyle Anarchism : An Unbridgeable Chasm*, AK Press, San Francisco et Edimbourg, 1995.

(9) Murray Bookchin, *The Third Revolution : Popular Movements in the Revolutionary Era*, quatre tomes, Cassell et Bloomsbury, Londres et New York, 1996-2005.

(10) Cité dans Janet Biehl, «Bookchin breaks with anarchism», 2007, <https://theanarchistlibrary.org>

(11) Cf. «Janet Biehl / David Graeber : impressions et réflexions du Rojava», 3 janvier 2015, www.ecologiesociale.ch

(12) Murray Bookchin, «Spring offensives and summer vacations», *Anarchos*, New York, juin 1972.

(13) Murray Bookchin, *The Next Revolution : Popular Assemblies and the Promise of Direct Democracy*, Verso, New York, 2015.

(14) Janet Biehl, *Ecology or Catastrophe*, op. cit.

La sale guerre du président

Depuis l’automne 2015, les représailles menées par les forces turques après les combats avec les miliciens du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ravagent le sud-est de la Turquie. De nombreuses villes ont été détruites, et les témoignages recueillis sur place font état de graves exactions contre la population.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
LAURA-MAÏ GAVERIAUX *

LE SOLEIL inonde la grande place de Silopi, ville de 80 000 habitants du sud-est de la Turquie, à moins de quinze kilomètres des frontières avec l’Irak et la Syrie. Entre décembre 2015 et janvier 2016, les forces de sécurité turques ont durement attaqué la population et les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une formation qui se réclame du confédéralisme démocratique (*lire l’article page 3*) et revendique l’autonomie des territoires majoritairement kurdes. Les combats se sont déroulés à huis clos : plusieurs fois soumise à de longs couvre-feux, comme bien d’autres villes, Silopi a été isolée pendant trente-sept jours.

Dans tout le pays, des attentats visent régulièrement les forces de l’ordre, y compris à Istanbul ou à Ankara, et renforcent la répression, qui provoque de nouvelles représailles. Ainsi, le 10 juin, une organisation radicale dissidente du PKK, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), revendiquait l’explosion d’une voiture piégée contre des policiers à Istanbul. Quelques jours plus tôt, le gouvernement avait fait voter une loi facilitant la levée de l’immunité de certains parlementaires afin de museler les cinquante-neuf députés du Parti démocratique des peuples (HDP) (*lire le témoignage de M. Selahattin Demirtaş en première page et ci-dessous*).

En cette matinée printanière, l’atmosphère reste tendue à Silopi. Les passages fréquents des véhicules blindés de la police turque et l’hélicoptère qui tourne dans le ciel rappellent que la guerre n’est jamais loin. Des files d’attente se sont formées devant deux écrivains publics, venus avec leur table pliante et leur machine à écrire. Ces temps-ci, ils ont plus de travail qu’à l’accoutumée. On vient les voir pour un formulaire lié à la destruction de sa maison, pour une lettre au directeur de la prison, pour la déclaration d’un décès.

M^{me} Riskyie Seflek, la soixantaine, habite au cœur de la zone où se sont déroulés les combats. «*Le char qui se trouvait derrière la maison visait la mosquée. Mais l’obus a traversé le salon !*» Sous son voile blanc orné de dentelle, que les femmes kurdes portent à mi-chevelure, elle a le regard fatigué. Elle nous reçoit dans le jardin, avec son mari, leurs filles et leurs petits-enfants. L’un des garçons a apporté des vêtements neufs, que la famille inspecte : «*C’est pour Temer, mon petit-fils, explique gravement M^{me} Seflek. Il a 16 ans, il est en prison. Avant, il est resté à l’hôpital pendant trois semaines, parce qu’une balle a traversé sa hanche.*» L’adolescent n’était pas un milicien. Il se serait trouvé pris au piège des combats comme tous les habitants de Silopi, reclus dans leur ville transformée en souricière.

Des témoignages comme celui-ci, nous en avons recueilli plusieurs dans toutes les villes du Kurdistan turc que nous avons visitées. Partout, c’est le même constat. Le processus de paix entre les autorités et le PKK, entamé en 2009 pour mettre fin à un conflit qui a débuté en 1984 et fait plus de quarante mille morts, n’est plus. Pour le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son nouveau premier ministre, M. Binali Yıldırım, nommé le 24 mai 2016, «*il n’y a plus aucun dialogue possible avec le PKK*». Leur vocabulaire est sans ambiguïté : «*nettoyage*», «*purge*», «*victoire totale*».

Au printemps 2013, les pourparlers avaient conduit au repli des combattants kurdes vers l’Irak ; mais ils n’ont pas résisté à l’évolution de la guerre civile en Syrie. La tension est remontée durant la bataille de Kobané, qui a opposé les forces kurdes syriennes proches du PKK et l’Organisation de l’État islamique (OEI) (1). Dans les villes kurdes, de nombreuses manifestations ont dénoncé la passivité du gouvernement turc, accusé de collusion avec l’OEI. Le 20 juillet 2015, un attentat attribué à cette dernière a fait trente-trois morts et une centaine de blessés parmi des jeunes socialistes turcs et kurdes rassemblés au centre culturel de Suruç, près de la frontière syrienne, et en route pour aider à la reconstruction de Kobané. Les manifestations ont redoublé ;

deux jours après l’attentat, le PKK, accusant Ankara de complicité avec les djihadistes, tuait deux policiers à Ceylanpınar, dans le Sud, près de la frontière syrienne. Il n’en fallait pas plus pour que les autorités turques annoncent une «*guerre contre le terrorisme*» censée cibler à la fois l’OEI et le PKK, mais dirigée surtout contre les forces kurdes.

« Ici, c’est devenu un territoire occupé »

Dès septembre, les principaux bastions kurdes ont connu des échauffourées qui sont allées en s’aggravant. À Silopi, début décembre, les groupes du Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H) ont d’abord creusé des tranchées dans les rues et dressé des barricades «*pour se protéger de la police turque*», tout en déclarant l’autonomie de la ville. Les jeunes miliciens ont vite été relevés par des combattants aguerris venus d’Irak, notamment du mont Kandil, où se trouve le commandement du PKK. Ces insurrections urbaines ont provoqué l’intervention de dix mille soldats de l’infanterie turque appuyés par des blindés et des hélicoptères. Partout, des blocus ont été instaurés de manière permanente pour laisser le champ libre à la répression. «*Les couvre-feux se sont transformés en machine à détruire les villes*», déclare le député Ferhat Encü, membre du HDP. Lorsqu’une phase de combats urbains se termine et que les miliciens du PKK se retirent, les municipalités kurdes se retrouvent en première ligne face aux représailles du pouvoir. De nombreux maires affiliés au HDP ont



JAN SCHMIDT-WHITLEY. – « Retour à Cizre », 2016

été arrêtés, comme, à Silopi, M^{me} Emine Esmer, emprisonnée et poursuivie pour «*incitation à la rébellion armée contre le gouvernement*».

Beaucoup d’habitants du Sud-Est ont acquis la conviction que M. Erdoğan était lié à l’OEI et qu’il existerait même un accord avec cette organisation pour faire barrage à la revendication kurde. L’attentat perpétré en octobre 2015 lors d’un meeting du HDP à Ankara, qui a fait 97 morts sans que ses auteurs soient arrêtés ou identifiés, a renforcé ce soupçon. Il en va de même des poursuites engagées contre deux journalistes du quotidien *Cumhuriyet*, incarcérés puis condamnés pour «*divulgaration de secrets d’État*» après avoir diffusé une vidéo suggérant que les services secrets turcs livraient des armes aux islamistes syriens (2). Certains témoignages font aussi état de la présence de djihadistes aux côtés des forces gouvernementales pendant les combats. «*Ils ne parlaient pas turc, peut-être azéri. Ils avaient de longues barbes et ressemblaient aux hommes de Daech*», rapporte M. Abdülkerim F. (3), habitant de Sür, qui dit avoir surpris des hommes faisant la prière dans son salon. Après avoir fui sa maison parce qu’il ne supportait plus les gaz lacrymogènes qui saturaient l’air depuis des semaines, il y était revenu pour chercher ses papiers d’identité.

Rien ne permet d’étayer ces allégations. En revanche, de nombreux observateurs et diplomates ont critiqué la facilité avec laquelle les candidats au djihad, tout comme les camions chargés de pétrole de contrebande, pouvaient franchir la frontière avec la Syrie. En outre, les forces spéciales du PÖH et du JÖH (police et gendarmerie) ont participé aux opérations, comme en témoignent les inscriptions racistes et sexistes qu’ils ont laissées, avec leur signature, sur les murs des villes. Ainsi peut-on lire, à Silopi : «*Ma chère Turquie, au nom de Dieu, nous te nettoyons : nous sommes le JÖH, nous sommes venus vous envoyer en enfer !*» Ou, dans les ruines de Cizre, ces appels au viol des femmes kurdes : «*À notre tour de vous éduquer ! – PÖH*» ; «*Les filles, nous sommes là, où êtes-vous ? – JÖH*».

(1) Cette ville kurde de Syrie a été en partie conquise par l’OEI à partir de septembre 2014, puis reprise début janvier 2015 par les forces kurdes, qui ne cessent depuis de progresser vers le sud.

(2) Le rédacteur en chef, Can Dündar, a été condamné à cinq ans et dix mois de prison, et le chef du bureau d’Ankara, Erdem Gül, à cinq ans. Libérés après trois mois sur une décision de la Cour constitutionnelle, ils pourront attendre libres leur procès en appel.

(3) Certaines des personnes rencontrées ont souhaité que leur nom de famille ne soit pas mentionné.

« L’homme qui se

turques et un nombre inconnu de miliciens kurdes ont perdu la vie depuis juillet 2015 afin que le parti de M. Erdoğan puisse gagner des voix supplémentaires et assurer l’avènement d’un système présidentiel, quitte à précipiter le pays tout entier dans une spirale de destruction.

DEVANT les menées guerrières du palais, le peuple a fait entendre ses craintes d’un retour aux années noires de la décennie 1990. Ce qui se produit aujourd’hui dépasse pourtant en atrocité tout ce que nous avons connu. Dans la ville de Cizre, par exemple, des centaines de personnes ont été brûlées vives dans leurs caves, tandis que le vieux quartier de Sür, à Diyarbakır, a été totalement rasé (*lire le reportage ci-dessus*).

Un sentiment d’inquiétude et de détresse s’empare de la société, qui voit sa sécurité quotidienne mise en péril. L’espace dévolu à la vie démocratique se réduit comme peau de chagrin à mesure que l’on muselle les voix de l’opposition. Les détenteurs du pouvoir instaurent un régime de plus en plus autoritaire pour resserrer leur contrôle et perpétuer leur règne. Telle est la situation en Turquie aujourd’hui.

Et, pendant ce temps, que font les institutions européennes ? On attend toujours qu’elles expriment une condamnation un tant soit peu ferme et audible. Non seulement elles ignorent les destructions en cours, mais

elles refusent ouvertement d’entamer les démarches qui pourraient peut-être empêcher les exactions. Les organisations internationales ne font guère mieux : après trois mois de tergiversations, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme a appelé Ankara à créer une commission d’enquête indépendante sur les tueries de Cizre. Aucune mesure concrète n’a en revanche été prévue pour enjoindre à la Turquie de respecter les traités internationaux dont elle est signataire (4).

L’Europe regarde ailleurs alors que des valeurs aussi universelles que la démocratie et les droits humains sont piétinées en Turquie. Les Européens s’inquiètent de la crise des réfugiés, tandis que les Américains se soucient surtout de la guerre contre l’Organisation de l’État islamique (OEI). Certes, ce sont des dossiers cruciaux. Mais pourquoi négliger la situation des Kurdes de Turquie, à laquelle ils sont étroitement liés ? On peine à comprendre ce silence devant les violations des droits fondamentaux par M. Erdoğan et par l’AKP, qui utilisent les rescapés de la guerre en Syrie comme arme de chantage (5).

LE PROCESSUS de paix entamé fin 2012 avait apporté à tous une grande bouffée d’oxygène (6). La route était encore longue, mais un grand pas avait été franchi vers une réconciliation durable entre peuples turc et kurde. Cependant, en avril 2015, le

régime d’Ankara a soudain décidé de durcir les conditions de détention de M. Abdullah Öcalan, dirigeant historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et architecte du processus de paix, à qui toute visite et tout contact avec l’extérieur ont été brusquement interdits. Cette stratégie de la tension a abouti au déclenchement, à l’été 2015, de l’offensive militaire dans la région kurde.

Le président ne veut surtout pas que le dialogue puisse se rouvrir. Pas question pour lui de retourner à la table des discussions ou de mettre fin à une guerre sans laquelle son trône

(2) Le 1^{er} novembre 2015, le HDP a obtenu 10,7 % des voix et 59 députés aux élections législatives. Il était précédé par le Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur, 49,5 % des suffrages), le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste de centre gauche, 25,3 %) et le Parti d’action nationaliste (MHP, ultranationaliste panturquiste, 11,9 %).

(3) Selon la représentation internationale du Mouvement des femmes kurdes (IRKWM), quelque 4 500 responsables et élus locaux du HDP ont été arrêtés ; 950 d’entre eux étaient toujours derrière les barreaux fin avril 2016.

(4) La Turquie a ratifié la convention européenne des droits de l’homme en 1954 et le pacte international relatif aux droits civils et politiques en 2003.

(5) Le 18 mars 2016, l’Union européenne et la Turquie ont signé un accord par lequel cette dernière s’engage à limiter l’afflux de migrants (essentiellement des réfugiés syriens) vers l’Union.

(6) En décembre 2012, le gouvernement Erdoğan a pris l’initiative de négociations directes avec le PKK, son dirigeant emprisonné Abdullah Öcalan et plusieurs personnalités kurdes, dont certaines sont aujourd’hui des élus du HDP. Une trêve a été conclue en 2013 et les deux parties se disaient proches d’un accord global en 2014.

PAR L’ARMÉE TURQUE

Erdoğan

Selon les informations recueillies sur place auprès de journalistes locaux et d’élus HDP, il est aussi très probable que le Jitem, le service de renseignement et d’antiterrorisme de la gendarmerie, ait refait son apparition, alors qu’on le pensait dissous. Ce groupe clandestin, organisé en cellules composées de gendarmes, de militaires et de membres du groupe ultranationaliste des Loups gris (4), a commis de nombreux massacres de Kurdes pendant les années 1990. Il a signalé son passage par ces inscriptions sur les murs de Sûr : «*Les loups sont attirés par le sang, tremblez !*»

Les méthodes employées contre les civils kurdes sont les mêmes qu’il y a vingt ans, et des groupes se revendiquant du Jitem ont une activité soutenue sur les réseaux sociaux. Ils publient des photographies de combattants kurdes déshabillés par les obus ou brûlés à l’essence. Le corps des femmes fait l’objet d’un acharnement particulier.

La Fondation turque pour les droits de l’homme (TIHV) avance d’ores et déjà le chiffre de 300 à 400 tués et de 600 000 déplacés. Dès la fin janvier 2016, Amnesty International accusait l’offensive du gouvernement turc de mettre en danger «*la vie de près de 200 000 personnes*» ; l’organisation y voyait une «*sanction collective*». À Sûr – la vieille ville fortifiée de Diyarbakır, elle-même considérée comme la capitale du Kurdistan turc –, la moitié ouest a été vidée de ses habitants. Détruite à 70 % (5), elle reste difficilement accessible. Le 1^{er} avril, au lendemain d’un attentat qui avait coûté la vie à sept policiers et peu de temps avant sa démission, le premier ministre Ahmet Davutoğlu s’y est rendu pour une visite encadrée par un impressionnant service d’ordre. Il a vanté le plan de réhabilitation urbaine voulu par le président Erdoğan pour les zones détruites : «*Nous ferons de Sûr la nouvelle Tolède !*», s’est-il écrié. Applaudissements de l’assemblée triée sur le volet. Plus loin, les jeunes serveurs restaient debout devant l’écran de télévision d’un restaurant, médusés, impassibles. C’était leur ville, leur vie, qu’on promettait de raser, dans une clameur triomphante.

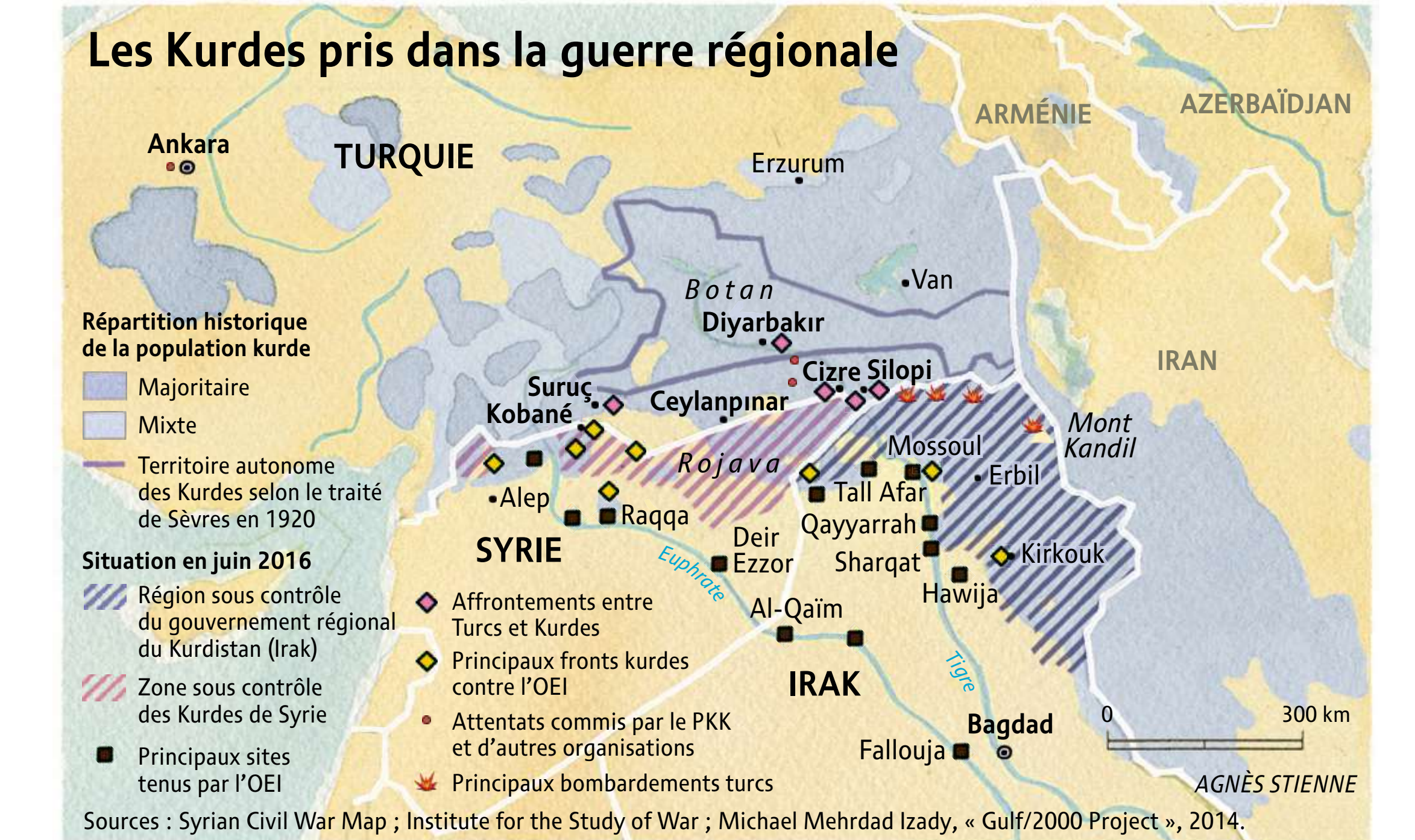
Le discours terminé et les officiels repartis, les habitants de Diyarbakır sont retournés à leur routine contraignante, faite de contrôles à chaque carrefour – et encore : quand ils peuvent regagner leur maison. «*Ici, c’est devenu un territoire occupé !*», lance, agacé, M. Gafur S. Ce professeur de littérature est pourtant d’un naturel calme. Tous les matins, il

franchit les barrages policiers à l’entrée de Sûr pour aller faire la classe dans l’une des deux seules écoles qui n’ont pas été brûlées. Chaque jour, il est fouillé, contraint de se mettre torse nu et de répondre aux questions des mêmes policiers, qui le connaissent. Il a assez de moyens pour vivre dans la ville moderne ; avec plus de dix ans de métier, il pourrait même demander à être muté. Mais il s’y refuse : «*Je n’abandonnerai pas ces enfants. Sûr est déjà le district le plus pauvre de Diyarbakır. Ils passent les mêmes examens que les autres écoliers de Turquie ; mais les autres n’ont pas de bombes qui tombent sur leurs maisons. Où est l’égalité entre les Turcs de l’Ouest et les Kurdes dans le système éducatif ? Tous ces enfants peuvent devenir ingénieurs. Il faut seulement leur en donner la chance.*» Le professeur S. appartient à cette génération qui a connu les brimades de la police quand elle parlait kurde dans la rue, ou qui voyait ses grands-parents renvoyés de l’hôpital parce qu’ils ne pouvaient s’exprimer en turc. Aujourd’hui, comme tous les habitants du Kurdistan turc, il subit à nouveau une restriction de ses mouvements.

Immeubles effondrés, corps calcinés

Depuis la reprise de la guerre, toutes les routes du Botan (nom que les Kurdes de Turquie donnent à leur région) sont jalonnées de barrages. Le passage des voyageurs dépend du bon vouloir des policiers. Ces derniers mois, il faut compter sept heures pour aller en car de Diyarbakır à Cizre, contre quatre heures en temps normal. Depuis décembre 2015, des couvre-feux, qui peuvent durer plusieurs semaines, entrent en vigueur en fonction du niveau de violence ou de l’humeur des autorités. Nous avons pu entrer à Cizre après les combats. Nous y avons découvert un paysage dévasté, des habitants traumatisés et une sécurité aléatoire. Du quartier de Cudi, situé sur la rive gauche du Tigre, il ne restait que des carcasses d’immeubles effondrés, témoins du pillonnage systématique de leurs colonnes porteuses par les obus de char. Quatre-vingts pour cent de la surface résidentielle serait détruite.

Plusieurs mois après la levée du blocus, il n’est pas rare que ceux qui viennent chercher des objets personnels sous les gravats de leur maison y décou-



urent des restes de cadavres. Parmi les exactions que l’on rapporte, commises pendant soixante-dix-neuf jours d’isolement complet, les « sous-sols de la sauvagerie » ont particulièrement marqué les esprits. Deux cas au moins sont recensés ; dans l’un comme dans l’autre, une trentaine de personnes ont été prises au piège d’immeubles bombardés des jours durant, parfois des semaines. Les forces turques barraient le passage aux secours, laissant les blessés succomber les uns après les autres. À la fin des « opérations antiterroristes », on n’a retrouvé que des corps calcinés, dont ceux d’enfants. Les proches des victimes ont dû fournir des échantillons d’ADN pour les identifier. Ils sont repartis avec un sac en plastique, «*cinq kilos d’os et de chair brûlés*», raconte un jeune de 17 ans, hébété, à propos de son père.

Lorsqu’on pénètre dans la cave de la rue Bostanci, encore accessible le 24 mars, l’odeur des corps brûlés persiste dans l’atmosphère confinée ; l’air est irrespirable. Des traces au sol dessinent une forme humaine. Là, ce qui ressemble à un bout d’os d’enfant, oublié dans la cendre. Le confinement qui frappe les Kurdes de Turquie depuis plus de huit mois a atteint un paroxysme dans cet ossuaire qui ne sera même pas un lieu de mémoire : depuis notre passage, il a été rasé. Si le plan de transformation urbaine annoncé par le pouvoir en avril est mis en œuvre, toutes ces caves, comme les autres traces susceptibles de prouver que des crimes de guerre ont été commis, seront emportées par les bulldozers et les grues.

L’association Rojava Solidarity, qui regroupe des volontaires de tout le Kurdistan turc désireux de venir en aide aux populations du Rojava (le Kurdistan syrien), avait été très active à Kobané.

M. Ferid B., qui a eu la moitié du visage emportée par un éclat d’obus, a raconté aux membres de l’association la première «*sale guerre*», celle des années 1990, entre l’armée et les forces kurdes. Il a passé de nombreuses années en prison pour son engagement dans les rangs du PKK. Il y a lu des dizaines de livres d’histoire sur la Révolution française. «*Je ne sais pas si la France a fait une révolution du peuple ou une révolution bourgeoise. Mais nous, au Kurdistan, nous avons compris qu’il fallait réformer la révolution ! La démocratie kurde est féministe, écologiste, basée sur l’autonomie locale. C’est pour cela qu’ils traînent les cadavres suppliciés de nos femmes dans les rues, qu’ils détruisent notre environnement et arrêtent nos maires.*»

Dans l’obscurité des couvre-feux, cette nouvelle guerre et ses punitions collectives laissent la population désemparée et creusent encore le fossé qui sépare le Kurdistan du reste de la Turquie.

LAURA-MAÏ GAVERIAUX.

(4) Dont était membre M. Mehmet Ali Ağca, qui tira sur le pape Jean Paul II en 1981. Toujours en activité, les Loups gris ne rechignent pas à l’action violente et tentent d’infiltrer les milieux politiques.
(5) Chiffre établi par la municipalité de Diyarbakır, 1^{er} mars 2016.

prend pour un sultan »

risquerait de lui échapper. On en est arrivé au point où, en Turquie, le simple fait de plaider pour la paix est considéré comme un délit. En témoigne le sort de ces quatre universitaires poursuivis pour «*propagande terroriste*» et démis de leurs fonctions pour avoir lu en public une pétition réclamant la fin des opérations militaires dans les villes du Sud-Est (7).

M. Erdoğan n’hésite pas non plus à aligner dans son viseur les Kurdes syriens qui ont héroïquement combattu l’OEI et, avec le soutien de la coalition internationale, obtenu des avancées significatives sur le terrain. Ankara a ainsi fermé toutes les frontières susceptibles d’être franchies par les combattants kurdes du Parti de l’union démocratique (PYD, formation sœur du PKK en Syrie), bien que ces derniers n’aient jamais tiré une seule balle en direction de la Turquie.

Nous demandons la levée immédiate de l’état de siège des villes kurdes, avant qu’il ne soit trop tard et que la violence en Turquie n’atteigne des niveaux incontrôlables. Nous appelons les deux parties à mettre fin à la guerre. Car, aussi longtemps que prévaut le langage des armes, la sphère démocratique continue de se réduire, permettant à M. Erdoğan de s’ériger en seul garant de la stabilité nationale.

Au Proche-Orient, dont les frontières ont été dessinées sur un coin de nappe il y a un siècle (8), il semble

impossible de s’extraire de l’alternative mortelle entre l’OEI et des régimes despotiques. La seule issue passe par un modèle démocratique séculier et pluraliste qui mette les différents peuples et confessions sur un pied d’égalité, avec des administrations locales plus fortes et autonomes, et un éventail plus large et plus solide de droits collectifs et individuels.

Aux élections de juin 2015, notre parti a réussi à réunir 13 % des voix, grâce à un programme qui promouvait cette vision à la fois pour la Turquie et pour les pays du Proche-Orient. Nous avons assuré une représentation aux citoyens arméniens, yézidis, arabes et assyriens, aux travailleurs, aux universitaires, à la jeunesse et aux femmes, aux alévis et aux sunnites, aux Turcs et aux Kurdes. Bref, c’est le pays dans toute sa diversité qui est entré au Parlement, main dans la main, avec sur les lèvres des chants de paix.

Six millions d’électeurs ont accordé leur voix à un avenir commun, et le HDP est devenu le point de convergence où se matérialisent les espoirs de paix. Les peuples du pays en ont retiré la conviction qu’ensemble ils pouvaient soigner la démocratie turque en souffrance.

Oui, nous étions l’avenir de la Turquie. Mais il y existait aussi une autre fraction : celle qui s’accroche à un passé d’oppression et qui a échoué à apporter quelque bienfait que ce soit au peuple. Notre succès aux élections

du 7 juin 2015 a privé l’AKP nationaliste et sectaire de son régime de parti unique (9). Il a introduit un grain de sable dans les rouages du système de M. Erdoğan, l’homme qui se prend pour un sultan. En vertu de quoi le président a présenté notre parti comme un ennemi qui mérite d’être écrasé à n’importe quel prix, nous qualifiant de «*terroristes*», déclarant mort et enterré le processus de paix et replongeant le peuple dans la guerre civile des années 1990.

Son hostilité tient aussi à notre engagement en faveur de l’égalité des ethnies et des sexes, antithèse absolue du profil sectaire et «*mâle dominant*» de l’AKP. Cette incompatibilité est apparue au grand jour durant les négociations de paix, quand les représentants du régime trouvaient systématiquement des objections à toutes nos exigences, nous demandant par exemple : «*Qu’est-ce que la question des femmes a à voir avec le processus de paix kurde ?* » Ils trouvaient cela étrange, parce que nos mentalités différaient totalement. Parce que nous ne luttons pas seulement pour les Kurdes : nous luttons pour tout le monde.

Peut-être l’Occident croit-il toujours pouvoir faire des affaires avec M. Erdoğan. Mais voyez seulement le sort de M. Ahmet Davutoğlu, le premier ministre congédié par son maître (10). Le président turc n’a aucune notion de la justice, ou de la démocratie, ou des droits humains ; il

n’a de considération que pour lui-même et pour son omniscience, convaincu qu’il peut à lui seul forger l’avenir du pays et de la région entière pour le siècle à venir.

M. Erdoğan est en train d’instaurer un système présidentiel «*à la turque*» au mépris de la Constitution de son pays. Il ambitionne de graver cet état de fait dans le marbre de la loi ; c’est pourquoi il a levé l’immunité parlementaire de nos députés. Mais il ne lui sera pas aisé de mener cette dernière étape à son terme. L’opposition démocratique, que ce soit au sein du Parlement ou au-dehors, ne cédera pas à ce coup de force.

SELAHATTIN DEMIRTAŞ.

(7) MM. Muzaffer Kaya et Kıvanç Ersoy, et M^{mes} Meral Çamcı et Esra Munger.

(8) Allusion aux accords Sykes-Picot. Lire Henry Laurens, «*Comment l’Empire ottoman fut dépecé*», *Le Monde diplomatique*, avril 2003.

(9) En obtenant 12,9% des voix et 80 députés aux élections législatives du 7 juin 2015, le HDP a contrarié l’ambition de M. Erdoğan, qui souhaite instaurer un régime présidentiel à la place de l’actuel régime parlementaire. Faute de réunir trois cinquièmes des députés (330), il ne peut organiser un référendum pour modifier la Constitution. En convoquant de nouvelles élections en novembre 2015, il a obtenu une majorité absolue pour l’AKP, mais toujours pas de majorité qualifiée.

(10) Tour à tour conseiller diplomatique de M. Erdoğan (2003-2009), ministre des affaires étrangères (2009-2014) puis premier ministre, M. Davutoğlu a été poussé à la démission en mai 2016 et remplacé par un fidèle parmi les fidèles du président.

(Toutes les notes sont de la rédaction.)

Grande braderie en Grèce

Le revolver sur la tempe, Athènes a capitulé devant les exigences de ses « partenaires » européens en juillet 2015. Les décisions budgétaires et fiscales du pays sont désormais soumises à leur accord préalable. Et le programme de privatisations imposé à la Grèce orchestre le plus important transfert de propriétés jamais opéré dans un pays de l'Union européenne.

PAR NIELS KADRITZKE *

UNE ÉTUDE du Transnational Institute (TNI) sur l'industrie de la privatisation en Europe (1), publiée en février 2016, parvient à la conclusion qu'il « n'existe aucune preuve démontrant que les entreprises privatisées fournissent un service plus efficace ». En revanche, la vague de privatisations a fait chuter les salaires, dégradé les conditions de travail et accru les inégalités de revenus.

À cet égard, la Grèce constitue un cas d'école. À cause de la crise provoquée par son endettement, le pays s'est vu contraint par ses créanciers de vendre au plus offrant le plus grand nombre possible de ses entreprises publiques ou parapubliques, dans le seul objectif d'honorer ses remboursements. Cette mise à l'encan des biens de la collectivité est l'un des aspects les plus absurdes des « plans de sauvetage » imposés depuis 2010 par la « troïka (2) », qui ont précipité l'économie grecque dans une interminable récession. Exiger d'un État en crise qu'il privatise ses sociétés l'amène nécessairement à les brader, observent les auteurs de l'étude. La privatisation réunit tous les critères d'un abus de confiance.

Le client est roi

CES QUESTIONS se posent de façon particulièrement aiguë dans le cas des deux projets de privatisation les plus lourds du pays : la vente de 67 % des parts de la société du port du Pirée (OLP) au groupe chinois China Ocean Shipping Company (Cosco) et la concession de quatorze aéroports à un consortium privé dominé par le groupe allemand Fraport.

L'acquisition du Pirée par Cosco, entreprise d'État chinoise, s'est déroulée en vertu d'une procédure qui caractérise la quasi-totalité des ventes aux enchères des « bijoux de famille » grecs : l'appel d'offres ne s'adressait qu'à un seul candidat. L'affaire s'est conclue au bénéfice d'une puissance monopolistique qui pouvait dicter au vendeur non seulement le prix de la transaction, mais aussi toute une série d'autres conditions. Cette opération confère aux Chinois un contrôle absolu sur le plus grand port de Grèce, puisqu'une filiale de Cosco gère déjà, depuis 2008, deux des trois terminaux à conteneurs du Pirée grâce à une confortable concession de trente-cinq ans (3).

Pour acquérir les deux tiers des parts de l'OLP, Cosco a déboursé 368,5 millions d'euros. Ce tarif s'est négocié dans une totale opacité. L'agence grecque chargée des privatisations (le Taiped) avait jugé insuffisante la première offre du groupe chinois ; mais le montant du supplément consenti par celui-ci demeure aussi secret que le « juste prix » fixé par les sociétés d'expertise. Le Taiped s'est borné à estimer la valeur totale de la transaction à 1,5 milliard d'euros, chiffre obtenu par un calcul hautement acrobatique consistant à additionner au prix de vente les recettes fiscales qui pourraient en découler un jour, ainsi que les investissements de 350 millions d'euros promis par l'acheteur.

Ce calcul est doublement pipé. Avant l'opération de vente, la filiale de Cosco qui règne sur les deux terminaux à conteneurs reversait à l'OLP un droit de concession de 35 millions d'euros par an. Or les deux tiers de cette somme seront désormais versés au propriétaire majori-

Ce constat s'impose indépendamment de l'idée que l'on se fait des avantages ou des inconvénients d'un secteur public. En Grèce, ce dernier souffrait de dysfonctionnements incontestables, dont les adeptes de la privatisation n'ont pas manqué de tirer argument. Certaines entreprises d'État ne délivraient aucun bien ou service indispensable à la population (tel que l'électricité ou les transports en commun), mais avaient pour vocation essentielle de pourvoir les partisans de tel ou tel gouvernement en emplois bien rémunérés, protégés et peu fatigants – aux frais du client et du contribuable. Cela explique pourquoi leur mise sur le marché n'a pas suscité que du mécontentement.

Pour évaluer, d'un point de vue libéral, le bien-fondé d'une privatisation, les dirigeants doivent répondre à trois questions. Le prix est-il proportionnel aux revenus dont l'État se prive en vendant son bien ? De quelles garanties dispose-t-on quant aux investissements que l'opération est supposée générer ? Quelle marge d'intervention l'État conserve-t-il sur les entreprises privatisées dans les domaines stratégiquement vitaux pour les intérêts du pays ?

taire de l'OLP ; autrement dit, l'argent passe de la poche gauche de Cosco à sa poche droite. L'État grec se prive ainsi des loyers qu'il lui restait à encaisser jusqu'au terme de la concession des terminaux, soit au moins 700 millions d'euros, qu'il serait logique par conséquent de soustraire à la valeur totale de la privatisation du Pirée.

L'addition du Taiped recèle une autre erreur, plus saugrenue encore : elle prend en compte les 115 millions d'euros de subventions accordés par l'Union européenne à un projet d'extension du terminal à paquebots, enveloppe dont le versement n'était pourtant nullement conditionné à la privatisation du port. Par ailleurs, rien ne garantit que Cosco réalisera les investissements promis, puisque l'acte de vente contient une clause interdisant pour cinq ans toute sanction à son encontre en cas de non-respect de ses engagements (4).

Une autre opération de privatisation soulève de nombreuses questions. De concert avec l'oligarque grec Dimitris Copelouzos (5), la société allemande Fraport vient d'acquérir pour une durée de quarante ans – avec une option pour cinquante – les droits d'exploitation et d'extension de quatorze aéroports. Aux 1,23 milliard d'euros versés à la signature du contrat s'ajouteront annuellement des droits de concession et des versements d'impôts évalués à un total de 8 milliards d'euros sur quarante ans.

Les détracteurs de cette vente proposent un autre calcul. Les quatorze aéroports dégagent aujourd'hui déjà un bénéfice annuel de 150 millions d'euros, soit 6 milliards sur la durée entière de la concession. Mais ces revenus sont appelés à augmenter considérablement, de l'aveu même de Fraport, qui mise sur le potentiel de croissance des vols commerciaux en direction des îles touristiques de Rhodes, Kos, Mykonos, Santorin et Corfou – le trafic aérien qui relie le continent à ces destinations prisées a progressé de 20 % par an au cours des deux dernières années. Le directeur financier de Fraport, M. Matthias Zieschang, estime à 100 millions d'euros annuels les gains supplémentaires que son groupe devrait engranger à partir



DANIEL ARSHAM STUDIO - GALERIE EMMANUEL PERROTIN, PARIS

DANIEL ARSHAM. – « Man » (Homme), 2010

de 2017 « uniquement grâce aux aéroports grecs (6) ».

Au départ, trois candidats avaient postulé à l'appel d'offres – une diversité exceptionnelle pour une privatisation en Grèce. Faut-il pour autant croire sur parole le patron de Fraport, M. Stefan Schulte, lorsqu'il affirme que son groupe « l'a emporté contre une forte concurrence grâce à la qualité de son dossier » ?

La procédure comporte au moins deux curiosités qui retiennent l'attention. D'abord, il y a cette surprenante décision de céder un réseau aéroportuaire qui rapporte de l'argent. Jusqu'au début de 2013, l'État envisageait une autre façon de procéder : les trente-sept aéroports du pays étaient répartis en deux lots regroupant chacun des installations bénéficiaires et déficitaires. Il s'agissait de faire en sorte que l'acheteur ne se contente pas d'empocher les profits réalisés grâce aux destinations en vogue, mais qu'il en réinvestisse une partie dans le développement des aéroports mal desservis des îles les plus reculées. Ce schéma équilibré, conçu pour éviter un effet d'aubaine trop éclatant, s'est heurté à un refus catégorique de la « troïka ». Laquelle a insisté pour que le « paquet » à privatiser ne contienne que les pièces de choix hautement profitables.

Il est tentant de supposer que la puissance la plus influente au sein de la « troïka », à savoir l'Allemagne, n'est pas étrangère à cette décision. Et le soupçon se renforce lorsqu'on découvre l'autre bizarrerie du dossier : dans la procédure d'appel d'offres, le Taiped a choisi comme « conseiller technique » Lufthansa Consulting, filiale de la compagnie aérienne allemande fort soucieuse des intérêts de Fraport, puisqu'elle en est coactionnaire à hauteur de 8,45 %... En somme, il y a là les ingrédients d'un conflit d'intérêts flagrant, en violation de toutes les règles européennes en matière d'appels d'offres – sans parler de l'infraction à la décence la plus élémentaire.

Les auteurs de l'étude du Transnational Institute aboutissent à la même conclusion. Ils soulignent un autre détail insolite : Fraport appartient majoritairement au Land de Hesse et à la ville de Francfort, qui détiennent ensemble 51,3 % de ses parts. La plus grande partie des profits accumulés grâce à la liquidation des biens publics de la Grèce viendra donc alimenter les recettes de collectivités locales en Allemagne, pays qui, coïncidence, est le principal créancier d'Athènes. Que l'on y voie ou non un pillage caractérisé, le résultat est le même : l'État grec se retrouve privé d'une source de revenus à

long terme qui aurait été bien plus utile à la stabilisation de ses finances que le produit immédiat d'une privatisation au rabais, aussitôt absorbé par les traites de sa dette.

De son côté, Fraport est bien décidée à maximiser les gains de sa martingale méditerranéenne. Elle table non seulement sur une hausse continue du nombre de passagers, mais aussi sur une « extension et une optimisation considérables des surfaces commerciales » afin de « générer rapidement des bénéfices supplémentaires », comme le confie en toute franchise M. Zieschang.

Pour faire tourner la machine à cash, le concessionnaire a pris soin de se garantir des conditions optimales. Fraport s'exonère non seulement du paiement des taxes foncières et locales, mais aussi de toutes sortes d'autres obligations financières de base. Elle peut par exemple annuler d'un trait de plume les baux et les contrats souscrits par les anciens prestataires des quatorze aéroports, et redistribuer les licences d'exploitation aux partenaires de son choix sans verser un centime de dédommagement aux restaurateurs, commerçants et fournisseurs congédiés : ce sera à l'État grec d'y pourvoir. Et ce n'est pas tout. Les pouvoirs publics s'engagent aussi à indemniser les employés licenciés par Fraport, à prendre en charge les futures victimes d'accidents du travail, même lorsque la responsabilité de l'entreprise ne fait aucun doute, ou encore à financer les expertises environnementales requises pour les travaux d'extension des aéroports. Il est même prévu que l'État mette la main à la poche au cas où des découvertes archéologiques malencontreuses retarderaient un chantier (7).

Cet usage illimité de fonds publics pour couvrir n'importe quelle dépense du concessionnaire ne trahit pas seulement un cynisme des plus débridés ; il contrevient aussi aux principes édictés par l'Union européenne elle-même. « La privatisation d'entreprises publiques contribue à la réduction des subventions, transferts de fonds ou garanties d'État octroyés aux entreprises publiques », déclarait en octobre 2012 la Commission européenne aux organisations non gouvernementales (ONG) qui protestaient contre la privatisation de sites de traitement d'eau.

Dans le cas de Fraport, cela se passe un peu différemment : le concessionnaire des quatorze aéroports jouit d'une réserve presque illimitée de subventions, de transferts de fonds et de garanties de la part d'un État grec pris à la gorge. Celui-ci n'a pas son mot à dire dans les décisions qui affectent l'un des secteurs-clés de l'économie nationale. Par exemple au sujet des taxes locales, dont certaines îles auraient tant besoin pour se développer.

Les avocats de l'opération Fraport font valoir que la rénovation d'aéroports vétustes et peu accueillants – tels que ceux de Corfou et de Santorin – exige des investissements qu'Athènes ne peut se permettre. Mais d'autres solutions auraient été possibles. Les crédits de la Banque européenne d'investissement auraient pu servir à moderniser ces infrastructures. C'était l'occasion d'un investissement utile sur la durée, assurant à l'État des revenus réguliers et en progression constante.

Pour qui se soucie de la stabilisation durable des finances publiques grecques, l'opération Fraport représente de toute évidence la pire des options possibles. On pourrait en dire de même de la plupart des dix-neuf privatisations (gaz, électricité, port de Salonique...) engagées ou programmées ; à l'exception peut-être du secteur de l'immobilier d'État, où les investisseurs privés semblent vouloir utiliser leurs achats à des fins à peu près utiles.

On aurait tort d'en déduire que la conservation du secteur public tel qu'il fonctionnait auparavant aurait été la solution idéale. Mais, entre les soldes pour prédateurs internationaux et l'économie du clientélisme, il y avait de la place pour une troisième option.

(1) Sol Trumbo Vila et Matthijs Peters, « The privatising industry in Europe », Transnational Institute, Amsterdam, février 2016.

(2) Groupe informel constitué par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

(3) Lire Pierre Rimbart, « Modèle social chinois au Pirée », et Panagiotis Grigoriou, « Visite guidée de la nouvelle Athènes », *Le Monde diplomatique*, respectivement février 2013 et avril 2014.

(4) Ces détails ont été révélés par le site indépendant grec The Press Project.

(5) M. Copelouzos a fait fortune dans l'énergie et les infrastructures grâce à ses réseaux politiques en Grèce, mais aussi grâce à ses contacts avec le groupe russe Gazprom.

(6) *Börsen-Zeitung*, Francfort, 27 février 2016.

(7) La liste des conditions imposées à la Grèce a été publiée par The Press Project.



Dans nos archives

- « “La thérapie de choc exige l’opacité” », par *Philippe Lamberts* (octobre 2015).
- « Syriza et les chausse-trapes du pouvoir », par *Baptiste Dericquebourg* (septembre 2015).
- « Il ne s’est rien passé à Athènes », par *Pierre Rimbart* (septembre 2015).
- « L’Europe dont nous ne voulons plus », par *Serge Halimi* (août 2015).
- « “Leur seul objectif était de nous humilier” », par *Yanis Varoufakis* (août 2015).
- « Sortie de l’euro, une occasion historique », par *Costas Lapavistas* (juillet 2015).
- « Grèce, le coup d’État silencieux », par *Stelios Kouloglou* (juin 2015).
- « Dette publique, un siècle de bras de fer », par *Renaud Lambert* (mars 2015).
- « À Athènes, des médias à genoux », par *Valia Kaimaki* (mars 2015).
- « La gauche grecque peut-elle changer l’Europe ? » (*S. H.*) (février 2015).
- « Quand l’austérité tue », par *Sanjay Basu* et *David Stuckler* (octobre 2014).
- « La Grèce face à l’Europe, dépendance et industrialisation truquée », par *Hassan Zaoual* (juin 1992).

www.monde-diplomatique.fr/archives

* Journaliste de l'édition allemande du *Monde diplomatique*, dans laquelle est parue une version plus longue de cet article.

UNE UNION À L'IMAGE DU ROYAUME-UNI

Le legs britannique à l'Europe

Bruxelles et Londres ne manqueront pas de trouver un arrangement institutionnel pour organiser le retrait décidé par les électeurs britanniques le 23 juin. Mais le résultat du référendum sur le « Brexit » oblige les dirigeants européens à repenser entièrement un projet commun qui a été réduit au « grand marché », en particulier sous la pression du Royaume-Uni.

PAR BERNARD CASSEN *

MÊME s'ils ne s'y réduisent pas, les débats politiques prennent souvent la forme de batailles de chiffres. La campagne du référendum du 23 juin, qui s'est soldée par la victoire du « Brexit » et la décision des Britanniques de sortir de l'Union européenne, en a administré une nouvelle fois la preuve. Chaque camp avait mobilisé experts, lobbyistes et institutions en tout genre pour produire des piles d'études prospectives – évidemment contradictoires – sur les avantages ou les dangers, en particulier économiques et financiers, de prendre le large. À l'inverse, le citoyen britannique a été moins, voire pas du tout, informé sur la manière dont son pays a façonné les pratiques et les politiques communautaires de l'Union. Ceux qui, à Bruxelles et dans la plupart des capitales européennes, se réjouissent de cette influence évitent de le crier sur les toits. Ceux qui s'en accommodent mal, notamment en France, ne veulent pas faire état publiquement de leur incapacité à la contenir.

Hormis la France, engagée militairement sur de nombreux théâtres d'opérations extérieurs, les États membres de l'Union ont largement limité leurs ambitions stratégiques internationales à l'ho-

rizon européen et à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) (1). Ils s'expriment de l'intérieur de l'Union, voire de la zone euro, en ayant intégré ses contraintes et ses atouts présumés, et ne raisonnent pas en termes de tête-à-tête ou d'affrontement avec « l'Europe ». La Grèce, soumise aux diktats de ses partenaires et menacée d'une expulsion de la monnaie unique, fait figure d'exception qui confirme la règle.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les élites politiques britanniques ont adopté une posture totalement différente. Dans un discours du 5 décembre 1962, Dean Acheson, secrétaire d'État du président américain Harry Truman entre 1949 et 1953, avait fustigé cette posture en des termes constamment repris par la suite et, tout récemment encore, dans les polémiques sur le « Brexit » : « *La Grande-Bretagne a perdu un empire et n'a pas encore trouvé un rôle. La tentative de jouer un rôle de puissance à part – c'est-à-dire un rôle à l'écart de l'Europe fondé sur une "relation spéciale" avec les États-Unis, un rôle fondé sur sa place à la tête d'un Commonwealth qui n'a aucune structure ni unité ni pouvoir (...) – ce rôle a fait son temps.* »

L'« anglosphère » orpheline

À L'ÉPOQUE, ces propos firent scandale dans l'establishment britannique, d'autant qu'ils tournaient en dérision les termes de deux discours, eux aussi historiques, prononcés par Winston Churchill une quinzaine d'années auparavant (2). Dans le premier, le 5 mars 1946 à Zurich, le premier ministre préconisait la création d'une Europe fédérale à laquelle le Royaume-Uni apporterait un soutien bienveillant, mais de l'extérieur : « *Nous sommes avec vous, mais pas des vôtres.* » Dans le second, en 1948, devant le congrès du Parti conservateur, il développait sa théorie des « trois cercles » à l'intersection desquels se tenait, selon lui, le Royaume-Uni : d'abord les pays de langue anglaise – à savoir les États-Unis et les dominions « blancs » (Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) ; ensuite l'Europe ; et enfin le Commonwealth. Hors de question d'appartenir exclusivement à l'un d'entre eux, fût-il le plus proche : l'Europe.

Une expression est fréquemment revenue ces derniers temps dans les médias pour caractériser les rapports entre Londres et l'Union : « *semi-detached* », laquelle évoque les maisons à mur mitoyen des banlieues britanniques. L'Union ne forme pas une seule maison,

mais deux : l'une qui compte vingt-huit pièces – dont celle du Royaume-Uni – et l'autre composée d'une pièce unique, celle du Royaume-Uni. Selon les circonstances, Albion habite l'une ou l'autre de ces résidences. Les concessions obtenues par le premier ministre David Cameron lors du Conseil européen des 18 et 19 février 2016 le confirment (3).

La revendication d'une « relation spéciale » avec les États-Unis s'avère moins aisée. Cette illusion, longtemps entretenue, a été actualisée en 2013 à l'occasion des révélations de M. Edward Snowden sur le réseau planétaire de surveillance tissé par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA). Ce que nul n'ignorait dans la communauté du renseignement a été spectaculairement mis sur la place publique : les « grandes oreilles » qui écoutent tous les messages de la planète pour le compte des États-Unis ne sont pas seulement américaines, mais aussi australiennes, britanniques, canadiennes et néo-zélandaises. Les stratégies de Washington n'accordent en effet leur confiance totale qu'à ceux de leurs sous-traitants qui ont la langue anglaise en partage.

Ce club des « cinq yeux » (*five eyes*) avait été formalisé après la seconde guerre mondiale par des traités secrets, à commencer par le United Kingdom - United States Communications Intelligence Agreement (Ukusa), signé en

1946. De là à imaginer que cette « anglosphère » constitue un pôle de puissance en marge de l'Union, à partir duquel Londres pourrait se projeter internationalement, il y a un gouffre que jamais M. Barack Obama, pas plus que ses prédécesseurs, n'a envisagé de franchir. Le 22 avril 2016, lors de sa visite à Londres, le président américain a fermement rappelé à ses hôtes que le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne était aussi une affaire d'intérêt national – le seul qui compte – pour les États-Unis. Même si l'« anglosphère » a encore une très forte résonance sentimentale et culturelle au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande, elle ne saurait constituer une priorité de leurs gouvernements, ne serait-ce que pour des raisons géopolitiques : Ottawa doit d'abord gérer sa relation avec son grand voisin du Sud, et Canberra et Wellington, trouver leur place dans la zone Asie-Pacifique.

Ces forces centrifuges témoignent de la difficulté de constituer une communauté politique avec le lien linguistique pour unique ciment. Mais les fervents de l'« anglosphère », qui déplorent son délitement, ne se sont pas encore rendu compte qu'ils avaient déjà remporté une énorme victoire. Il existe déjà une « anglosphère » bis, et en pleine expansion : l'Union européenne (4). En termes strictement linguistiques, l'Union est de plus en plus anglaise. On le constate dans la plupart des domaines scientifiques et techniques, dans la gestion des entreprises, dans l'enseignement supérieur, les métiers de la communication et du commerce, etc., où l'anglais se substitue aux langues nationales.

Au sein des institutions européennes – qui devraient donner l'exemple –, la Commission, pourtant statutairement gardienne des traités et du reste de l'« acquis communautaire », ignore ouvertement le règlement linguistique de 1958, qui donne aux langues nationales (actuellement au nombre de vingt-quatre) des États membres le statut de langues officielles et de langues de travail de l'Union. En fait, elle privilégie outrageusement l'anglais, tout comme le Service européen pour l'action extérieure et même les instances du Conseil européen (5). On atteint le sommet de la servitude volontaire quand M. Pierre Moscovici, commissaire européen de nationalité française, adresse, en décembre 2014, une lettre officielle en anglais à M. Michel Sapin, ministre des finances de M. François Hollande. Cette tendance communautaire lourde a des conséquences économiques : au mépris de la « concurrence libre et non faussée », elle favorise les entreprises des pays anglophones (Irlande et Royaume-Uni), qui, elles, n'ont pas à acquitter les considérables frais de traduction des réponses, souvent volumineuses, aux appels d'offres de la Commission (6).



Autre motif de satisfaction pour Londres : l'Union n'est pas seulement anglaise dans ses pratiques linguistiques ; elle l'est aussi dans sa philosophie et ses politiques, et ce depuis son origine. C'est bien le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE), en 1957, qui a placé les dogmes libéraux de la concurrence et du libre-échange au sommet de l'édifice communautaire. Les traités ultérieurs, et en particulier l'Acte unique (1986), n'ont fait que le confirmer. Non signataires du traité fondateur, en application de la doctrine Churchill, les dirigeants britanniques mesurèrent après coup ses potentialités et entreprirent de rectifier leur erreur. Après deux tentatives bloquées par le général de Gaulle, le Royaume-Uni entra finalement dans la CEE en 1973. Ce calcul pragmatique des coûts et des bénéfices de l'adhésion était aux antipodes de la mystique européenne des dirigeants de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne du continent.

C'est Margaret Thatcher, première ministre de 1979 à 1990, qui a formulé

le plus clairement l'objectif poursuivi par le Royaume-Uni : « *Tout le grand marché et rien que le grand marché.* » D'où une ligne politique constante, quelle que soit la couleur des gouvernements en place à Londres : éliminer les entraves aux forces du marché, le cas échéant de manière unilatérale, en exigeant des dérogations aux législations communautaires, en particulier en matière sociale ; multiplier les obstacles à toute forme d'union politique ou monétaire ; revendiquer sans états d'âme de tirer de l'appartenance à l'Union le maximum de retombées économiques. L'une des réussites – partagée avec l'Allemagne – de cette stratégie a été l'élargissement de l'Union, en 2004 puis en 2007, aux États d'Europe centrale et orientale, qui a augmenté significativement les possibilités de dumping social intracommunautaire, en particulier par l'utilisation de « travailleurs détachés » (7). Du grand art, comme on le voit, mais dont les résultats ne sont revendiqués qu'à voix basse par la diplomatie britannique afin d'obtenir toujours plus de ses partenaires...

Libéralisme à jet continu

LONDRES avait trouvé un compagnon de route inattendu : la Commission européenne. Certes, l'exécutif bruxellois, qui se voit comme le gouvernement d'une hypothétique Europe fédérale, se montra radicalement hostile à l'Europe des États préconisée par la plupart des dirigeants britanniques. En revanche, il avait vu en eux des alliés précieux pour produire du libéralisme à jet continu. Cette connivence s'était traduite par la présence des Britanniques à des postes stratégiques pour leurs intérêts au sein des institutions de l'Union. Ainsi, M^{me} Vicky Ford préside toujours, le temps d'organiser la séparation, la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs au Parlement européen. Plus significative encore fut la décision de M. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, de nommer commissaire aux services financiers M. Jonathan Hill, surtout connu comme agent d'influence de la City et porte-parole du lobby bancaire. Ce n'est pas le seul commissaire en situation de

conflit d'intérêts, mais certainement le plus emblématique, au même titre que M. Juncker lui-même, ancien premier ministre du Luxembourg, qui, comme l'ont montré les « LuxLeaks », a fait bénéficier de faveurs fiscales plusieurs multinationales telles qu'Apple ou Amazon (8).

Pour Dean Acheson, il y a plus d'un demi-siècle, le Royaume-Uni était en quête d'un rôle. S'il s'exprimait aujourd'hui, il pourrait songer à celui de passager clandestin de la construction européenne (9). Un passager qui a eu le triomphe modeste, laissant à d'autres le soin d'évoquer ses prouesses. Et nul n'est plus qualifié pour un tel exercice que M. Peter Sutherland, véritable oligarque de la mondialisation libérale (10). Il savait en effet de quoi il parlait quand il écrivait : « *L'un des paradoxes les plus désolants au sujet d'un éventuel "Brexit" est que Londres a remporté un grand succès en façonnant une Union européenne libre-échangiste à sa propre image* (11). »

(1) Parmi les membres de l'Union européenne, seuls six pays (Autriche, Chypre, Finlande, Irlande, Malte et Suède) ne sont pas membres de l'OTAN.

(2) Lire « "Brexit", David Cameron pris à son propre piège », *Le Monde diplomatique*, février 2016.

(3) Cf. « Et si David Cameron avait ouvert la voie à une "autre Europe" ? », Mémoire des luttes, 1^{er} mars 2016, www.medelu.org

(4) Lire Benoît Duteurtre, « La langue de l'Europe », *Le Monde diplomatique*, juin 2016.

(5) Cf. « Pour une ambition francophone », rapport d'information n° 1723 présenté par M. Pouria Amirshahi, commission des affaires étrangères, Assemblée nationale, Paris, janvier 2014.

(6) Lire Dominique Hoppe, « Le coût du monolinguisme », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

(7) Lire Gilles Balbastre, « Travail détaché, travailleurs enchaînés », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

(8) Cf. Eva Joly et Guillemette Faure, *Le Loup dans la bergerie*, Les Arènes, Paris, 2016.

(9) Utilisée en sciences sociales pour désigner le bénéficiaire d'une action collective à laquelle il ne contribue pas, cette notion a été théorisée par l'économiste américain Mancur Olson, dans *Logique de l'action collective*, Presses universitaires de France, Paris, 1978 (1^{re} éd. : 1965).

(10) Ancien membre de la Commission trilatérale, ancien commissaire européen, ancien directeur général de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), ancien président de Goldman Sachs et de BP.

(11) Peter Sutherland, « A year of magical thinking for the Brexiters », *Financial Times*, Londres, 31 mars 2016.

L'ABONNEMENT

un moyen simple
et rapide
de soutenir
votre journal



www.monde-diplomatique.fr/abojournal - (voir abonnement en page 2)

* Professeur émérite de l'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII, secrétaire général de Mémoire des luttes.

« Jobs Act », le grand

Défait à Rome et à Turin par le Mouvement 5 étoiles – une formation qui se revendique « antisystème » –, le Parti démocrate du président du conseil italien Matteo Renzi sort affaibli des élections municipales du 19 juin. À croire que sa réforme du marché du travail, le fameux « Jobs Act », a davantage séduit les médias, les milieux patronaux et les sociaux-libéraux européens que les électeurs italiens...

PAR ANDREA FUMAGALLI *

LE PRÉSIDENT du conseil italien Matteo Renzi aime à se présenter comme un dirigeant politique moderne et innovant. Ainsi, sa réforme du marché du travail aurait libéré le pays de ses archaïsmes et fait baisser le chômage. Connues sous le nom de « Jobs Act », les mesures adoptées par son gouvernement pour relancer l’emploi n’ont pourtant fait que pousser plus loin encore la logique des vieilles recettes libérales.

La flexibilisation du marché du travail italien a débuté en 1983, quand les partenaires sociaux (fédérations syndicales, patronat et ministère du travail) ont signé l’accord Scotti (1). En plus de limiter l’indexation des salaires sur les prix, ce texte introduisit le premier contrat atypique, à durée déterminée et destiné aux jeunes : le « contrat de formation et de travail ». Depuis, de nombreuses lois ont élargi l’éventail des contrats disponibles, si bien qu’il en existe aujourd’hui près de quarante. En 1997, la loi Treu a légalisé le travail temporaire ; en 2003, la réforme

* Professeur d’économie au département de sciences économiques et commerciales de l’université de Pavie. Auteur de *La Vie mise au travail. Nouvelles formes du capitalisme cognitif*, Eterotopia France, Paris, 2015.

Biagi-Maroni a inventé le contrat de sous-traitance. En 2008 a été mis en place le système des *vouchers*, ces « bons de travail » d’une valeur de 10 euros brut de l’heure surtout utilisés dans les secteurs peu ou pas qualifiés. La diversification des types de contrat s’est accompagnée de mesures visant à accroître le pouvoir des employeurs. Parmi les plus récentes, la loi dite du « travail lié » (*collegato lavoro*), votée en 2010, limite les possibilités pour les salariés de recourir à la justice en cas d’abus patronal ; et la loi Fornero (2012) facilite les licenciements individuels pour raisons économiques.

Les réformes mises en œuvre par M. Renzi en 2014 et 2015 s’inscrivent dans la continuité de cette histoire, et peut-être l’achèveront-elles, tant elles ont institutionnalisé la précarité. Ainsi, le contrat à durée indéterminée (CDI) « à protection croissante », entré en vigueur en 2015, n’a pas grand-chose de pérenne ni de protecteur. Au cours des trois premières années, les employeurs peuvent y mettre fin à tout moment et sans motivation. Leur seule obligation est de verser au salarié licencié une indemnité proportionnelle à son ancienneté. L’embléma-

tique article 18 du statut des travailleurs (2), qui oblige à motiver tout licenciement individuel par une « juste cause » (faute grave, vol, absentéisme...), se retrouve ainsi mis entre parenthèses pendant trente-six mois. La formule rappelle le contrat première embauche (CPE) imaginé par le premier ministre français Dominique de Villepin en 2006, sauf que le dispositif italien ne se limite pas aux moins de 26 ans, mais concerne l’ensemble de la main-d’œuvre.

Le gouvernement Renzi a également déréglementé l’usage des contrats à durée déterminée (CDD). Depuis mars 2014, la loi Poletti – du nom du ministre du travail Giuliano Poletti – permet aux employeurs d’y recourir sans avoir à se justifier et de les renouveler jusqu’à cinq fois sans période de carence. Cette limitation est de surcroît théorique : elle ne s’applique pas aux personnes, mais aux postes de travail. Il suffit donc de modifier sur le papier une fiche de poste pour condamner un salarié au travail instable à vie.

Dans ces conditions, pourquoi des entreprises choisiraient-elles des CDI à « protection croissante » plutôt qu’une succession de CDD ? La réponse est simple : par intérêt financier. Le gouvernement Renzi a en effet mis en place des incitations fiscales qui permettaient, pour tous les CDI signés en 2015, d’économiser jusqu’à 8 000 euros par an. Austerité oblige, ce dispositif très coûteux pour l’État a été revu à la baisse par la loi de stabilité 2016, et les gains possibles pour les employeurs s’établissent désormais à 3 300 euros. Le Jobs Act a donc créé un effet d’aubaine : faire signer un contrat « à protection croissante », puis licencier son salarié sans justification, devient plus rentable que de recourir à un CDD. Grossière entourloupe statis-

tique, le basculement des CDD vers les CDI permet de gonfler artificiellement les chiffres de l’emploi dit « stable », alors même que la précarité continue d’augmenter.

Les réformes de M. Renzi n’ont pas déclenché de grèves ou de manifestations comparables au mouvement contre la loi El Khomri en France. Contrairement à sa voisine, l’Italie n’a pas de salaire minimum, sauf pour les professions couvertes par des conventions collectives, qui protègent un nombre toujours plus faible de travailleurs (moins de 50 % aujourd’hui). Par ailleurs, le « principe de faveur » n’y existe pas : rien n’oblige les accords d’entreprise à proposer des conditions plus avantageuses pour les salariés que les

accords de branche, qui, eux-mêmes, ne sont pas nécessairement plus favorables que le code du travail (3). Les employés sont ainsi très vulnérables au chantage de leur patron. Le pays n’a pas non plus d’équivalent du revenu de solidarité active (RSA), même sous condition de réinsertion professionnelle. Les amortisseurs sociaux sont surtout pensés pour le salarié en CDI ; la masse des nouveaux précaires s’en trouve exclue. Conjuguée à la crise économique, à la faiblesse des syndicats, à la stagnation des revenus et au renforcement du contrôle patronal – le Jobs Act autorise certaines techniques de contrôle à distance des salariés, au risque de porter atteinte à leur vie privée –, cette situation explique la faible résistance rencontrée par les récentes mesures.

Plus de 40 % des jeunes au chômage

AFIN DE DÉFENDRE leurs réformes, M. Renzi et ses ministres se sont retranchés derrière les mêmes arguments que leurs prédécesseurs à Rome et que leurs homologues conservateurs en Allemagne ou socialistes en France : l’« assouplissement » du code du travail serait une condition nécessaire (et suffisante) pour construire une économie moderne et faire baisser le chômage, en particulier celui des jeunes. *« L’article 18 date des années 1970, et la gauche ne l’avait alors même pas voté. Nous sommes en 2014 ; cela revient à prendre un iPhone et à demander : “Où faut-il mettre le jeton ?”, ou à prendre un appareil photo numérique et à essayer d’y mettre une pellicule »*, a estimé le président du conseil (4).

Le gouvernement et beaucoup de médias présentent le Jobs Act comme un succès indiscutable. *« Un demi-million d’emplois en CDI créés en 2015. [L’Ins-*

titut national de la statistique] démontre l’absurdité des polémiques sur le Jobs Act », claironnait M. Renzi sur Twitter le 19 janvier 2016. *« Avec nous, les impôts diminuent et l’emploi augmente »*, écrivait-il encore le 2 mars. Il est vrai qu’en 2015, pour la première fois depuis le début de la crise économique, qui a détruit environ un million d’emplois, la courbe du chômage a été (légèrement) inversée : – 1,8 %... Cependant, cette diminution modeste s’explique surtout par le

(1) Accord du 22 janvier 1983 porté par M. Vincenzo Scotti, ministre du travail démocrate-chrétien. Il introduisait également l’annualisation du temps de travail.

(2) Adopté le 20 mai 1970, le statut des travailleurs fixe certaines normes du droit du travail italien.

(3) Lire Sophie Bérout, « Imposture de la démocratie d’entreprise », *Le Monde diplomatique*, avril 2016.

(4) Discours lors de la « Leopolda », réunion annuelle publique du Parti démocrate, 26 octobre 2014.

MILITANTS EN FUITE,

L’autodestruction

(Suite de la première page.)

Se dirige-t-on vers la fin du PS ? Quelle rationalité électorale poursuivent les élites socialistes, par ailleurs si « raisonnables » ?

Si leur stratégie apparaît incertaine, elle dérive d’un postulat qui fonde la cohérence et la constance du gouvernement : la politique menée, aussi suicidaire qu’elle puisse paraître, n’est pas négociable. Elle découle dans une large mesure de contraintes européennes que M. Hollande, contrairement à ce qu’il avait annoncé durant la campagne de 2012, n’a pas renégociées. Les choix idéologiques sont si marqués qu’ils prennent le pas sur les intérêts électoraux du parti. Dès lors qu’aucune inflexion n’est envisageable et que le PS n’a plus la base électorale de sa politique, il est condamné à fabriquer un improbable électorat de substitution, au centre gauche, et compte s’appuyer sur la prochaine élection présidentielle pour le faire émerger.

Jusqu’à présent, le PS appartenait à ce type de parti que le politiste italien Angelo Panebianco a appelé « électoral-professionnel » (3), c’est-à-dire voué à un seul

objectif : la maximisation des performances électorales. Entre 2002 et 2012, il est devenu un parti de professionnels de la politique locale – élus et collaborateurs d’élus (4). En 2012, quand il accède au pouvoir national, il dirige la quasi-totalité des régions, 60 % des départements, les deux tiers des villes et même, pour la première fois de son histoire, le Sénat. Quatre ans plus tard, la machine électorale est dévastée. Au cours des vingt-deux législatures partielles qui ont eu lieu dans cet intervalle, le PS a été éliminé dès le premier tour dans la moitié des circonscriptions où il présentait un candidat (5).

Après avoir fait prospérer le socialisme municipal dans des proportions jamais atteintes, M. Hollande, lui-même ancien président du conseil général de la Corrèze, en est devenu le fossoyeur. En 2014, son parti a perdu 162 villes de plus de 9 000 habitants – un record pour des élections municipales. Il ne dirige plus que cinq régions et vingt-six départements. Le « parti des élus » a été sacrifié sur l’autel d’une politique de compétitivité aussi inefficace qu’impopulaire. Repliés sur leurs fiefs locaux depuis 2002, les notables socialistes

se sont peu à peu désintéressés des débats idéologiques nationaux. Tétanisés par les défaites, ils semblent attendre que le cycle du pouvoir se referme pour retrouver une opposition qui fut jadis confortable.

Ces échecs électoraux massifs et répétés ont eu des effets considérables sur l’organisation partisane. L’armature du PS se désagrège dans ses profondeurs territoriales. Les assistants, collaborateurs d’élus et permanents ont été victimes de ce qui s’apparente à des plans de licenciement

La « loi travail » piétine le congrès

ENFIN, le parti dans son ensemble connaît une hémorragie de militants sans précédent. Les renouvellements de cartes au 1^{er} décembre 2014 ne dépassaient pas 60 000 adhérents, soit largement 50 000 de moins qu’en 2012. Le phénomène va bien au-delà des habituels flux et reflux liés à l’exercice du pouvoir.

À quoi bon demeurer dans un parti exsangue et dévitalisé, qui n’a plus son mot à dire ? Le premier secrétaire, M. Jean-Christophe Cambadélis, donne un peu mieux le change que son prédécesseur, M. Harlem Désir, d’une remarquable passivité ; mais la démocratie interne est inexistante. Le président de la République

successifs, alors qu’ils exercent souvent des responsabilités essentielles dans l’appareil, à la direction des sections ou des fédérations. Certaines fédérations sont en cessation de paiement. L’historique fédération du Nord a perdu depuis 2012 de nombreuses villes (Roubaix, Tourcoing, Dunkerque, Maubeuge, la communauté urbaine de Lille...), le département, la région et la moitié de ses militants. Pour résorber une dette de 1 million d’euros, la direction fédérale a dû se résoudre à vendre une partie de son siège.

estime n’avoir pas de comptes à rendre à un parti dont il n’a pas tiré son investiture, puisqu’il doit sa candidature à une primaire ouverte. Les résultats du congrès de Poitiers, en juin 2015, ont été complètement ignorés, alors qu’ils étaient censés définir la ligne politique du parti. Dans la motion majoritaire, dont M. Cambadélis était le premier signataire, une position par anticipation sur la loi El Khomri avait été prise. On y lit : *« Il faut rétablir la hiérarchie des normes : la loi est plus forte que l’accord collectif, et lui-même s’impose au contrat de travail. »* Soit l’exact inverse de la proposition que le gouvernement s’acharne à défendre. S’appuyant sur le socle de légitimité du congrès, un rapport demandant une réorientation de la politique gouvernementale a été adopté par le bureau national à une très large majorité en juillet 2015. Il a été balayé d’un revers de main par le premier ministre Manuel Valls, qui n’a cessé, depuis, de radicaliser sa ligne sociale-libérale. La « loi travail », qui ne faisait pas partie des engagements de 2012, n’a jamais été discutée au PS ; elle n’a fait l’objet d’aucun vote du bureau politique. La direction du parti a même renoncé à produire un programme en vue de l’élection présidentielle. Mieux vaut orienter le futur candidat à l’aide de « cahiers » que formuler un programme qu’il n’appliquera

pas : c’est, en substance, ce que le premier secrétaire a expliqué lors du conseil national du 6 février 2016.

Comme le parti n’assure plus son rôle de régulation des différends et de production d’un point de vue commun, les débats se sont déplacés dans l’arène parlementaire, où les députés frondeurs organisent une résistance très médiatisée, mais jusqu’ici marginale. Un cap a été franchi avec leur tentative de déposer une motion de censure contre le gouvernement lors du débat sur la « loi travail », en mai 2016. Si beaucoup de députés socialistes désapprouvent sans doute la politique du gouvernement, la plupart d’entre eux, par résignation ou manque de courage, ne souhaitent pas affaiblir le président de la République, pensant que leur sort électoral dépend du sien. L’approche de la débâcle finale n’y change rien : fatalisme et présidentialisme font leur œuvre.

Reconnaissant que le PS est au bout d’un cycle, le premier secrétaire prône désormais son « dépassement » autour de la Belle Alliance populaire, fédération de la « gauche de transformation » regroupant associatifs, syndicalistes, intellectuels et partenaires du PS. Il s’agit de s’adresser au peuple de gauche *« au-delà des appareils radicalisés contre le PS »*. Lors du lancement de cette initiative, le 13 avril, M. Cambadélis s’affichait aux côtés de MM. Jean-Vincent Placé et Jean-Luc Bennahmias (6), ainsi que de responsables du Parti radical. Même M. Robert Hue,

(3) Angelo Panebianco, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988.

(4) Lire Rémi Lefebvre, « Faire de la politique ou vivre de la politique ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 2009.

(5) *Le Monde*, 13 juin 2016.

(6) M. Placé est secrétaire d’État à la réforme de l’État et à la simplification, ancien président du groupe Europe Écologie - Les Verts au Sénat ; M. Bennahmias est ancien député européen Vert, passé par le Mouvement démocrate (MoDem) de M. François Bayrou.

MONDE diplomatique

La boutique en ligne

Manière de voir 18

Histoire des gauches au pouvoir

Le bimestriel du Monde diplomatique

Découvrez notre sélection

Atlas, livres, Manière de voir, DVD...

Les hors-séries du Monde diplomatique

Les atlas du Monde diplomatique

Les DVD recommandés par Le Monde diplomatique

www.monde-diplomatique.fr/boutique

L’Imprimerie 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France

ACPM OJD

IMPRIM’VERT

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0519 D 86051 ISSN : 0026-9395 PRINTED IN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, nos numéros de téléphone verts : Paris : 0 805 050 147 Banlieue/province : 0 805 050 146.

QUI INSTITUTIONNALISE LA PRÉCARITÉ

bluff de Matteo Renzi

coup de pouce fiscal qui a accompagné la création du CDI «à protection croissante». La période probatoire étant de trois ans, il faudra attendre 2018 pour dresser un bilan de ces nouveaux contrats ; mais on peut d’ores et déjà constater que la baisse des incitations financières a entraîné une contraction immédiate des créations d’emplois. Le nombre de CDI signés au premier trimestre 2016 a chuté de 77 % par rapport aux mêmes mois de l’année précédente (5).

Par ailleurs, la diminution du chômage en 2015 masque le recours exponentiel au système des *vouchers*, en particulier dans les secteurs peu qualifiés où les employés sont considérés comme interchangeableables. En 2015, 1,38 million de personnes étaient concernées (contre 25 000 en 2008), et 115 millions de « bons » ont été vendus (contre 10 millions en 2010) (6). Logiquement, le taux de précarité a lui aussi suivi une courbe ascendante : d’après les données de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2011, 43 % des jeunes Italiens se trouvaient dans une situation professionnelle instable ; en 2015, ils étaient 55 %. Dans le même temps, le taux de chômage des 15-24 ans s’est accru de dix points, pour dépasser la barre des 40 %.

L’Italie n’a pourtant pas ménagé ses efforts pour se conformer aux normes de l’économie moderne : le « degré de protection de l’emploi » – un indice imaginé par l’OCDE pour mesurer la « rigidité » du marché du travail – y a baissé d’un tiers en dix ans...

Depuis son arrivée à la présidence du conseil, M. Renzi a tout misé sur une politique de l’offre. Outre le Jobs Act, les lois de stabilité 2015 et 2016 ont planifié des

baisses d’impôts pour les entreprises, une réduction des taxes sur le patrimoine, une diminution des dépenses des collectivités locales, la privatisation de certains services publics (dans le secteur des transports, de l’énergie ou des postes). Selon la philosophie qui guide ces mesures (7), l’augmentation des profits et la baisse des coûts entraîneraient automatiquement une hausse des investissements, donc de la production et de l’emploi.

Ce raisonnement est largement faux. Le chômage en Italie ne s’explique pas par les structures internes du marché du travail : il résulte avant tout de la faiblesse de la demande, car aucun entrepreneur ne se risque à augmenter sa production s’il redoute que ses marchandises ou services ne trouvent pas preneurs. Or le gou-

vernement Renzi n’a rien fait pour relancer la demande de manière structurelle : ni salaire minimum, ni réforme de la protection sociale en faveur des bas salaires, ni revenu garanti.

Résultat, depuis 2014, le produit intérieur brut (PIB) stagne, et le ratio dette/PIB n’est pas prêt de se réduire, puisque le dénominateur du rapport n’augmente pas.

Le Jobs Act a divisé le marché du travail en trois segments principaux, et chacun d’eux voit l’instabilité érigée en norme. Le premier regroupe les jeunes sans diplôme universitaire, qui entrent généralement dans la vie active avec des contrats d’apprentissage (peu protecteurs) et, de plus en plus, des *vouchers* (encore moins protecteurs). Dans le

deuxième, on trouve les jeunes disposant d’un niveau de qualification moyen ou élevé (niveau licence ou master). Pour favoriser leur insertion, le gouvernement s’appuie sur le plan « Garantie jeunes ». Financé par l’Union européenne et destiné aux pays affichant un taux de chômage élevé, ce plan vise officiellement à améliorer l’« employabilité » des jeunes en leur proposant, à travers des plates-formes régionales rassemblant des entreprises privées et publiques, des « parcours d’insertion » adaptés aux besoins de ces mêmes entreprises : le service civique (gratuit), le stage (presque gratuit) et le travail bénévole. D’abord expérimenté en 2013 pour l’embauche de 700 personnes en vue de l’Exposition universelle de Milan (en plus des milliers de bénévoles), ce modèle a ensuite été

transposé au niveau national (8). Il a déjà permis d’occuper 600 000 jeunes et de les faire sortir, à moindres frais, des statistiques du chômage. Enfin, pour le reste des travailleurs – c’est-à-dire les actifs de 30 ans et plus –, le CDD indéfiniment renouvelé et le CDI «à protection croissante» sont destinés à devenir les contrats standards jusqu’à l’âge de la retraite. Seuls les employés jugés efficaces, indispensables au cœur de métier de l’entreprise, seraient embauchés de manière stable et fidélisés.

Comme en témoigne le plan « Garantie jeunes », le travail gratuit, alimenté par l’« économie de la promesse » (9) qui remet toujours à plus tard l’obtention d’un emploi rémunéré et stable, devient la nouvelle frontière de la déréglementation du marché du travail italien. Les réformes de M. Renzi ont consacré le statut de précaire, lui conférant une nature à la fois structurelle et généralisée. Or le développement de la précarité figure justement parmi les premières causes de la stagnation économique de l’Italie, laquelle sert à justifier les mesures visant à accroître la précarité du travail...

ANDREA FUMAGALLI.

(5) « Lavoro, INPS : “Nei primi tre mesi nuovi posti stabili giù del 77 % dopo il dimezzamento degli sgravi” », *Il Fatto Quotidiano*, Rome, 18 mai 2016.
(6) Valentina Conte, « Boom di voucher : 277 milioni di ticket venduti in 8 anni », *La Repubblica*, Rome, 16 mai 2016.
(7) Selon le « théorème de Helmut Schmidt » (ancien chancelier ouest-allemand, 1918-2015), « *les profits d’aujourd’hui sont les investissements de demain et les emplois d’après-demain* ». Lire Frédéric Lordon, « Le paradoxe de la part salariale », Les blogs du Diplo, 25 février 2009, <http://blog.mondediplo.net>
(8) Lorenzo Bagnoli et Lorenzo Bodrero, « Expo, i contratti di lavoro nell’occhio del ciclone », *Wired.it*, 27 avril 2015.
(9) Marco Bascetta (sous la dir. de), *Economica politica della promessa*, Manifestolibri, Rome, 2015.

ÉLUS EN DÉROUTE

du Parti socialiste

habituelle caution communiste du PS, a refusé de participer à ce replâtrage.

La destruction du parti apparaît comme une stratégie délibérée de M. Valls, qui, avec un cynisme à peine contenu, se projette au-delà de la débâcle à venir. Le premier ministre s’emploie à créer les conditions d’une candidature de M. Hollande, vouée à l’échec, et à entériner le schisme entre « deux gauches irréconciliables » (7). Fortement minoritaire lors de la primaire de 2011 (8), il cherche à liquider le « vieux parti », comme l’un de ses modèles, M. Anthony Blair, l’avait fait avec le Labour au Royaume-Uni, pour réinitialiser le jeu politique au centre. Selon lui, plus le parti sera dévasté, plus son œuvre aura de chances de réussir. Il est désormais débordé sur sa droite par le ministre de l’économie Emmanuel Macron, qui adopte la même stratégie hors du PS et cherche la surenchère dans la « transgression » des marqueurs politiques de gauche.

La stratégie de M. Hollande apparaît plus obscure et incertaine. Il semble miser sur les dernières chances de réélection que lui laissent la progression du Front national (FN) et la désunion de la droite, qui s’est lancée dans l’aventure d’une primaire ouverte peu conforme à sa culture politique. L’une des lois de la V^e République est peut-être que le président doit tout sacrifier à l’essentiel, c’est-à-dire sa réélection, quel qu’en soit le prix pour son parti. M. Hollande ne peut plus jouer désormais que sur les ressources de sa fonction.

Il cherche d’abord à sécuriser sa candidature. Les partisans d’une primaire ont voulu l’entraîner dans cette procédure pour sortir de l’impasse à gauche (9). Le PS a dans un premier temps adopté une position attentiste, avant d’en accepter le principe, mais en excluant tout préalable afin de mieux en compromettre le déclenchement. Après quelques hésitations, communistes et écologistes ont finalement

refusé de s’engager dans une démarche qui pourrait les contraindre à soutenir M. Hollande s’il en sortait victorieux. Au terme de ce jeu de poker menteur, les socialistes peuvent pérorer : « *Pour le moment, le seul parti qui se bat pour une primaire, c’est le Parti socialiste* », déclare ainsi M. Christophe Borgel, secrétaire national chargé des élections (10). M. Cambadélis a envisagé un temps de convoquer un congrès extraordinaire pour modifier les statuts et dispenser M. Hollande de participer à une telle procédure, avant de changer d’avis et de convaincre le président en exercice d’accepter une primaire (conseil national du 18 juin). Comment interpréter ce revirement ? Distancé par la droite et l’extrême droite dans

les sondages, rattrapé voire dépassé à gauche par M. Jean-Luc Mélenchon, M. Hollande ne peut espérer retrouver une certaine légitimité qu’en obtenant sa désignation par cette procédure. Il prend de court ses opposants « frondeurs », qui peineront peut-être à désigner un candidat commun. Toujours tacticien plutôt que stratège, le chef de l’État espère sans doute aussi que les électeurs de gauche se détournent de la primaire, limitée aux partis soutenant le gouvernement, ce qui permettrait une surreprésentation des plus légitimistes pouvant lui être encore favorables. D’autant plus que le PS, faute de temps et de moyens militants, sera sans doute dans l’incapacité d’ouvrir autant de bureaux de vote qu’en 2011.

Les gardiens de la République

MONSIEUR Hollande cherche à empêcher la dispersion des candidatures à gauche au premier tour. Il s’est employé à diviser les écologistes, avec un succès certain. La nomination au gouvernement de trois ministres écologistes en janvier 2016 a rempli son office. L’explosion du groupe parlementaire Europe Écologie - Les Verts (EELV) à l’Assemblée nationale en mai a mis encore un peu plus à mal l’hypothèse d’une candidature de M^{me} Cécile Duflot.

Enfin, le président peut compter sur la droitisation du jeu politique, à laquelle il a lui-même largement contribué, mais qui peut le déplacer sur la gauche dans les mois qui viennent. L’action du gouvernement a déporté le centre de gravité du pensable et du dicible vers la droite, comme en témoigne la réécriture de la « loi travail » au Sénat.

Le président escompte que la surenchère libérale à laquelle donne lieu la primaire des Républicains, pleinement décomplexés (suppression de l’impôt sur

gauche ou de droite, aura besoin d’aller chercher les électeurs de l’autre bord pour l’emporter au second tour face à Marine Le Pen. Pour moi, celui qui l’emportera au premier tour sera celui qui proposera la bonne formule de rassemblement pour le second. Ma conviction, c’est que la gravité de la situation ne permettra pas de jouer au jeu des postures traditionnelles. Aujourd’hui, c’est l’emphase, l’hystérie, le déni de la réalité. Mais tout cela va se dissoudre devant la réalité. »

Si irréaliste que cela puisse paraître, le PS n’a donc pas encore complètement renoncé à l’idée d’une victoire en 2017. M. Mélenchon fait quant à lui le même calcul qu’en 2012 : passer devant le candidat du PS au premier tour pour lui retirer sa rente de position dominante et le « pasokiser » – c’est-à-dire le marginaliser, comme le Parti socialiste grec, en lui retirant son monopole de parti à vocation majoritaire à gauche. Mais, dans cette hypothèse, désormais plus crédible qu’il y a quatre ans, une victoire relative suffira-t-elle à passer le cap du premier tour ?

Calendrier des fêtes nationales

1 ^{er} - 31 juillet 2016			
1 ^{er} BURUNDI	Fête de l’indépend.	10 BAHAMAS	Fête de l’indépend.
CANADA	Fête nationale	11 MONGOLIE	Fête nationale
RWANDA	Fête de l’indépend.	12 KIRIBATI	Fête de l’indépend.
SOMALIE	Fête nationale	SÃO-TOMÉ-ET-PRÍNCIPE	Fête de l’indépend.
3 BIÉLORUSSIE	Fête de l’indépend.	13 MONTÉNÉGRE	Fête nationale
4 ÉTATS-UNIS	Fête de l’indépend.	14 FRANCE	Fête nationale
ÎLES CAÏMAN	Fête nationale	IRAK	Fête nationale
5 ALGÉRIE	Fête de l’indépend.	20 COLOMBIE	Fête de l’indépend.
CAP-VERT	Fête de l’indépend.	21 BELGIQUE	Fête nationale
VENEZUELA	Fête de l’indépend.	23 ÉGYPTE	Fête nationale
ÎLE DE MAN	Fête nationale	26 LIBERIA	Fête de l’indépend.
6 COMORES	Fête de l’indépend.	MALDIVES	Fête de l’indépend.
MALAWI	Fête nationale	28 PÉROU	Fête de l’indépend.
7 ÎLES SALOMON	Fête de l’indépend.	30 MAROC	Fête nationale
9 ARGENTINE	Fête de l’indépend.	VANUATU	Fête de l’indépend.
PALAU	Fête nationale		

Information

Avant que l’indignation générale ne le contraigne à reculer, le gouvernement de M. Manuel Valls a tenté d’interdire une manifestation syndicale en France – du jamais-vu depuis des décennies. Cette dérive autoritaire doit beaucoup au climat de guerre sociale qu’entretiennent les principaux médias du pays. Subissant la fêrule de ses propriétaires, la presse renonce au rôle de défenseur des libertés politiques.

PAR SERGE HALIMI
ET PIERRE RIMBERT

«**L**A FRANCE est soumise aujourd’hui à deux menaces qui, pour être différentes, n’en mettent pas moins en péril son intégrité : Daech et la CGT. » Il faut rendre grâce à Franz-Olivier Giesbert d’avoir exprimé la vérité d’un journalisme français sous domination politique et financière. « Ce n’est qu’un début, continuons le combat contre la CGT », annonce l’éditorialiste-vedette du *Point* en ouverture d’un numéro sur « La vraie histoire du “mal français”. Blocages, violences, CGT, modèle social » (2 juin 2016).

Du référendum sur le traité de Maastricht en 1992 à celui sur la Constitution européenne en 2005, des grèves de novembre-décembre 1995 à celles contre la « loi travail » de 2016, usagers et analystes de l’information ont pu mesurer la distorsion entre le déroulement des conflits sociaux et leur mise en scène médiatique. Dans les bibliothèques universitaires, des rayonnages entiers décortiquent la longue série des « biais », « dérapages », « déséquilibres », « deux poids, deux mesures »,

« recadrages » opérés presque toujours au détriment des contestataires.

Mais cette idée d’un écart entre les pratiques rédactionnelles et les normes professionnelles se fonde sur un postulat : coïncé depuis sa naissance entre le monde de la politique et celui de l’argent (1), le champ journalistique disposerait néanmoins d’une autonomie suffisante pour se corriger lui-même, amenuiser l’écart et revenir à la norme. La médiatisation du conflit autour de la « loi travail » et la reprise en main concomitante de la presse écrite en vue de l’élection présidentielle française du printemps prochain suggèrent qu’il n’en est rien. Dans des entreprises soumises à des contraintes économiques toujours plus dévorantes, et simultanément toujours plus dépendantes des aides publiques, les directions éditoriales ne pèchent pas par l’absence d’un équilibre qu’elles n’ont au fond jamais cherché à établir. Comme l’admet Giesbert, les médias n’observent pas : ils mènent un « combat ». Et agissent comme une force politique.

Les deux ailes d’un oiseau de proie

«**D**ÉMAGOGIE DEBOUT » (27 avril), « Rétablir l’ordre » (18 mai), « Terrorisme social » (24 mai), « Dictature cégétiste » (26 mai), « Les vandales de la République » (18 juin) : que les éditoriaux du *Figaro* s’apparentent une collection de tracts appelant à « renvoyer la gauche et briser le pouvoir des syndicats » (10 juin) s’inscrit dans la continuité historique d’un journal marqué à droite. Mais ce registre de la canonniers pointée sur les opposants à la « loi travail », largement majoritaires dans le pays, et en particulier sur la Confédération générale du travail (CGT), premier syndicat français, a gagné des médias perçus comme moins ouvertement militants. Responsable du service politique de France 2 – chaîne de service public –, Nathalie Saint-Cricq perçoit dans l’exercice somme toute ordinaire du droit de grève une « radicalisation tous azimuts et une technique révolutionnaire bien orchestrée, ou comment paralyser un pays malgré une base rabougrie et

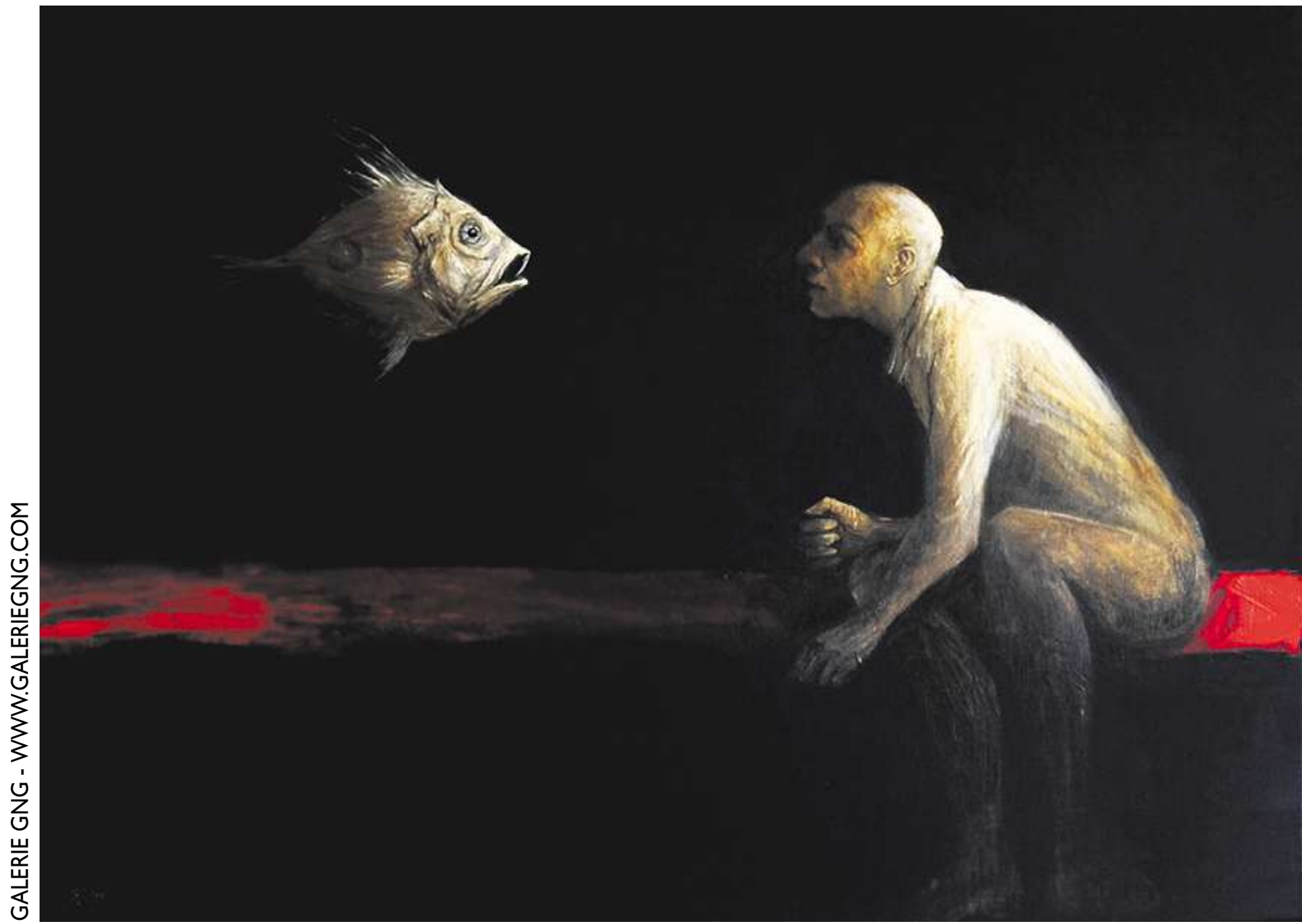
même si le mouvement s’essouffle. (...) La CGT de Philippe Martinez veut tout faire sauter » (« Journal de 20 heures », 23 mai). Le 15 juin, le « débat du jour » sur i-Télé s’intitule : « Faut-il interdire les manifestations ? » Sur son compte Twitter, le journaliste d’Europe 1 Jean-Michel Aphatie frôle, lui, l’apoplexie : « La CGT veut étendre le mouvement aux centrales nucléaires et à l’électricité. Prochaine étape, la guerre civile ? L’appel aux armes ? » (25 mai).

Dans son ouvrage *Le Degré zéro de l’écriture* (1953), le sémiologue Roland Barthes observait à propos de la logomachie stalinienne que « l’écriture a finalement pour fonction de faire l’économie d’un procès » ; elle vise « à donner le réel sous sa forme jugée, imposant une lecture immédiate des condamnations ». Le style éditocratique et les demi-vérités diffusées en boucle sur BFM TV et France Info correspondent assez bien à une telle défini-

tion. « Une partie de ces casseurs, chauffés à blanc par la haine et encouragés par l’impunité judiciaire, pourra être tentée de basculer dans le terrorisme, prévient l’écrivain Pascal Bruckner. Nous devons nous inquiéter de leur jonction éventuelle avec les fous de Dieu » (*Le Figaro*, 21-22 mai). Le 15 juin, au lendemain de la plus importante manifestation syndicale jamais organisée contre un gouvernement (se proclamant) de gauche sous la V^e République, c’est le sort des façades de l’hôpital Necker, endommagées lors d’affrontements avec les forces de l’ordre, qui retient toute l’attention des journalistes. La polémique a été lancée la veille par le premier ministre et par le président de la République. Imputant la responsabilité de la « dévastation » de l’établissement à la CGT, ils menacent d’interdire toute manifestation syndicale. Dans un trait d’ironie involontaire, le présentateur du journal télévisé de France 2, David Pujadas, évoque devant le secrétaire général de la CGT, invité sur son plateau, « ces incidents qui ont éclipsé la mobilisation ». Mais qui a fabriqué l’éclipse ?

Des cabinets ministériels aux salles de rédaction en passant par le Mouvement des entreprises de France (Medef), les mêmes « éléments de langage » circulent, au point qu’un cobaye soumis à un test à l’aveugle peinerait à déterminer si l’appel à « tout faire pour ne pas céder au chantage, aux violences, à l’intimidation, à la terreur » de la CGT, dont les militants « se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes », provient d’un éditorialiste atrabilaire, d’un membre du gouvernement, d’un ténor de l’opposition ou d’un dirigeant du patronat (2).

L’hostilité du quotidien *Le Monde* envers le « parlementarisme rationalisé », c’est-à-dire subordonné aux choix de l’Élysée, a longtemps fondé l’identité politique du quotidien. « On ne dira



ROLAND DEVOLDER. – « La Confrontation », 2012

jamais assez que l’usage de l’article 49.3 (3), dans un régime de surpouvoir – exécutif doté d’une majorité absolue –, ne peut être perçu que comme un déni de démocratie », estimait il y a encore une décennie le directeur du journal, Jean-Marie Colombani (3 avril 2006). Dans une spectaculaire volte-face, le quotidien vespéral acclame désormais le social-libéralisme autoritaire incarné par M. Manuel Valls. « Vive le 49.3 ! », éditorialise-t-il le 13 mai 2016, afin de justifier l’escamotage du débat parlementaire pour faire passer la « loi travail » : « De là à parler de déni de démocratie, il y a un pas qu’il serait absurde – et dangereux – de franchir. Que l’on sache, le pouvoir exécutif émane, en premier ressort, de l’élection du président de la République. Ce pouvoir n’est pas moins démocratique, c’est un euphémisme, que le pouvoir syndical et, plus encore, que celui de la rue. » Mais, « que l’on sache », la mise en cause du code du travail ne comptait pas au nombre des soixante

engagements du candidat François Hollande. Elle ne figurait pas non plus dans le programme des députés socialistes entrés à l’Assemblée nationale en juin 2012. Faute de quoi ils n’auraient probablement pas été élus. Le congrès du Parti socialiste avait même voté en 2015 une résolution dans un sens opposé, signée par M. Valls et M^{me} Myriam El Khomri (*lire l’article de Rémi Lefebvre pages 1, 8 et 9*).

La presse agit comme la caisse de résonance d’un bloc politique, mais lequel ? Il n’a pas de nom, pas de visage. Il ne présentera jamais de candidat. Et pourtant, il gouverne... les conduites et les consciences. Du moins s’y emploie-t-il. Ce parti de l’ordre recrute dans un large spectre politique, au croisement des mondes patronaux et syndicaux réformistes, de la haute administration, de la finance, du journalisme de marché et des intellectuels de pouvoir. Sa formation remonte à l’aplatissement idéologique intervenu en France à partir des années 1980 et au recentrage des partis de gouvernement autour d’un tronc commun de thèmes irrécusables : libre-échange, construction européenne, atlantisme, guerres « humanitaires ».

Le mouvement s’est logiquement transposé dans la presse. Là où les oppositions entre *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, RTL ou France Inter d’avant le tournant de 1983 balisaient un espace idéologique assez vaste, les médias dominants campent

(1) Patrick Champagne, *La Double Dépendance. Sur le journalisme*, Raisons d’agir, Paris, 2016.

(2) Solution : il s’agit de M. Pierre Gattaz, président du Medef, *Le Monde*, 31 mai 2016.

(3) L’article 49, alinéa 3 de la Constitution française permet au premier ministre d’imposer l’adoption d’un projet de loi. M. Manuel Valls envisage d’y avoir recours lors du prochain passage de la « loi travail » à l’Assemblée nationale, prévu pour le 5 juillet.



ROLAND DEVOLDER. – « Marionnettiste », 2010

La plume dans la paie

L’EMPRESSEMENT du *Figaro* à servir le patron de Moët Hennessy Louis Vuitton (LVMH) prêterait à sourire si M. Bernard Arnault, dirigeant de la multinationale du luxe, n’était pas lui-même propriétaire de titres aussi influents sur des secteurs différents de l’opinion française que *Les Échos* – acquis en 2007 contre l’avis des journalistes – et *Le Parisien*. À ces deux journaux, desquels il n’a rien à redouter puisque l’autopromotion et l’auto-censure y opèrent sans accroc (1), s’ajoute *L’Opinion*. M. Arnault finance en effet largement ce quotidien d’obédience patronale, constamment relayé par les revues de presse et doté de diverses chroniques dans l’audiovisuel malgré son lectorat rachitique. En période de luttes sociales, un tel quadrillage se remarque, car si l’œil et l’oreille s’habituent à presque tout, mieux vaut quand même ne pas trop les provoquer en postulant par exemple que chaque auditeur est un actionnaire – ou un réactionnaire – qui déteste les grévistes.

La famille Dassault, elle, semble adorer le clan Arnault. Ces trois dernières années, le quotidien détenu par M. Serge Dassault, troisième fortune de France, a consacré une rafale d’articles laudateurs et de cahiers spéciaux à la deuxième fortune du pays. Le 7 mars 2013, ce fut à l’occasion du « *show tout en séduction de Louis Vuitton* ». Quelques jours plus tard, la remise à M. Arnault des insignes de chevalier commandeur de l’Empire britannique par le prince Charles était elle aussi dûment relatée par *Le Figaro*. Le 6 mars 2014, un article très affable du même quotidien annonçait : « Bernard Arnault reçoit le prix David Rockefeller du MoMA à New York pour sa générosité ». Octobre 2014 donna l’occasion à l’ensemble de la presse, dont *Le Figaro*, qui sait

bien ce que pèsent les budgets publicitaires de LVMH (2), de célébrer l’inauguration du bâtiment de la Fondation Louis Vuitton à Paris.

Agrémentée de photographies sublimes, l’édition du 24 octobre 2014 du *Figaro Magazine* confinait à la perfection. Car « quand Bernard Arnault se dévoile » (c’était le titre de l’article), sa mise à nu s’étale sur dix pages et l’expose au risque d’essuyer des témoignages critiques du genre : « Comme l’analyse sa femme, la pianiste Hélène Mercier-Arnault, “il est content que l’on ait saisi qu’il comprend les artistes, en leur donnant l’impression que tout est possible” ». Un mois plus tard, le journal de M. Dassault relève : « Bernard Arnault distingué par *Forbes* ». Et *Le Figaro Économie* du 28 octobre 2015 n’oublie pas non plus de consacrer un article mielleux à « La leçon inaugurale de Bernard Arnault aux apprentis de LVMH ».

Le summum est toutefois atteint le 19 mai 2016. Après avoir engrangé, comme presque tous ses confrères, moult pages de publicité annonçant les « journées particulières du groupe LVMH », le supplément « *Le Figaro et vous* » – réceptacle privilégié des réclames de LVMH – y consacre un dossier rédactionnel qui débute ainsi : « Portes ouvertes sur le luxe. Entretien avec Bernard Arnault et son fils Antoine. » Une immense photographie des deux héros occupe la moitié supérieure de la page d’ouverture du cahier. En bas, une publicité pour le champagne Veuve Clicquot, propriété de LVMH. Bien qu’ayant pour auteurs deux journalistes du *Figaro*, et non un attaché de presse de la multinationale, toutes les questions rivalisent de pugnacité avec celle-ci : « Est-ce l’un des privilèges du monde du luxe que de pouvoir ouvrir ses portes tout en continuant à faire rêver ? » Faute de place, sans doute, aucune

n’évoque le documentaire de François Ruffin *Merci patron !*, qui, à cette époque, a déjà remporté un succès inattendu (500 000 spectateurs) en détaillant une histoire nettement moins avantageuse pour M. Arnault (3).

Une semaine après le festival LVMH dans les pages du *Figaro*, la plupart des quotidiens nationaux, dont celui de M. Dassault, se virent empêchés de paraître au motif qu’ils avaient refusé de publier un texte du secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT). Qualifiée de « censure », la décision fut jugée inquiétante pour la démocratie. « Le projet de la CGT, projet politique, c’est qu’il n’y ait qu’un seul journal », s’étrangla Laurent Joffrin (France Inter, 26 mai), directeur de *Libération*, tandis que *Le Figaro* se présentait en « victime d’un chantage » visant à « prendre en otage le contenu éditorial des journaux pour le transformer en tribune politique » (27 mai 2016). M. Arnault, lui, s’impose quand il veut, où il veut, comme il veut, sans susciter le courroux des barons de la presse. Mais ses manières doivent être plus avenantes que celles de M. Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, puisque enluminées de luxe, d’art et d’argent.

S.H. ET P.R.

(1) Ainsi, c’est spontanément que le directeur de la rédaction du *Parisien* aurait décidé d’interdire que le journal rende compte du film *Merci patron !*, très critique envers M. Bernard Arnault.

(2) Dix pour cent des recettes publicitaires du groupe Le Figaro en 2010.

(3) Lire Frédéric Lordon, « Un film d’action directe », *Le Monde diplomatique*, février 2016.

CAMPAGNE ANTISYNDICALE

sous contrôle

désormais, à quelques sujets de société près, sur le même terrain. Le pluralisme ne se glane plus qu’aux marges : rares journaux indépendants, sites d’information dissidents, agences de presse alternatives. Ainsi intégré, simplifié, clarifié, le parti de l’ordre réunit les deux ailes, droite et gauche, d’un même oiseau de proie. Informel et évanescent, il délimite en temps ordinaire le cadre des dissensions acceptables et des débats autorisés. Mais, sitôt qu’éclate un conflit social dur, que s’envenime une bataille politique propre à faire resurgir les clivages de classe, la force du nombre et la faiblesse des pouvoirs, ce parti de l’ordre coagule à la façon du blanc d’œuf dans de l’huile bouillante.

« Comme il serait plaisant de gouverner s’il n’y avait pas ce satané peuple français ! », soupire Giesbert (*Le Point*, 10 mars 2016). « *La France n’est pas*

aidée, mais elle ne s’aide pas non plus. Si son peuple n’est pas à la hauteur, peut-elle au moins en changer ? » Décidément mal-pensantes, ces populations incapables de se hisser à la hauteur de leurs guides ne méritent aucun égard. Bernard-Henri Lévy estime qu’« *il ne faut jamais animaliser, zoologiser, physiologiser ses adversaires – règle d’or (4)* », mais cette doctrine ne s’applique pas à un syndicaliste, a fortiori s’il s’agit de M. Philippe Martinez. « BHL » trouve au secrétaire général de la CGT « *un œil de chien battu* », de l’espèce canine qui incarne « *la multitude, la masse informe et inconsistuite, la foule pré ou post-politique, caricature d’elle-même, mûre pour la meute* » (*Le Point*, 9 juin). Il va de soi que toute réplique à l’essayiste formulée sur le même ton aurait signifié une résurgence du totalitarisme et des-heures-les-plus-sombres-de-notre-histoire.

Caprices et coups de force des actionnaires

AU-DELÀ de l’infériorisation des contestataires, la couverture médiatique de l’opposition au projet El Khomri aura exécuté les principales figures imposées du genre. À commencer par la redéfinition de l’enjeu même de la lutte. Passée au tamis journalistique, la bataille entre les opposants à la « loi travail » et l’alliance patronat-gouvernement se métamorphose en une série de conflits entre diverses fractions de la population (5). Entre les travailleurs eux-mêmes : le soir de la journée nationale du 26 mai 2016, le journal télévisé de 20 heures de France 2 consacre trois minutes et vingt secondes aux manifestations, et vingt et une minutes vingt-cinq secondes aux « violences », « blocages », problèmes des petites entreprises, pénuries d’essence et « chantage » de la CGT contre les dirigeants de presse. Le sort d’un militant de la CGT écrasé par un automobiliste qui fonçait dans un défilé syndical à Marseille n’occupe que huit secondes – la victime restera trois semaines dans le coma. Il importe également d’opposer grévistes et supporters de football : le 10 juin, jour de lancement d’une compétition européenne organisée en France, la « une » des *Échos* titre « *Euro 2016 : la fête gâchée par le chantage social* », tandis que celle du *Figaro* estime que « *les surenchères syndicales ternissent le début de l’Euro* ».

Il s’agit enfin de dissoudre l’action revendicative dans les images d’échauffourées, comme si les manifestations n’étaient qu’un déferlement de chaos face au gouvernement de la raison. Le 1^{er} mai 2016, sur BFM TV, la présentatrice Apolline de Malherbe demande à huit reprises à son invité Olivier Besancenot, ancien porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste, s’il condamne les violences, avant de lui poser onze fois d’affilée la question : « *Les casseurs sont-ils des manifestants ?* » Mais son opiniâtreté, rarement observée lorsqu’il s’agit d’interroger le ministre de l’intérieur sur les violences commises par des membres des forces de l’ordre, se heurte à un refus d’obtempérer. « *Je connais aussi un petit peu le jeu médiatique, la petite phrase qu’on va vouloir me faire sortir* », déjoue M. Besancenot. L’enjeu des manifestations occupera quatre minutes, contre onze pour les tentatives d’extorsion d’une condamnation de la part de l’invité (6).

Depuis les soulèvements d’étudiants radicaux américains des années 1960 (7), l’analyse du travail journalistique en période de bouillonnement social dessine une continuité. Les médias de masse n’accordent leur bienveillance qu’aux mouvements qui consentent à ne jamais franchir un certain nombre de lignes rouges préalablement tracées par eux : ne pas faire grève (ou alors sans déranger personne), ne pas interrompre des examens, ne pas bloquer les transports, les ports, les raffineries, ne pas troubler l’ordre public, les représentations théâtrales, le Tour de France... Pourtant, dans un

pays où le président de la République et son état-major commémorent en grande pompe, tous les 14 juillet, l’attaque à main armée en 1789 d’une prison d’État par une bande de « casseurs », chacun sait que peu de revendications sociales aujourd’hui évidentes auraient abouti, y compris dans un cadre démocratique, si les protestataires n’avaient pas contesté la légitimité de la légalité. Ailleurs non plus : ni le mouvement syndical, ni le mouvement écologiste, ni celui des Noirs et des homosexuels pour les droits civiques aux États-Unis, ni celui des femmes pour la légalisation de l’avortement. Mais les faiseurs d’histoire immédiate se moquent bien de l’histoire. Qui franchit leurs lignes de démarcation idéologiques s’expose à leurs foudres éditoriales, à leurs rappels à l’ordre.

En février 2013, face à un représentant des salariés en grève de PSA-Aulnay (8), le journaliste Jean-Pierre Elkabbach avait fusionné les rôles d’intervieweur et d’accusateur public. Coupant sans cesse la parole au syndicaliste, il lui expliqua ce que lutter voulait dire : « *La contestation, Jean-Pierre Mercier, est utile. Mais les cris, les invectives, les menaces, les coups le sont beaucoup moins !* » (Europe 1, 4 février 2013). Trois ans plus tard, Elkabbach morigène le ministre des transports, trop laxiste à son goût : « *Est-ce que l’État prend ses responsabilités ? Est-ce qu’il décide, puisqu’il le faut apparemment, des*

réquisitions ? (...) *Pour mettre en place des réquisitions, avec amendes et sanctions pénales, il faut au moins un délai de dix-huit à vingt-quatre heures. (...) Mais qu’est-ce qu’il vous faut pour qu’il y ait ces réquisitions ? Qu’est-ce qu’il vous faut de plus ? Les déchets s’amoncellent, l’infection gagne, sept millions de rats sont en train de traverser Paris. Oui, oui, trois rats par Parisien* » (Europe 1, 10 juin).

Mais que représentent au juste Giesbert, Elkabbach, Apathie ? Peut-on réduire le journalisme à ses chefferies, elles-mêmes mises en place et maintenues par les actionnaires, alors que la profession compte officiellement près de 36 000 praticiens ? Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les journalistes disposent de pouvoirs étendus sur les principaux titres de presse. Organisés en sociétés de rédacteurs, ils se disent « *désormais décidés à remettre en cause les structures qui ne garantissent plus au public des informations à la fois sûres et complètes* (9) ». Leur détermination à ne plus voir « *prévaloir dans la presse les intérêts privés sur l’intérêt général* » faiblit à partir de la décennie 1980, sous l’effet des transformations du secteur de la communication : amenuisement du lectorat, baisse des recettes publicitaires, essor du numérique, concentrations industrielles. À l’image iconique, véhiculée par le cinéma, de l’individu libre exerçant un contre-pouvoir s’oppose la morne réalité du tacheron multimédia condamné à usiner du « contenu » en fonction des mots-clés qui buzzent sur les réseaux sociaux.

Prenant acte du « *discrédit* » de leur métier, des « journalistes debout » ont lancé en mai dernier un appel à témoignages : « *Vous subissez une pression constante pour améliorer votre productivité (quantité d’articles à écrire, reportages à réaliser...)*. (...) *Vous n’avez plus les moyens ni le temps d’enquêter. Vous n’avez plus les moyens ni le temps de recouper vos informations. Vous devez choisir vos sujets en fonction de leur potentiel d’audience* (10). » Les réponses ont afflué.



« Pédagogie de la réforme », capture d’écran du journal de 20 heures, France 2, 26 mai 2016

Des journaux soldés pour une bouchée de pain ; des journalistes aspirés à leur tour dans le vortex de la précarisation et prêts à concéder toujours plus aux industriels encore disposés à renflouer leur entreprise : le rapport de forces s’est à ce point infléchi en faveur du propriétaire qu’on ne compte plus les dirigeants éditoriaux désavoués par une majorité écrasante de leurs équipes et néanmoins maintenus à leur poste par l’actionnaire. Rien qu’entre le 11 mai et le 10 juin 2016, les directions de *L’Obs*, de France Télévisions et d’i-Télé ont essuyé une motion de défiance. Sans aucun effet. En octobre 2015, la rédaction de *L’Express*, titre fraîchement racheté par M. Patrick Drahi, retirait massivement sa confiance à son directeur Christophe Barbier. En dépit d’un bilan accablant, celui-ci est toujours en place. En 2011, Nicolas Demorand avait également été confirmé par le propriétaire de *Libération* malgré un vote de rejet des journalistes.

Cette cascade de rebuffades vite balayées a enhardi les propriétaires de journaux, qui, logiquement, poussent plus loin leur avantage. Au *Figaro*, le sénateur de droite Serge Dassault s’était déjà assuré que ses démêlés avec la justice soient traités avec discrétion (voire pas du tout), que la signature de ses contrats d’armements soit saluée avec émotion (11) et que les États acheteurs de Rafale soient ménagés – « *Nous n’avons plus le droit de parler en mal des pays dans lesquels Dassault fait du business* », avait un journaliste (12). Dorénavant, sans que la société des rédacteurs y trouve (apparemment) à redire, il a aussi obtenu que son journal se métamorphose avec une régularité de métronome en serviteur des industriels milliardaires amis de l’avionneur et gros annonceurs du *Figaro* (*lire page 10*).

Nu, brutal et le plus souvent tu, ce pouvoir n’a nul besoin de parler. On devance ses desirs ; on le redoute d’autant plus qu’on ne comprend pas toujours ses raisons et qu’il n’est tenu d’en fournir aucune. Ainsi à *L’Obs*. Depuis des années, ce magazine dépérit : ses ventes s’effaissent, son influence s’étiole. Comment un hebdomadaire qui se proclame « *de gauche, citoyen, réaliste, progressiste* » pourrait-il espérer conquérir de nouveaux lecteurs alors que, il y a deux ans, son directeur Matthieu Croissandeau souhaitait, « *sans arrière-pensée ni équivoque, la pleine réussite de Manuel Valls et de son nouveau ministre de l’économie, Emmanuel Macron* (13) » ?

C’est peu dire que le choix d’accrocher *L’Obs* à la remorque d’un pouvoir aux abois n’a pas été couronné d’une « pleine réussite ». En décembre 2015, le fléchissement des ventes s’accélère. Les actionnaires donnent alors un mois au directeur du journal pour leur présenter un projet de relance éditoriale (14). Délai très court, ordre de mission aléatoire tant le crédit de l’hebdomadaire est entamé : chacun imagine que les jours de Croissandeau à la tête de *L’Obs* sont comptés. Or c’est tout le contraire qui se produit. Courageusement, le directeur se défaisse en limogant mi-mai ses deux adjoints, dont l’une, Aude Lancelin, plus à gauche que lui, qu’il licencie sur-le-champ – une première dans l’histoire de cette publication. Le 11 mai 2016, 80 % des journalistes du magazine désavouent Croissandeau. Mais, là encore, les actionnaires – MM. Xavier Niel (compagnon de M^{me} Delphine Arnault, fille de M. Bernard Arnault), Pierre Bergé, Matthieu Pigasse et Claude Perdriel – lui renouvellent aussitôt leur « *absolue confiance* ».

Alors que Croissandeau parle d’une « *décision managériale* », M. Perdriel la justifie politiquement. Il laisse échapper que Lancelin, trop proche du mouvement Nuit debout, aurait transgressé la ligne « sociale-démocrate » du journal qu’il a fondé en publiant dans les pages dont elle avait la charge des « *articles antidémo-*

cratiques » qui lui « *cassent le cœur* ». Sont évoqués des textes d’Alain Badiou, Jacques Rancière, Emmanuel Todd, Yanis Varoufakis... Pourtant, M. Pigasse affirme de son côté : « *Je n’ai aucun problème avec la ligne d’Aude Lancelin puisque c’est aussi la mienne* (15). » Quel fut alors dans cette affaire l’avis – ou le verdict – de M. Niel, le plus puissant des associés ? Important opérateur dans un secteur qui dépend des décisions fiscales, réglementaires et industrielles du pouvoir, a-t-il accédé à une demande de l’Élysée, impatient de voir *L’Obs* combattre la gauche radicale et appuyer le président de la République ? La société des rédacteurs de *L’Obs* le suggère, en pointant le « *soupeçon grave et inacceptable d’une intervention politique à un an de la présidentielle* ». En tout cas, une des leçons de cet épisode est claire : quelles que soient les chartes d’indépendance, un titre dont le responsable éditorial est nommé par l’actionnaire, et qui dépend par ailleurs de sa générosité (intéressée), vit sous la coupe de ses intérêts, de ses amitiés – et de ses caprices.

Bas les masques (16). On savait les médias acquis aux priorités néolibérales ; on mesure à l’accueil chaleureux qu’ils réservent au démantèlement du code du travail (17) que cette adhésion sera réitérée *perinde ac cadaver* (18), aussi étendus que puissent être les désastres politiques et sociaux occasionnés par de telles orientations. On savait les médias français peu soucieux de démocratie sitôt que le suffrage populaire contrarie leurs desseins fédéralistes européens. Avec leur accompagnement bienveillant de l’état d’urgence, avec leur nonchalance devant la mise en cause, inédite depuis plus d’un demi-siècle, du droit des principales confédérations syndicales à manifester dans la capitale, une étape supplémentaire vient d’être franchie. Le fonds commun républicain d’une presse défendant les droits démocratiques et les libertés publiques a cessé d’être un sanctuaire. Dorénavant, le journalisme encourage la dérive autoritaire du pouvoir, et le fait d’autant plus volontiers que se resserre autour de son cou le cercle de fer des industriels qui le possèdent.

SERGE HALIMI
ET PIERRE RIMBERT.

(4) Michel Houellebecq et Bernard-Henri Lévy, *Ennemis publics*, Flammarion-Grasset, Paris, 2008.

(5) Lire Gilles Balbastre et Pierre Rimbert, « Les médias, gardiens de l’ordre social », *Le Monde diplomatique*, septembre 2003.

(6) Cf. Frédéric Lemaire et Mathias Reymond, « Loi travail : matraques médiatiques sur les manifestations », Acrimed.org, 11 mai 2016.

(7) Todd Gitlin, *The Whole World is Watching. Mass Media in the Making & Unmaking of the New Left*, University of California Press, Berkeley, 1980.

(8) Cf. le film de Françoise Davisse *Comme des lions*, 2016.

(9) Jean Schwebel, *La Presse, le Pouvoir et l’Argent*, Seuil, Paris, 1968. Lire « Sociétés de rédacteurs, un rêve de journaliste », *Le Monde diplomatique*, mai 2007.

(10) Cf. leur appel sur le site Journalistesdebout.com

(11) Lire « Cet avion qui émerveille *Le Figaro* », *Le Monde diplomatique*, avril 2016.

(12) *Le Monde*, 2 octobre 2008.

(13) Matthieu Croissandeau, « Le PS, ses totems, ses tabous », *Le Nouvel Observateur*, Paris, 4 septembre 2014.

(14) Cf. Enguérand Renault, « L’ultimatum du trio Bergé-Niel-Pigasse au directeur de *L’Obs* », *Le Figaro*, Paris, 17 décembre 2015.

(15) *Libération*, Paris, 20 mai 2016.

(16) Titre d’un film américain de Richard Brooks (1952) relatant le combat d’un rédacteur en chef contre la dérive sensationnaliste que veut lui imposer le nouveau propriétaire de son journal.

(17) Lire Gilles Balbastre, « Combien de pages valez-vous ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014, et Julien Salingue, « Trois mois de couverture médiatique des mobilisations contre la “loi travail” », Acrimed.org, 6 juin 2016.

(18) « À la manière d’un cadavre », c’est-à-dire avec une obéissance aveugle.



ROLAND DEVOLDER. – « La Solitude », 2014

GALERIE GNG - WWW.GALERIEGNG.COM

Retrouvez sur notre site Internet
l’infographie « Presse française :
qui possède quoi »
www.monde-diplomatique.fr/cartes/ppa

Le revenu garanti

Du Forum économique de Davos à la Silicon Valley en passant par les assemblées du mouvement Nuit debout en France, le revenu de base est sur toutes les lèvres depuis quelques mois. La Finlande affirme vouloir l’instaurer ; les Suisses ont voté sur le sujet en juin. Mais, entre l’utopie émancipatrice que portent certains et la réforme limitée que veulent les autres, il y a un monde...

UNE ENQUÊTE DE MONA CHOLLET

« **P**ARLER d’instaurer un revenu garanti sans préciser ce que l’on entend par là revient à discuter de l’adoption d’un félin sans dire si on pense à un chaton ou à un tigre », remarque M. Olli Kangas, directeur de recherche de Kela, l’institut finlandais de protection sociale (1). Or, depuis quelques mois, l’idée rencontre de plus en plus d’écho en Europe et au-delà ; et ses partisans de la première heure ne peuvent se défendre de l’impression de voir des chatons, des tigres et diverses créatures hybrides bondir en tous sens devant leurs yeux ahuris.

Certes, sur une définition minimale du revenu de base, tout le monde s’entend. Chaque individu recevrait de la collectivité, de sa naissance à sa mort, sans condition ni contrepartie, une somme régulière, cumulable avec ses autres reve-

nus, dont ceux tirés d’un travail. Dans les versions de gauche, on imagine un montant proche du salaire minimum (2), assez élevé pour couvrir les besoins de base (autour de 1 000 euros), ce qui permettrait de refuser un emploi jugé inintéressant, nuisible et/ou mal payé (3). Il s’agit de reconnaître les diverses formes que peut prendre la contribution de chacun à la société : travail rémunéré ou non, formation – avant l’entrée dans la vie active ou pour une reconversion –, aide à ses proches, investissement associatif, création, etc. L’un des défenseurs actuels de cette version en France (4), Baptiste Mylondo, l’associe à des mesures drastiques de réduction des inégalités : impôt sur le revenu fortement progressif, taxe sur le patrimoine, instauration d’un revenu maximum (avec une échelle de un à quatre) (5).

Alliances transpartisanes

À L’AUTRE extrémité du spectre, dans la version libérale – théorisée par l’économiste américain Milton Friedman (1912-2006) (6) –, le montant est trop faible pour que l’on puisse se passer d’emploi. Au lieu de renforcer le pouvoir de négociation des salariés, le revenu de base fonctionnerait alors comme une subvention aux employeurs, qui seraient tentés de baisser les salaires. Et il ferait office de « solde de tout compte » en se substituant aux prestations sociales existantes (assurance-maladie, chômage, famille, vieillesse). En somme, l’outil peut être mis au service de visions du monde et de projets de société aux antipodes les uns des autres. « On nous traite tantôt de libéraux, tantôt de communistes », soupirent M^{me} Nicole Teke et M. Yué Yin, membres du Mouvement français pour un revenu de base (MFRB), fondé en 2013 et fort de quelque neuf cents adhérents.

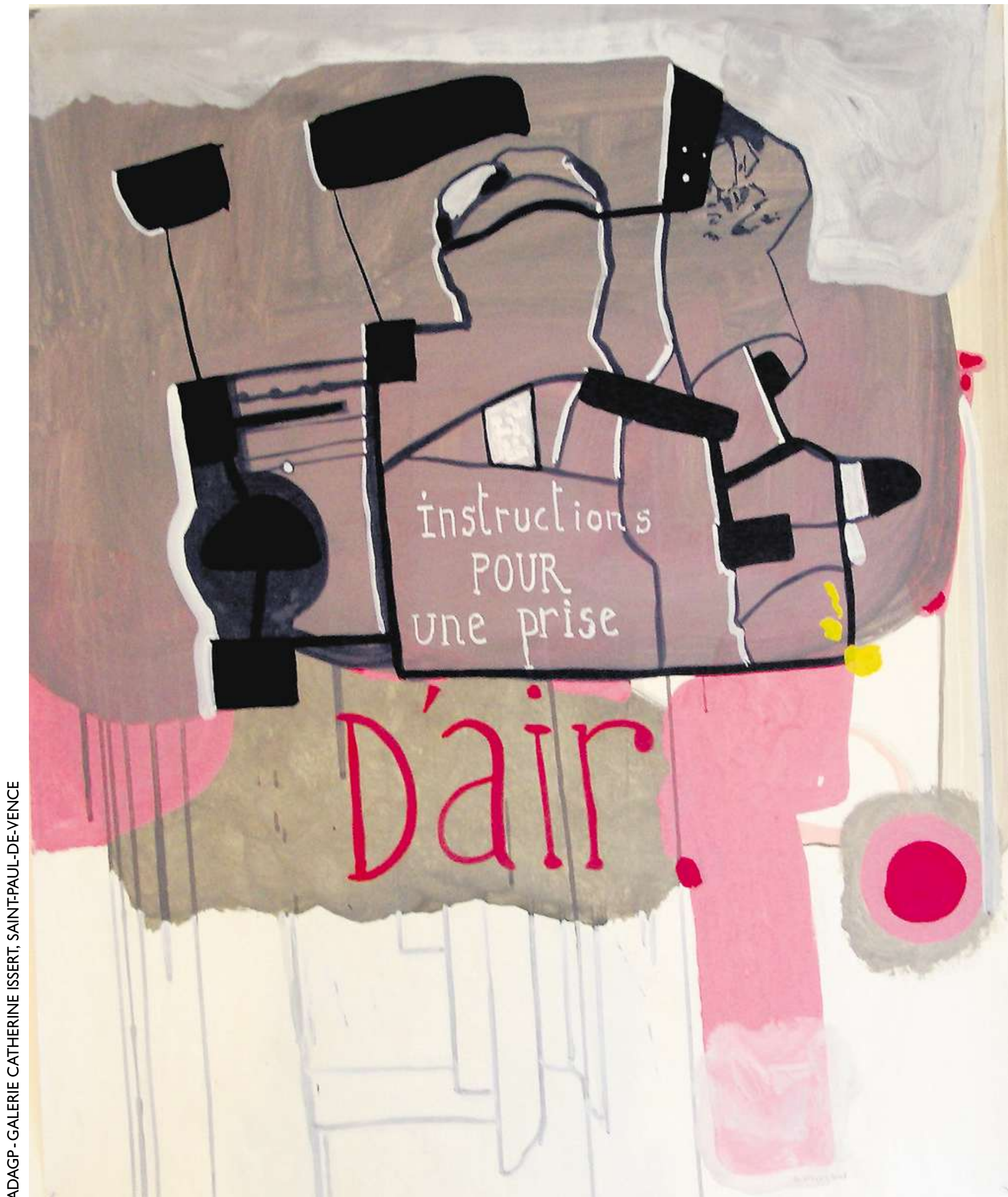
Vers lequel de ces pôles le débat penche-t-il aujourd’hui ? Curieusement, les analyses divergent : certains ne voient que des chats, et d’autres, que des tigres. À droite, l’ingénieur Marc de Basquiat, l’un des principaux théoriciens de l’idée en France, observe : « Deux sondages réalisés à un an d’intervalle parmi les militants des partis politiques montrent que l’idée est de plus en plus connotée “de gauche”. C’est très ennuyeux, car si elle est perçue comme une lubie de gauchistes, il sera encore plus difficile de la faire progresser. » Les assemblées de Nuit debout, qui ont abondamment débattu du revenu de base et de ses mérites comparés avec le salaire à vie théorisé par Bernard Friot (7), n’ont pas arrangé ses affaires...

Même contrariété, mais pour des raisons opposées, chez M^{me} Corinne Morel Darleux, membre du secrétariat national du Parti de gauche (PG). Elle a découvert le revenu garanti il y a environ huit ans, avec Mylondo, au sein du Mouvement Utopia (transversal aux Verts et au PG) : « Pour moi, cela reste l’idée la plus subversive du champ politique. Sauf qu’aujourd’hui, je la vois reprise partout sous une forme qui la vide de son sens. » De fait, les expérimentations très médiatisées mises en chantier aux Pays-Bas et en Finlande, par exemple, n’ont rien de révolutionnaire. Dans la vingtaine de villes néerlandaises qui l’envisagent, il s’agit plutôt de « réformes de l’aide sociale inspirées par certains principes du revenu de base », indique l’économiste Sijr Hoeijmakers.

À Helsinki, le Parti du centre, au pouvoir depuis avril 2015, a fait campagne

en faveur du revenu de base. Il y voit un moyen d’améliorer l’efficacité de la protection sociale dans un contexte d’austérité et de relancer l’activité en poussant les bénéficiaires de l’aide sociale vers le marché du travail. Cumulable avec un emploi, le revenu de base permettrait de supprimer les trappes à inactivité, c’est-à-dire le risque que la reprise d’un travail rémunéré aboutisse à une baisse de revenus en faisant perdre des prestations sociales. Le principe est largement soutenu par la population, ainsi que par les Verts et l’Alliance de gauche. Un rapport définitif doit permettre de lancer début 2017 une expérimentation de deux ans, mais les premiers éléments rendus publics montrent que l’ambition a été revue à la baisse. Le projet-pilote ne prévoit qu’un revenu de 550 euros, cumulable avec l’aide au logement et versé à dix mille personnes. « L’esprit est très différent de celui du référendum suisse [lire ci-contre] », insiste l’économiste Otto Lehto, membre de la section finlandaise du Basic Income Earth Network (Réseau mondial pour le revenu de base, BIEN). « Il n’est question ni de lutter contre la pauvreté ni d’instaurer un droit au revenu, et encore moins de se libérer de l’emploi. »

Encore peu nombreux et souvent isolés au sein de leurs milieux ou de leurs formations politiques, les partisans français du revenu de base travaillent ensemble, tout en restant lucides sur ce qui les sépare. « J’aime beaucoup Baptiste [Mylondo], mais c’est un idéaliste, déclare de Basquiat. Et puis, vouloir limiter les écarts de revenus à une échelle de un à quatre, c’est tout de même un grand coup porté aux libertés ! » Ancien proche de M. Nicolas Sarkozy, le député Frédéric Lefebvre (Les Républicains), candidat à la primaire de son parti pour la présidentielle de 2017, raconte comment M. Julien Bayou, porte-parole d’Europe Écologie-Les Verts (EELV), l’a emmené discuter du revenu de base avec un sans-abri hébergé dans un squat de l’association Jeudi noir. En janvier 2016, à l’Assemblée nationale, il a également défendu avec sa collègue socialiste Delphine Batho, dans le cadre de l’examen de la loi pour une République numérique, des amendements demandant au gouvernement de présenter au Parlement un rapport sur la faisabilité d’un revenu de base. « J’assume totalement l’aspect transpartisan de cette démarche, commente M^{me} Batho. Les partis ne produisent plus une seule idée nouvelle. L’essentiel se passe en dehors d’eux. Et ce sujet clive autant à l’intérieur qu’à l’extérieur. Nous



ADAGP - GALERIE CATHERINE ISERT, SAINT-PAUL-DEVENCE

JEAN-MICHEL ALBEROLA. – « Instructions pour une prise d’air », 2006

ne sommes pas d’accord sur tout, mais nous devons travailler à créer des majorités d’idées. »

Parmi nos interlocuteurs, aucun ne prône ouvertement un démantèlement de la protection sociale actuelle. Pas même M. Lefebvre ni Gaspard Koenig, fondateur du think tank libéral Génération libre. S’il se veut « ni de droite ni de gauche », le MFRB précise dans sa charte qu’un revenu de base « ne doit pas remettre en cause les systèmes publics d’assurances sociales, mais compléter et améliorer la protection sociale existante ». Il pourrait remplacer certaines prestations du régime de solidarité financé par l’impôt, comme le revenu de solidarité active (RSA), mais personne ne prétend toucher au régime assurantiel financé par la cotisation (retraites, chômage, assurance-maladie). Seules les allocations familiales seraient remplacées par un revenu de base versé à chaque enfant, d’un montant moindre que celui des adultes.

Une exception : dans un rapport publié en mai (8), la Fondation Jean-Jaurès, proche du Parti socialiste (PS), propose trois scénarios de financement qui, inspirés par le souci de « ne pas générer d’endettement supplémentaire », impliquent tous d’éviscérer sans complexes la Sécurité sociale. Le premier prévoit de distribuer à tous les adultes 500 euros par mois, en échange du démantèlement de l’assurance-maladie et de l’assurance-chômage ; le deuxième – jugé le plus crédible par les auteurs –, avec 750 euros, « recycle » aussi les prestations retraite. Le troisième, avec un montant de 1 000 euros, fait de même, mais prévoit des prélèvements supplémentaires. Atterré, Jean-Éric Hyafil, membre du MFRB qui prépare une thèse en économie sur le revenu universel, a dénoncé les « grosses bêtises » contenues dans ce rapport lors d’un débat avec Jérôme Héricourt, coordinateur du groupe de travail de la fondation, dans un café parisien, le 26 mai 2016. « Un revenu de base est parfaitement compatible avec une protection sociale et une dépense publique fortes ! », a-t-il martelé. Embarrassé, Héricourt a répondu que les auteurs du rapport ne voyaient pas dans le revenu de base « la bonne solution aux problèmes du XXI^e siècle », mais qu’ils n’avaient pas voulu le préciser dans le document, rédigé « dans un esprit de neutralité ». De sorte que leurs scénarios élaborés sans conviction ont été repris dans la presse comme des préconisations...

Une même somme pour chacun, quelle que soit sa situation : tous les partisans du revenu de base s’entendent pour mettre fin à l’intrusion dans la vie privée qu’implique le régime de solidarité actuel, dont les prestations sont soumises à condition (de revenus, de situation familiale...). « Que l’on paie des gens pour aller compter les brosse à dents dans la salle de bains des bénéficiaires du RSA afin de s’assurer qu’ils ne vivent pas en concubinage (9), alors qu’ils veulent juste manger à leur faim, c’est insupportable », estime de Basquiat. Même discours chez Koenig : « Il faut lutter contre la pauvreté de manière plus efficace et moins paternaliste, en donnant aux gens le minimum dont ils

ont besoin sans s’immiscer dans leur vie privée ou vérifier leur attachement à la valeur travail. » Les économies que permettrait le passage à l’inconditionnalité contribueraient en outre au financement d’un revenu de base : M. Lefebvre souligne le coût que représentent actuellement « la production des normes, l’accompagnement du public, la vérification, la sanction... » Contrairement aux autres personnalités de droite qui s’en sont emparées, il prône un montant situé dans une fourchette haute, « entre 800 et 1 000 euros », dit-il.

Un mélange d’audace et de frilosité

ON DOIT au philosophe belge Philippe Van Parijs la réactivation du concept en Europe, sous le nom d’« allocation universelle », au début des années 1980. Lui-même ancien adhérent dans son pays du parti Écolo, il estime que la possibilité laissée à chacun d’organiser sa vie et son travail bouscule les habitudes de pensée à la fois de la droite et de la gauche. « Lors d’une intervention devant le Parti libéral flamand, racontait-il, j’ai demandé : “Qui pense que la liberté est une valeur centrale ?” Tout le monde a levé la main. J’ai ajouté : “Maintenant, qui pense qu’elle devrait être réservée aux riches ?” Inversement, une rencontre avec des militants grecs, espagnols et italiens de Syriza, Podemos et Rifondazione Comunista à Bari, dans les Pouilles, a été l’occasion de se demander si la gauche n’avait pas tort de se cantonner à la défense de l’État et de l’égalité, et d’abandonner la liberté à la droite. »

Évidemment, des différences fondamentales demeurent : Koenig et de Basquiat, qui ont élaboré un projet commun, cherchent à lutter contre la pauvreté, mais pas contre les inégalités (10). Ils prônent un impôt négatif (allocation) de 450 euros par adulte et 225 euros par enfant, financé par un impôt à taux unique de 23 % sur tous les revenus (11). Pour limiter l’effet anti-redistributif de ce type d’impôt, ils envisagent un renforcement des prélèvements sur le patrimoine, la fin des exonérations sur les revenus fonciers et financiers... « Cela ne changerait quasiment pas l’équilibre actuel de la redistribution en France, explique de Basquiat. Les riches toucheraient un tout petit peu moins et les pauvres, un tout petit peu plus. Mais on rationaliserait le système ; on mettrait fin à la stigmatisation et au paternalisme ; on supprimerait les effets de seuil et de trappe ; et on lutterait efficacement contre la grande pauvreté. » Ils se fondent sur une définition « absolue » et non « relative » de

(1) Débat à l’ambassade de Finlande à Paris, 3 mars 2016.

(2) Le smic français s’élevait en juin 2016 à 1 141 euros net.

(3) Lire le dossier « Revenu garanti, une utopie à portée de main », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(4) Baptiste Mylondo, *Un revenu pour tous. Précis d’utopie réaliste*, Utopia, Paris, 2010.

(5) Lire Sam Pizzigati, « Plafonner les revenus, une idée américaine », *Le Monde diplomatique*, février 2012.

(6) Milton Friedman prônait une allocation sous forme d’impôt négatif dans *Capitalisme et liberté*, Leduc.s Éditions, Paris, 2010 (1^{re} éd. : 1962).

(7) Lire Bernard Friot, « À partir des retraites, imaginer un salaire à vie », Les blogs du Diplo, 8 septembre 2010, <http://blog.mondediplo.net>

(8) « Le revenu de base, de l’utopie à la réalité ? », Fondation Jean-Jaurès, Paris, 22 mai 2016.

(9) Le montant de base du RSA est de 524,68 euros pour une personne seule et de 787,02 euros pour un couple.

(10) Marc de Basquiat et Gaspard Koenig, *Liber, un revenu de liberté pour tous*, Éditions de l’Onde - Génération libre, Paris, 2014.

(11) À noter que l’aide au logement devrait selon eux faire l’objet d’une allocation distincte, en fonction des situations individuelles.

OU PAS

et ses faux amis

la pauvreté, laquelle, estime Koenig, serait une définition « *jalouse* » : « *Cela ne devrait pas vous importer que d'autres deviennent très riches, tant que vous avez le sentiment de bien vivre.* »

Quels autres arguments justifieraient l'instauration d'un revenu de base ? Tous nos interlocuteurs invoquent le nombre d'emplois appelés à disparaître du fait de l'automatisation et de la numérisation. En Suisse, les auteurs de l'initiative « Pour un revenu de base inconditionnel » ont défilé dans les rues déguisés en robots clamant leur désir de travailler à la place des humains. Un récent rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) tempère toutefois les conclusions d'études antérieures qui prédisaient un « chômage technologique » massif : il estime que seuls 9 % des emplois « *présentent un risque élevé d'automatisation* », tout en prévenant que « *les travailleurs moins instruits* » sont les plus exposés (12).

« *Neuf pour cent, ce serait déjà énorme, commente Hyafil. Surtout ajouté à notre niveau de chômage actuel ! Pour autant, je ne crois pas aux discours sur la "fin du travail". La transition écologique, par exemple, crée beaucoup d'emplois. Comme le dit l'économiste Jean Gadrey, viser moins de croissance n'implique pas forcément moins d'emplois, au contraire ! Mais il faut pouvoir se soucier de leur qualité, et non de leur quantité. Et, même avec le plein-emploi, il nous faudrait un revenu de base pour que chacun puisse choisir son travail et non le subir.* » Le pamphlet de l'anthropologue américain David Graeber, figure du mouvement Occupy Wall Street, contre les *bullshit jobs* (les « boulots à la con », sans intérêt ni utilité sociale), a connu un retentissement significatif (13). Autre partisan du revenu de base, l'ancien ministre des finances grec Yanis Varoufakis juge la possibilité de refuser un travail « *essentielle à la fois pour une société civilisée et pour un marché de l'emploi qui fonctionne bien* » (14).

Il s'agit aussi de sécuriser les parcours de vie à l'heure de la précarité généralisée. Avec le risque d'entériner le déséquilibre de la répartition des richesses entre salaires et profits. C'est flagrant quand M. Lefebvre cite en exemple l'Earned Income Tax Credit, par lequel, aux États-Unis, l'État complète les revenus de certains travailleurs pauvres. Autre écueil : que le revenu de base laisse libre cours au démantèlement du droit du travail et des conquêtes salariales entamé par des entreprises comme

Uber (15). « *Il faut construire un nouveau compromis social, plus adapté à notre époque que celui hérité de la Libération, sans pour autant que le revenu de base devienne la béquille de l'uberisation* », résume M^{me} Batho. Mais comment s'en assurer ?

Tout dépend du pouvoir de négociation que donnerait aux travailleurs le montant de leur revenu garanti, ainsi que des prélèvements et de la redistribution des richesses opérés par ailleurs. Or, sur ces sujets, la filiosité de nombreux partisans du revenu de base contraste avec l'audace de l'idée qu'ils portent. Van Parijs plaide pour une instauration progressive, en commençant par un montant faible ; mais, objecte Mylondo, « *rien ne garantit qu'un montant bas serait augmenté par la suite* ». Le MFRB vante les mérites émancipateurs de la mesure, le « *changement de paradigme* » qu'elle permettrait, mais se félicite de tous les projets, y compris ceux qui préconisent un montant faible – autour du RSA actuel. L'association a même travaillé avec la très conservatrice Christine Boutin, présidente du Parti chrétien-démocrate, lorsqu'elle proposait un revenu de base de

400 euros. Un positionnement cohérent avec l'apolitisme revendiqué du mouvement, mais rédhibitoire pour Mylondo, qui n'y a jamais adhéré. Plutôt « *rien du tout qu'un revenu de base au rabais* » : « *Je ne suis pas un inconditionnel du revenu inconditionnel* », dit-il. M^{me} Morel Darleux, elle aussi, se défend de tout « *fétichisme* ».

S'agissant du financement, l'argument du « réalisme » et du « pragmatisme » traduit un certain fatalisme face à l'état du rapport de forces social et politique. Le MFRB participe à la campagne « Quantitative Easing ("assouplissement Quantitatif") pour le peuple », qui milite pour que la Banque centrale européenne (BCE) mette son initiative de création monétaire directement au service des citoyens plutôt qu'à celui des banques privées. Il y voit l'occasion de jeter les bases d'un revenu universel européen. La BCE n'écarterait d'ailleurs pas un tel recours à la « monnaie hélicoptère », déversée sur tous pour relancer la consommation. Mais le MFRB se montre beaucoup plus prudent sur le front des inégalités. Hyafil juge inutile de « *taper sur les plus riches* », sous peine d'accroître

encore l'évasion fiscale, et revendique une approche « *consensuelle* », « *centriste* », dans le souci de rassembler. « *À la Libération, les patrons faisaient profil bas parce qu'ils avaient collaboré ; ce n'est plus le cas !* », remarque M^{me} Martine Alcorta, vice-présidente EELV du conseil régional d'Aquitaine, qui prépare une expérimentation du revenu de base. De Basquiat estime qu'avant de pouvoir rassembler une majorité autour d'un revenu garanti de gauche il faudra « *une guerre ou deux* »... L'hypothèse d'une lutte enfin efficace contre la fraude fiscale (16), souhaitée par beaucoup de partisans de la mesure, le fait sourire : « *S'il existait une volonté réelle d'y mettre fin, on y serait parvenu depuis longtemps !* »

Comme tout projet progressiste, le revenu garanti dans sa version de gauche se heurte à l'absence d'un pouvoir en position de le mettre en œuvre. S'y ajoute, au fur et à mesure que le principe se popularise, un risque croissant de dénaturation. Même si l'hypothèse d'un revenu de base suscite encore, pour l'essentiel, l'indifférence ou la réprobation, elle semble apparaître à certains comme une planche de

salut commode à la veille des échéances – législatives et présidentielles – de 2017, dans un contexte de pénurie d'idées nouvelles et de discrédit de l'action politique. Ce printemps, en pleine bataille autour de la « loi travail », M. Guillaume Mathelier, maire socialiste d'Ambilly (Haute-Savoie) et auteur d'une thèse sur le revenu universel, indiquait que le premier secrétaire du PS, M. Jean-Christophe Cambadélis, bien que lui-même sceptique, l'avait chargé de « *faire monter le sujet* » au sein du parti. Quant au premier ministre Manuel Valls, il a déclaré sur Facebook, le 19 avril, vouloir « *ouvrir le chantier du revenu universel* », avant d'ajouter aussitôt qu'il ne s'agirait pas d'une allocation « *versée à tous* », car « *cela serait coûteux et n'aurait aucun sens* ». Autrement dit : le revenu universel, pourquoi pas, mais à condition qu'il ne soit pas... universel.

Quoi qu'il en soit, comment espérer asseoir la légitimité d'un droit au revenu dans une société étranglée par l'austérité, matraquée de discours bilieux sur l'« assistantat », et où la vision du travail reste dominée, comme le dit M. Mathelier, « *par le mythe du péché originel* » ? M^{me} Morel Darleux invite à se défier de toute précipitation : « *S'il s'agit de réclamer des mesures urgentes, je préfère insister sur la revalorisation du smic ou sur la titularisation des précaires de la fonction publique. Sur ces sujets, on est dans la reconquête, alors que le revenu de base, c'est de la conquête. Les débats qu'il suscite me paraissent d'ailleurs aussi intéressants que sa mise en œuvre. Le voyage compte autant que la destination ! Il suffit d'évoquer l'idée pour lancer des discussions passionnées sur ce que nous voulons faire de nos vies, sur l'organisation de la société...* » Prendre le temps de mener la bataille culturelle et politique : peut-être le meilleur moyen de s'assurer qu'une fois introduit dans le salon le chaton ne se transformera pas en tigre prêt à dévorer ses propriétaires.

MONA CHOLLET.

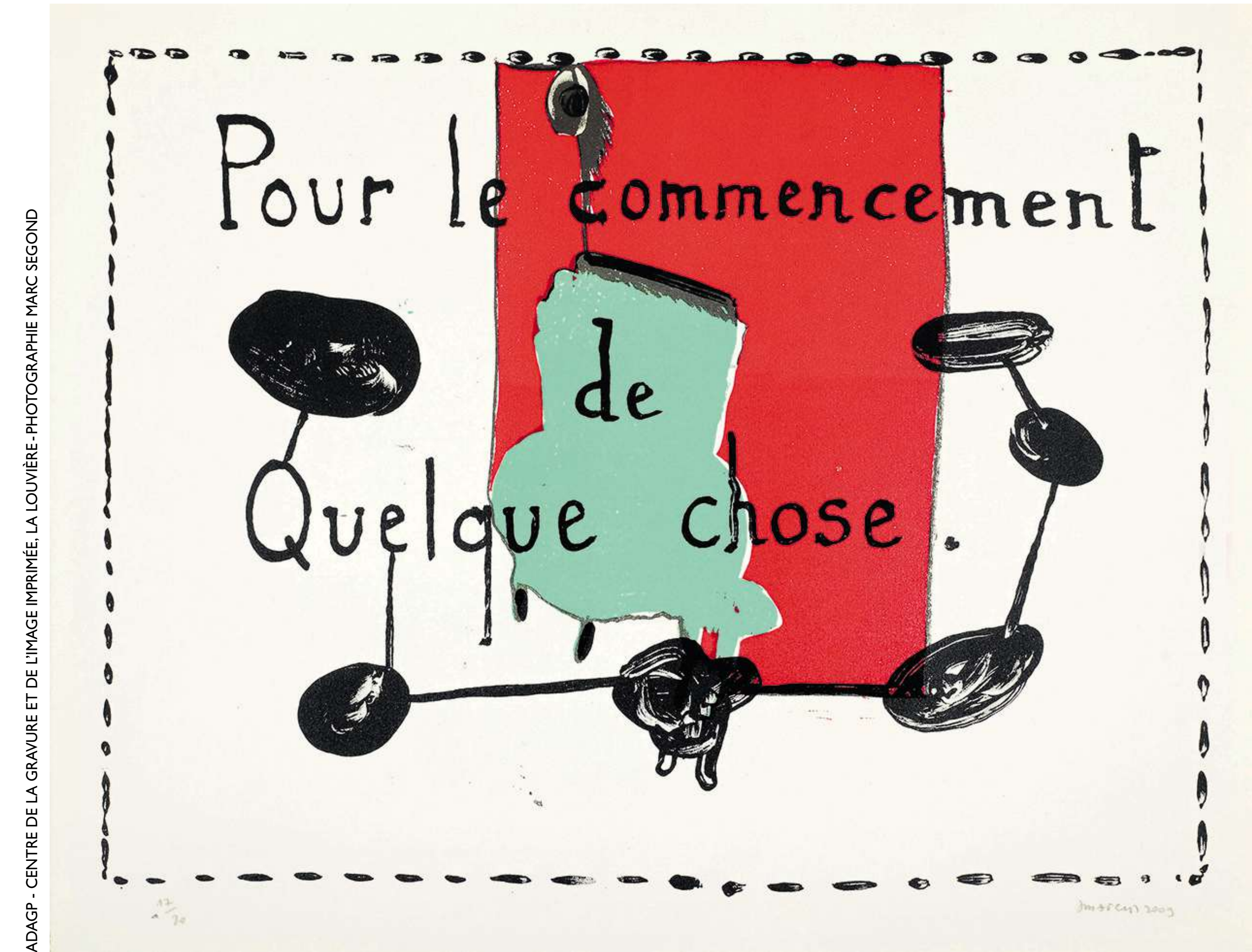
(12) « Automatisation et travail indépendant dans une économie numérique », *Synthèses sur l'avenir du travail*, OCDE, Paris, mai 2016.

(13) David Graeber, « On the phenomenon of bullshit jobs », *Strike!*, 17 août 2013, <http://strikemag.org>

(14) « Technical change turns basic income into a necessity », conférence « The future of work », Institut Gottlieb-Duttweiler, Zurich, 5 mai 2016, <https://yanisvaroufakis.eu>

(15) Lire Evgeny Morozov, « Résister à l'uberisation du monde », *Le Monde diplomatique*, septembre 2015, et « L'utopie du revenu garanti récupérée par la Silicon Valley », Les blogs du Diplo, 29 février 2016.

(16) Lire Eva Joly, « En finir avec l'impunité fiscale », *Le Monde diplomatique*, juin 2016.



JEAN-MICHEL ALBEROLA. – « Pour le commencement de quelque chose », 2009

En Suisse, un débat sans précédent

UN HOMME OBÈSE, en marcel constellé de taches, avachi sur un canapé devant une pizza et des canettes de bière. En Suisse, cette affiche des opposants à l'initiative populaire « Pour un revenu de base inconditionnel » aura montré la vivacité des fantasmes associés à l'oisiveté des pauvres. Par dérision, le personnage arborait une couronne en carton doré. Les auteurs de l'initiative avaient en effet organisé des distributions de couronnes en carton dans les gares, faisant de cet objet le symbole du pouvoir qu'un revenu garanti, à leurs yeux, pourrait redonner à chacun sur sa vie. Le 5 juin, leur utopie a été rejetée à près de 77 % (avec une participation de 46,4 %). Elle a toutefois trouvé un peu plus de partisans (autour de 35 %) dans les cantons de Bâle-Ville, de Genève et du Jura. Certains quartiers de Zurich et de Genève ont même dit « oui ».

Le texte soumis aux électeurs ne précisait ni montant ni mode de financement. On y lisait seulement que le revenu de base, versé à chaque citoyen indépendamment de son travail rémunéré, devait « *permettre à l'ensemble de la population de mener une existence digne et de participer à la vie publique* ». Dès le début de la campagne, toutefois, ses auteurs ont évoqué 2 500 francs suisses (2 290 euros) par adulte et 625 francs par enfant. Une somme à peine supérieure au seuil de pauvreté (2 200 francs) dans un pays où le coût de la vie est très élevé. Elle aurait pu suffire pour des étudiants vivant en colocation dans une petite ville, mais sûrement pas « *pour une personne seule et malade à Zurich ou à Genève* », souligne Benito Perez, corédacteur en chef du quotidien de gauche *Le Courrier*. Ces deux villes figurent parmi les cinq plus chères du monde, selon le classement 2016 de l'Economist Intelligence Unit. En outre, l'assurance-maladie, entièrement privée (1) (les travailleurs ne cotisent que pour le chômage et la retraite), peut à elle seule grever ce budget.

L'initiative a vu le jour en 2012 en Suisse alémanique, dans le sillage du succès du film d'Enno Schmidt et Daniel Häni *Le Revenu de base. Une impulsion culturelle*, diffusé sur Internet (2). « *La précarisation générale observée en Allemagne voisine après la*

réforme Hartz IV, en 2005, a aussi joué un rôle », indique M. Julien Dubouchet Corthay, membre de la section suisse du Basic Income Earth Network (Réseau mondial pour le revenu de base, BIEN). Le Conseil fédéral, le gouvernement suisse, s'est prononcé contre, invoquant son coût et sa dangerosité pour l'économie. Les Verts ont été le seul parti à soutenir le texte. L'autonomie laissée aux sections cantonales a cependant permis à certaines d'appeler à voter « oui ». C'était notamment le cas de tous les partis de gauche genevois, des socialistes aux trotskistes.

La campagne s'est donc menée en dehors des appareils, avec force coups d'éclat. Lors du dépôt du texte, le 5 octobre 2013, après la récolte des cent mille signatures nécessaires pour qu'il soit soumis à la population, ses auteurs ont déversé sur la place Fédérale, à Berne, huit millions de pièces jaunes de 5 centimes, soit une par habitant du pays. Le 14 mai 2016, ils ont récidivé en assemblant à Genève une affiche de huit mille mètres carrés sur laquelle figurait « *la plus grande question du monde* » : « *Que feriez-vous si votre revenu était assuré ?* », entrant ainsi au Guinness World Records.

« *FRANCHEMENT, quoi de plus ringard que le "Guinness Book ?"* », soupire M. Dubouchet Corthay, tout en constatant qu'autour de lui ces actions spectaculaires ont marqué les esprits. Auteur dès 2000 d'une thèse en science économique sur le revenu de base, et par ailleurs militant au Parti socialiste suisse, il observe les nouveaux convertis avec un mélange de perplexité et d'intérêt. « *Ils manquent de culture politique ; beaucoup sont abstentionnistes, voire complotistes. Mais les partis de gauche qui cherchent en vain à élargir leur base pour des projets anticapitalistes ne peuvent pas balayer d'un revers de main l'engouement et la capacité de mobilisation dont ils font preuve.* »

Les modes de financement évoqués, comme une microtaxe sur toutes les transactions financières – des paiements par carte

bancaire au *trading* haute fréquence –, le laissent sceptique. Seule l'idée d'un prélèvement à la source sur la production des entreprises, avant le partage entre salaires et bénéfices, trouve grâce à ses yeux. Il regrette la prudence des auteurs de l'initiative, qui se sont efforcés de rassurer au lieu d'assumer son caractère conflictuel. « *Dans ce pays, les gens qui votent sont plutôt âgés et s'inquiètent facilement*, justifie M. Ralph Kundig, président de BIEN-Suisse. *Une campagne radicale n'aurait pas donné de meilleurs résultats.* »

LE REVENU de base n'avait aucune chance. En dehors de l'initiative « Contre les rémunérations abusives », approuvée à près de 68 % en 2013, les Suisses se sont montrés socialement peu progressistes ces dernières années. Ils ont refusé à 66,5 %, en 2012, le passage de quatre à six semaines de congés payés par an, puis à 73 %, en 2014, l'instauration d'un salaire minimum brut de 4 000 francs (3 660 euros). Perez observe une « *identification des intérêts du pays aux intérêts du patronat* », ainsi que la conviction qu'il faut « *encore plus de libéralisme pour sauver l'exception suisse, sous peine d'être engloutis par la crise européenne et la fin du secret bancaire* ».

La campagne a pourtant été animée. Articles, tribunes, réunions publiques et émissions télévisées se sont multipliés. Le site du quotidien *Le Temps* a battu tous les records de fréquentation lorsqu'il a invité ses lecteurs à dialoguer avec M. Kundig, le 25 mai. Comme l'initiative « Pour une Suisse sans armée », en 1989 (refusée à 64 %), celle sur le revenu de base visait avant tout à ouvrir un débat de société ; elle y est largement parvenue.

M. C.

(1) Lire Michaël Rodriguez, « En Suisse, la santé aux bons soins des assurances », *Le Monde diplomatique*, février 2011.

(2) <http://le-revenu-de-base.blogspot.fr>

SINGAPOUR, MALAISIE, INDONÉSIE

Triangle de croissance ou triangle des inégalités ?

L'accord facilitant les relations d'affaires entre Singapour, la Malaisie et l'Indonésie fait figure de modèle réduit du monde globalisé. Les discours officiels sur la complémentarité entre les trois pays justifient l'exploitation sans vergogne de leurs différences de développement.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
PHILIPPE REVELLI *

QUARTIER DE BANDAR, au débouché du pont de seulement un kilomètre qui relie l'île principale de Singapour à la ville de Johor Bahru, en Malaisie. Le vendredi soir, les terrasses des cafés de la rue Meldrum font le plein. Beaucoup de clients sont des Singapouriens en goguette. Les patrons des hôtels, bars et restaurants sont malaisiens, une bonne partie de leurs employés indonésiens, parfois en situation irrégulière. Faut-il y voir une illustration de la division du travail qui s'opère sous couvert de coopération économique entre ces trois pays ?

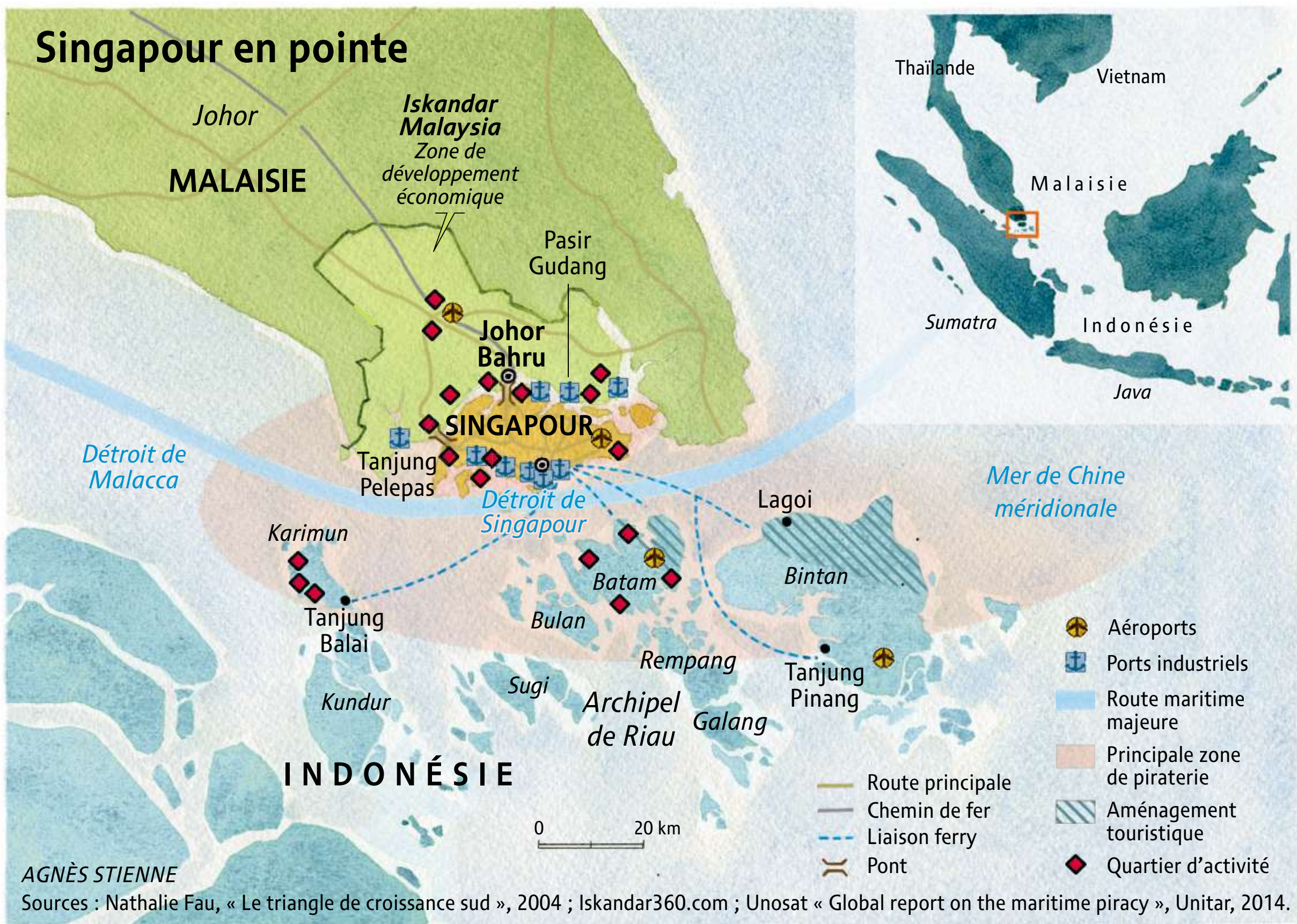
Apparue à la fin des années 1980, la notion de «triangle de croissance» prend forme le 17 décembre 1994, quand Singapour, la Malaisie et l'Indonésie signent un protocole d'accord fondant l'Indonesia-Malaysia-Singapore Growth Triangle (IMS-GT). Singapour, le sud de l'État de Johor en Malaisie et l'archipel de Riau en Indonésie représentent chacun un sommet de ce triangle (voir la carte ci-contre). Ce texte n'est pas un traité comportant des clauses précises ni un programme de développement avec un calendrier déterminé ; il se contente de renforcer un processus en cours. Il s'agit avant tout de «promouvoir et faciliter les relations d'affaires transfrontalières», indique dans son discours inaugural M. Lee Hsien Loong, qui deviendra en 2004 premier ministre de Singapour (1). Présentée comme un exemple de développement régional dans un monde globalisé où les frontières deviennent obsolètes, l'initiative prétend valoriser les complémentarités des partenaires en termes de capital, de terres et de main-d'œuvre.

Le projet a germé dans les officines du Conseil de développement économique de Singapour. Entre 1987 et 1994, la cité-État a enregistré une croissance annuelle à deux chiffres. Sur son minuscule territoire, les entreprises se sentent à l'étroit, et, avec un chômage quasiment nul, la forte demande de travailleurs pousse les salaires à la hausse. Un «schéma des complémentarités» apparaît alors en mesure de pallier les besoins pressants d'espace, de main-d'œuvre et de ressources naturelles.

Singapour dispose de capitaux, d'employés qualifiés, de technologies et d'infrastructures commerciales de pointe, d'un accès au marché mondial. Ensuite arrive la Malaisie, avec une main-d'œuvre semi-qualifiée, des technologies intermédiaires, des infrastructures de base, des terres et des ressources naturelles. Bonne dernière : l'Indonésie, avec une main-d'œuvre non qualifiée, des technologies élémentaires, des ressources naturelles et des terres inexploitées en abondance.

De l'autre côté du bras de mer qui le sépare du «dragon» singapourien, le «tigre» malais (2) a lui aussi les dents longues. L'agglomération de Johor Bahru est en passe de devenir un pôle industriel majeur et, en dépit des tensions politiques persistantes entre les deux pays, liées en partie aux conditions historiques ayant conduit à l'indépendance de la cité-État en 1965 (3), le gouvernement de Kuala Lumpur ne boude pas l'apport des capitaux singapouriens.

Quant à l'Indonésie, toujours sous la botte du dictateur Suharto en 1994, sa manne pétrolière s'est réduite. Elle procède aux ajustements structurels



de son économie selon les préceptes du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Le «triangle de croissance» lui offre la chance de profiter de la situation géographique privilégiée de l'archipel de Riau : à la croisée des routes commerciales connectant l'Asie, l'Australie, l'Europe et le Proche-Orient, près de Singapour, mais avec une main-d'œuvre bon marché.

Vingt ans plus tard, Singapour abrite la plus forte concentration de milliardaires au kilomètre carré du monde, le deuxième plus grand port à conteneurs (après Shanghai) et la quatrième place financière (derrière Londres, New York et Hongkong, et loin devant Paris, qui n'arrive qu'en vingtième position). «Sans cette perspective régionale, il aurait été plus difficile, voire impossible, pour Singapour de maintenir son rôle de cité-monde», estime M^{me} Milica Topalovic, professeure associée au Future Cities Laboratory de Singapour «Combinez les forces dominantes de l'économie du XXI^e siècle – globalisation et urbanisation : il en résulte une métropole dépassant les frontières, les cultures et les monnaies», poursuit, un tantinet dithyrambique, une journaliste de Bloomberg (4). Pourtant en 2015, à Singapour, un demi-million de personnes sur 5,5 millions vivaient au-dessous du seuil de pauvreté (5).

L'argent se déverse dans le sud de la Malaisie

Côté malaisien, le commerce local et l'immobilier prospèrent grâce à la clientèle singapourienne venue faire ses courses ou se loger pour beaucoup moins cher que chez elle. «Du fait de l'abondance de terres bon marché dans le sud de la Malaisie, l'argent se déverse depuis l'autre côté de la frontière», précise l'article de Bloomberg. Singapour a ainsi investi 3,4 milliards de dollars dans le projet Iskandar Malaysia, qui comprend des zones franches industrielles et portuaires, des complexes résidentiels, des centres commerciaux. Lancé en 2006, ce programme pharaonique devrait s'étendre sur une superficie trois fois supérieure à celle de Singapour, attirer 100 milliards de dollars d'investissements et créer 800 000 emplois d'ici à 2025. Et même si, chaque jour, 150 000 Malaisiens franchissent la frontière pour aller travailler dans la cité-État, Johor Bahru et les villes voisines ne se

contentent plus d'être une banlieue ouvrière. À côté des activités industrielles (composants électroniques, pétrochimie, construction navale), les deux terminaux portuaires de Pasir Gudang et Tanjung Pelepas, intégrés dans le projet Iskandar, concurrencent directement les ports de Singapour.

Dans l'archipel de Riau, enfin, les îles de Bintan et Batam captent l'essentiel des projets et investissements du «triangle de croissance» en direction de l'Indonésie. Située à une heure de ferry de Singapour, Bintan s'est spécialisée dans le tourisme. Dans le nord de l'île, villages de vacances et hôtels de luxe s'étendent sur 23 000 hectares. Ils sont desservis par un aéroport international qui devrait être pleinement opérationnel en 2017 ; il pourra alors accueillir 3,5 millions de passagers par an. Batam, elle, est devenue un centre industriel. De nombreuses entreprises basées à Singapour, distante d'une vingtaine de kilomètres, ont transféré leurs activités dans l'île, où la législation est bien moins contraignante et les salaires très inférieurs – une délocalisation sur le pas de la porte –, tout en continuant de profiter des accords de libre-échange conclus par Singapour, notamment avec les États-Unis.

Depuis 2007, l'ensemble de l'archipel de Riau a le statut de zone franche. Aujourd'hui, près de 600 compagnies étrangères, notamment d'assemblage de composants électroniques (Sanyo, Panasonic, Siemens, Sony, Toshiba, Epson) ou travaillant pour les chantiers navals, sont installées dans les treize parcs industriels administrés par l'Autorité de développement industriel de Batam. Elles emploient quelque 300 000 salariés, dont deux tiers de femmes.

Conséquence de cet essor économique : un afflux massif de migrants en provenance des autres îles de l'archipel indonésien. En trois décennies, la population de Batam est passée de quelques dizaines de milliers à deux millions d'habitants. Auparavant majoritairement constituée de communautés de pêcheurs, elle est à présent urbaine et en constant renouvellement. Dopés par la demande des entreprises, les prix de l'immobilier s'envolent. Une part significative de la population ne peut plus se loger décemment, et des dizaines de milliers de familles en sont réduites à squatter des terrains insalubres.

De nouveaux migrants, attirés par le mirage de l'eldorado, continuent d'arriver chaque jour et, avec plus de candidats à l'embauche que de postes à



Singapour

pourvoir, les laissés-pour-compte sont nombreux. Ils alimentent le secteur informel et une prostitution florissante. Les agences de recrutement sont principalement installées à Java et à Sumatra, et la population locale n'a guère accès aux emplois salariés.

Dans le même temps, l'occupation du littoral par l'immobilier et les chantiers navals, la destruction des forêts de mangrove, la pollution des eaux côtières due aux rejets industriels et à l'intense trafic maritime dans les détroits de Singapour et de Malacca portent un coup fatal à la pêche artisanale. Privés de leur source de revenus traditionnelle, certains pêcheurs ou pilotes de bateaux-taxis se livrent occasionnellement à une piraterie artisanale et sont parfois cooptés par des organisations criminelles pour des opérations de plus grande envergure. La région est ainsi considérée comme l'un des hauts lieux du banditisme maritime mondial. Au cours de l'année 2015, près de deux cents actes de piraterie



Johor Bahru, Malaisie

* Journaliste et photographe. Auteur de *Je disais que je resterais pas. Mémoire d'immigrés*, Alternatives, Paris, 2009.



Johor Bahru, Malaisie



Johor Bahru, Malaisie



Batam, archipel de Riau, Indonésie



Singapour

y ont été recensés (6), dont plusieurs détournements de pétroliers transitant par les détroits de Malacca et de Singapour.

Pour ne rien arranger, la conjoncture économique n'est pas au beau fixe. Les carnets de commandes des chantiers navals sont vides, et les entreprises n'hésitent pas à faire jouer la concurrence avec d'autres pays de la région, où les salaires sont encore plus bas et les travailleurs plus dociles (7). Implantées à Batam depuis le début des années 2000, les organisations syndicales y sont en effet combatives, et un tiers des entreprises disposent d'une section syndicale.

Pour la période 2013-2020, pronostiquait Toh Mun Heng, professeur à la NUS Business School de la National University of Singapore, le « triangle de croissance » devrait enregistrer une croissance annuelle globale de 5,7 % (8). Il est cependant peu

probable que la hiérarchie bien établie entre les trois sommets du triangle s'en trouve bouleversée. Aujourd'hui, Singapour arrive au troisième rang mondial des pays classés selon le produit intérieur brut (PIB) par habitant (en parité de pouvoir d'achat), après le Qatar et le Luxembourg, avec 83 066 dollars. Avec un PIB par habitant de 26 638 dollars, la Malaisie arrive loin derrière, et plus loin encore l'Indonésie avec 10 651 dollars. La géographe Nathalie Fau expliquait déjà en 2004 que ces disparités ne résultent pas de dysfonctionnements que l'on pourrait corriger au sein du « triangle de croissance » : elles en sont au contraire le fondement. « À l'échelle microrégionale, explique-t-elle, [l'IMS-GT met en pratique] les principes de la division internationale du travail. [Il exploite à son] avantage le hiatus géo-économique induit par les frontières nationales. Son fonctionnement repose sur l'existence de gradients économiques (coût de la main-d'œuvre, niveau



Johor Bahru, Malaisie

d'industrialisation et de tertiarisation), démographiques (disponibilité en main-d'œuvre) et politiques (protectionnisme ou libre-échange) entre les pays riverains du détroit (9). »

Pour les pauvres, il devient impossible d'entrer à Singapour

Illusoire, l'espoir d'une croissance justement partagée entre partenaires ; mirages, les promesses d'un territoire sans frontières au sein d'une lumineuse cité globale. Aux frontières nationales se sont ajoutées de nouvelles lignes de démarcation, internes, celles-là. Ainsi, les marchandises produites dans l'archipel de Riau ne peuvent passer librement vers le reste de l'Indonésie, car il existe des restrictions à la vente des produits fabriqués en zone franche, au nom de la protection des producteurs locaux. Et, si marchandises et capitaux circulent à peu près sans entrave entre les trois sommets du triangle, il n'en va pas de même des individus.

Dans le nord de Bintan, expliquent deux spécialistes, Michele Ford et Lenore T. Lyons (10), l'immense zone touristique de Lagoi constitue une sorte d'enclave autonome. Elle est reliée à Tanjung Pinang, la principale ville de l'île, par une route barrée

par un poste de contrôle où des vigiles armés refoulent les indésirables. Alors que, jusqu'au début des années 1980, les habitants de l'archipel de Riau se rendaient fréquemment à Singapour pour s'y procurer des marchandises ou rendre visite à des parents, le creusement du fossé entre leur niveau de vie et celui de la cité-État a progressivement rendu ces voyages plus difficiles. Puis, au lendemain de la crise financière de 1997-1998, Singapour a durci ses contrôles aux frontières afin de contenir l'immigration illégale de milliers de travailleurs au chômage. Il les a encore renforcés, sous prétexte de lutte contre le terrorisme cette fois, après les attentats du 11 septembre 2001. « Dernièrement, estiment cependant Ford et Lyons, plus que les contrôles migratoires, ce sont les différences de niveau économique qui constituent les principales barrières aux mouvements transfrontaliers. » Et, parlant de l'île de Bintan, elles concluent : « En dépit des promesses de l'IMS-GT (...), la vie sous le triangle de la croissance a plus à voir avec l'enfermement qu'avec la mobilité. »

PHILIPPE REVELLI.

(1) Communiqué de presse du gouvernement de Singapour, 25 décembre 1994.

(2) Sont désignés comme « dragons asiatiques » la Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour. Ils ont été suivis par les « tigres asiatiques » : Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines et Vietnam.

(3) Lire Jacques Decornoy, « De Sir Stamford Raffles à M. Lee Kuan Yew », *Le Monde diplomatique*, avril 1969.

(4) Sharon Chen, « Cut-price luxury homes fuel Singapore tri-nation sprawl », Bloomberg, 4 juin 2014, www.bloomberg.com

(5) Timothy Ho, « 3 hard truths about poverty in Singapore », 19 mai 2015, www.dollarsandsense.sg

(6) Source : Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery against Ships in Asia (Recaap), Singapour.

(7) « Electronics industry may soon abandon Batam », *The Jakarta Post*, 22 juillet 2014.

(8) Sharon Chen, « Cut-price luxury homes fuel Singapore tri-nation sprawl », *op. cit.*

(9) Nathalie Fau, « Le détroit de Malacca : des flux maritimes à la structuration d'une mer intérieure », *Géococonfluences*, 2004, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr>

(10) Michele Ford et Lenore T. Lyons, « The borders within : Mobility and enclosure in the Riau Islands », *Asia Pacific Viewpoint*, vol. 47, n° 2, Hoboken (New Jersey), août 2006.



PÉNURIES ET CORRUPTION MINENT LA SOCIÉTÉ

Au Venezuela, le désarroi des militants chavistes

À mesure que les pénuries s’aggravent, le Venezuela s’enfonce dans le chaos économique. Victorieuse lors des législatives de décembre 2015, la droite tente d’organiser un référendum afin de révoquer le président Nicolás Maduro, successeur d’Hugo Chávez. Une victoire lors d’un tel scrutin suffirait-elle à redonner confiance aux militants de gauche ?

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL LOÏC RAMIREZ *

« **N**ON ! ça, tu ne le fais pas ! », gronde une femme face à l’homme qui vient de donner un coup de pied dans les cartons remplis de nourriture, exaspéré de devoir attendre le ministre de la jeunesse pour que commence la distribution des aliments. L’ impatient quitte le local où sont rassemblés les membres du comité local d’approvisionnement et de production (CLAP), quasi exclusivement des femmes.

Créé en avril 2016, le dispositif vise à lutter contre le détournement de denrées alimentaires et la spéculation qui, selon le gouvernement vénézuélien, vident les magasins du pays. À travers diverses organisations, dont les CLAP, l’État apporte à chaque habitant les produits alimentaires de base (riz, farine, huile...) que l’on ne trouve plus qu’au marché noir à des prix exorbitants. Le kilo de lait en poudre, qui coûte au tarif officiel 70 bolivars (6,36 euros [1]), s’arrache pour trente fois plus dans la rue.

La distribution débute enfin. « *Je leur ai dit de commencer sans attendre le ministre*, nous confie M. Jesús Guzman, un habitant du quartier. *Sinon, les gens l’auraient accueilli avec des noms d’oiseaux.* » Les bras chargés, les militantes entament la répartition du précieux butin dans cette tour d’immeuble de la cité Hornos de Cal, au cœur du quartier San Agustín de Caracas.

« *Pour quel journal travailles-tu ? Appartiens-tu à une organisation politique dans ton pays ? Quelles sont tes premières impressions de Caracas ?* », interroge avec un peu d’insistance un visage caché derrière d’épaisses lunettes. M^{me} Yurami Quintero, vice-ministre de la jeunesse, semble accorder une confiance mesurée aux journalistes étrangers. Sans véritablement attendre de réponse, elle reprend le travail, au milieu d’un groupe d’une demi-douzaine de personnes. Étage par étage, elles distribuent, liste en main, les sacs de provisions vendus à prix fixe et réduit. Dans les couloirs, laissant ouvertes les portes des appartements d’où jaillissent des têtes d’enfants, les résidents écoutent les interventions des membres du comité.

« *Nous affrontons actuellement une guerre économique*, tempête M^{me} Rodbexa Poleo, militante du Parti socialiste unifié du Venezuela

(PSUV), qui arbore le maillot de l’équipe nationale de football. *Mais nous sommes ici pour vous montrer que la révolution vous défend. Que nous sommes avec le peuple !* » Puis vient le tour de M^{me} Quintero, qui adopte un ton plus posé : « *Les CLAP ne sont pas la solution à tout, mais c’est un début. Grâce à eux, nous sommes en train de frapper durement cette mafia qui nous vole.* »

« Mafia » ? Une référence au patronat, dont le gouvernement estime qu’il organise le chaos économique en interrompant la production et, plus problématique encore, les importations, dans un pays qui achète à l’étranger une grande partie de ce qu’il consomme. Le 31 mai 2016, le député PSUV Ricardo Molina a par exemple dénoncé à la télévision la destruction de trois millions d’œufs destinés à la vente par l’entreprise Ovomar. « *Et le lait !*, ajoute M. Charles Ruiz, militant du PSUV. *On a plusieurs fois retrouvé des milliers de litres déversés sur les chemins. Tout ça sur ordre des patrons, dans le but de créer la pénurie.* » Dans les commerces, les produits de première nécessité manquent cruellement. Au marché noir, les prix flambent et attisent l’inflation, dont le Fonds monétaire international (FMI) prévoit qu’elle atteindra 700 % en 2016. Les sacs distribués ce matin du 28 mai 2016 contiennent du sucre, du lait, de la farine, de l’huile, du riz et des pâtes, pour un prix total de 475 bolivars, soit moins que celui d’un kilo de lait en poudre au marché noir.

« Une fuite en avant dans l’individualisme »

Dans une petite cour du *barrio* (quartier) Marin, M^{me} Martha Gonzalez, travailleuse du secteur culturel, aide des amis à peindre des fresques sur les murs ; une activité destinée à maintenir, espèrent-ils, la mobilisation des jeunes dans le domaine artistique en période de crise. « *Les CLAP ne fonctionnent pas partout avec la même efficacité*, remarque-t-elle dans un sourire. *Le problème du pays, c’est la corruption. Et pas uniquement au sein de la haute administration. Tout le monde est impliqué : les secrétaires, les employés des douanes, le livreur qui détourne des produits pour les revendre à des amis qui, à leur tour, les revendent au marché noir... Bref, la corruption concerne tous ces Vénézuéliens qui volent les Vénézuéliens.* » Autour de nous, les couleurs vives des portraits et des dessins servent de toile de fond à un match de basket-ball improvisé par les gamins de la rue. « *Et pourtant, le gouvernement ne fait rien ! À cause de la*



corruption, d’ailleurs ! De fil en aiguille, c’est le sauve-qui-peut général. Tout le monde ici connaît l’histoire du délinquant qui, lorsque le policier l’arrête, lui propose 10 000 bolivars. Le policier refuse et emmène le malfrat au commissariat, avant de le voir ressortir aussi vite. “Tu n’es pas malin : ton chef m’a laissé partir pour 5 000 !” »

Membre du collectif *Comando creativo* (« commando créatif »), M. Victor P. s’affaire aux côtés de M^{me} Gonzalez. Il a réalisé bon nombre des fresques que l’on peut voir ici. Coiffé d’une large casquette rouge assortie à un tee-shirt de la même couleur – celle des chavistes –, il s’exprime en brassant l’air, tel un boxeur aux prises avec un adversaire invisible. « *Ici, on trouve de tout ! Mais au noir. Et tout le monde s’y met. Une personne fait la queue tôt le matin pour acheter des couches le jour où, d’après son numéro de carte d’identité, c’est son tour d’y avoir droit, alors qu’elle n’a pas d’enfant ! Elle dévalise le stock et le revend sur le trottoir d’en face, dix fois plus cher.* » Autre exemple, que nous donne M. Ruiz : « *Pénurie oblige, le boulanger doit acheter sa farine aux “bachaqueros” [ceux qui profitent de la spéculation par la vente de produits régulés]. Comme son prix est fixé par les autorités, il ne peut pas la revendre, sauf s’il l’utilise pour faire du pain, qui, lui, peut être vendu très cher.* » Désignant une file qui s’allonge devant une boulangerie, il conclut : « *Et ceux qui achètent le pain le savent.* » « *Cela entretient une espèce de fuite en avant dans l’individualisme*, reprend M. P. *Les gens n’ont pas le sentiment de faire partie d’une communauté politique.* » Lorsqu’on lui demande pourquoi l’État ne réprime pas plus sévèrement de telles pratiques, si contraires au projet socialiste défendu par le président Nicolás Maduro et son prédécesseur Hugo Chávez, il lâche, désabusé : « *C’est la question à un million...* »

D’autres, dont le journaliste de la chaîne TeleSur Eduardo Rothe, avancent quelques éléments de réponse. Parfois glaçants. « *Ni la production ni les importations n’ont baissé : les niveaux sont les mêmes depuis des années. Côté distribution, par contre, c’est autre chose. Tout ce que tu ne trouves pas dans les magasins, tu le trouves dehors.* » Le passage du commerce traditionnel à l’illégalité a donné naissance à un immense marché, dont beaucoup profitent, ou dépendent. « *C’est une affaire collective*, conclut Rothe. *Et ce gouvernement n’est pas une dictature : il ne veut pas s’aliéner autant de gens.* »

À la télévision, un spot financé par l’État passe en boucle. Dans une salle de classe, une enseignante demande à ses élèves ce qu’ils souhaitent faire plus tard. L’un d’eux répond qu’il sera *bachaquero*, comme son père. Le spot se termine par un rappel du caractère illégal et immoral de la contrebande. Une démarche de sensibilisation dont on peine à croire qu’elle suffira à enrayer le fléau.

Car la vulnérabilité économique de l’État vénézuélien n’est pas un phénomène nouveau. Elle repose principalement sur sa dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière (2). « *Dès les années 1930, l’économiste Alberto Adriani invitait à développer l’élevage, l’agriculture, l’industrie. Selon lui, il fallait “semmer le pétrole”, nous explique M. Carlos Mendoza Potellá, directeur de la revue de la Banque centrale du Venezuela, derrière son bureau où trônent des échantillons de pétrole et de soufre. Nous ne l’avons jamais fait. Comment “semmer le pétrole” lorsque les ressources sont aussi gigantesques ?* » Le Venezuela abrite les plus importantes réserves pétrolières prouvées du monde, ce qui, paradoxalement, décourage les investissements productifs. Reprenant son analyse de la version caribéenne de la « maladie hollandaise », qui entrave le développement industriel d’un pays doté d’immenses richesses en matières premières, M. Mendoza Potellá résume : « *Ce revenu externe accroît notre capacité à importer et, notre monnaie s’appréciant, réduit notre compétitivité pour les exportations.* »

Chávez a tenté durant sa présidence (1999-2013) de corriger ce mal structurel ; en vain. M. Mendoza Potellá nous raconte : « *Un ami agronome se rendait il y a quelques années dans la zone agricole la plus productive, dans l’État de Barinas, au centre du pays. Il devait effectuer un long trajet en hélicoptère. Du ciel, il voit soudain des taches jaunes et vertes. Il descend pour voir ce que c’est. Il s’agissait de parcs immenses où l’on avait abandonné des tracteurs. Des John Deere pour les verts et des Caterpillar pour les jaunes. Qu’est-ce que cela signifie ? Des crédits agricoles avaient été utilisés, des tracteurs achetés. Mais ça n’a pas fonctionné...* » Pour le reste, poursuit notre interlocuteur, « *les financements agricoles se sont transformés en spéculation immobilière à Caracas.* »

« Au risque de parler comme l’opposition... »

Le charismatique président décédé en 2013 ne porterait-il donc aucune responsabilité ? Notre interlocuteur sourit : « *Que fait Chávez à son arrivée au pouvoir, en 1999 ? Il ne s’attaque pas d’abord à l’économie, mais à l’urgence sociale : la malnutrition, le logement. Je ne le lui reproche pas ; c’est ce que commandait la solidarité humaine. Mais ce n’est pas comme cela qu’on*

(1) La monnaie vénézuélienne circule pour une valeur beaucoup plus faible sur le marché noir. À ce taux de change parallèle, 70 bolivars correspondent à 0,14 euro.

(2) Lire Gregory Wilpert, « Le Venezuela se noie dans son pétrole », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

* Journaliste. Auteur de *La Rose assassinée*, Notes de la Fondation Gabriel-Péri, Pantin, 2015.

MONDE
diplomatique

ACCÈS
ILLIMITÉ

9€
pour 5 jours

Toutes les archives
du journal
depuis sa création

www.monde-diplomatique.fr/5j

Dans nos archives

- «Amérique latine, pourquoi la panne ?», par *Renaud Lambert*, dans le dossier «Nouvelle donne en Amérique latine» (janvier 2016).
- «Le Venezuela miné par la spéculation», par *Ladan Cher* (mars 2015).
- «Controverse au sein du chavisme», par *Romain Migus* et *Julien Rebotier* (août 2014).
- «Défaites diplomatiques des États-Unis», par *Alexander Main* (avril 2014).

www.monde-diplomatique.fr/archives

développe la production nationale. » Compréhensible, ce choix se révèle lourd de conséquences. À l'image de la consommation de calories, en hausse grâce à la redistribution de richesses, les importations de nourriture n'ont cessé de croître depuis l'arrivée au pouvoir de Chávez. Selon le chercheur Carlos Machado Allison, elles sont passées de 1,4 milliard d'euros en 2000 à 6,5 milliards en 2013 (3). Les besoins de la population n'ont pas diminué depuis, mais la valeur du bolivar s'est effondrée, aggravant encore le problème.

Ni la « guerre économique » ni les priorités sociales du chavisme ne suffisent à expliquer les pénuries, selon M. Mendoza Potellá, qui prend l'exemple du sucre. *« Le gouvernement détient toutes les centrales sucrières : il les a nationalisées. Mais la production n'atteint même plus le niveau de la consommation nationale. Tout s'est arrêté, la canne n'est pas récoltée. Est-ce du sabotage, de l'inefficacité ? Je ne sais pas. Vous allez dire que je parle comme un partisan de l'opposition, mais la corruption est partout ! »* Selon une étude réalisée par la société Ecoanalítica, *« environ 70 milliards de dollars ont été détournés à travers les importations entre 2003 et 2012. Vingt pour cent des importations réalisées par des sociétés privées et 40 % de celles menées par les agences ou les sociétés pilotées par le gouvernement étaient frauduleuses (4). »* Et M. Mendoza Potellá de conclure : *« Nous n'avons pas remplacé la rationalité capitaliste par une autre, socialiste, mais par celle d'administrateurs corrompus. »*

« Corruption » : pas une discussion au cours de notre visite sans que le mot ne soit prononcé. À tel point que beaucoup reprochent au gouvernement sa « mollesse » dans la lutte contre cette calamité. *« Il ne veut pas se montrer trop sévère de peur de nuire à la popularité du président, estime M. Fermin Sandoval, qui s'occupe d'une radio de quartier à Petare, dans les faubourgs de Caracas. Qu'il réprime ou non, les médias diront de toute façon que le Venezuela est une dictature. »*

« Nous sommes dans une période de radicalisation »

Un 4x4 rutilant fait son entrée dans une rue qui borde la place Bolívar, ainsi baptisée en hommage au Libertador, le dirigeant indépendantiste Simón Bolívar (1783-1830), dont Chávez avait fait l'un de ses héros. On interroge deux jeunes femmes vêtues de rouge à la terrasse d'un café : s'agit-il de la voiture d'un membre de ces « élites » dénoncées par les révolutionnaires bolivariens ? Elles lèvent les yeux au ciel : *« Plutôt celle d'un ministre, ou d'un dirigeant du PSUV ! »* Est-ce le cas ? Impossible à dire. Mais tous les témoignages le confirment : le fossé entre le train de vie de certains dirigeants chavistes et celui de leur base militante en a creusé un autre, politique, celui-là.

On ne l'observe nulle part aussi bien que dans le quartier 23 de Enero. Bastion historique de la gauche vénézuélienne, épicentre de la résistance populaire durant la période insurrectionnelle des années 1960 puis au cours des décennies suivantes, le « 23 » a été remporté par l'opposition lors des législatives du 6 décembre 2015, marquées par une cinglante défaite nationale du chavisme (5). *« Avec seulement vingt voix d'écart ! »,* insiste M. Juan Contreras, figure politique de premier plan dans le quartier. Il nous accueille au siège de la radio communautaire Al son del 23 (« Au son du 23 »), où il travaille pour la Coordination Simón Bolívar. *« Nos locaux se trouvent dans un ancien commissariat où on torturait les jeunes de gauche dans les années 1960. C'était important pour nous de reprendre possession de lieux comme celui-là. »* Les façades du bâtiment arborent désormais les visages d'Ernesto Che Guevara et de Bolívar, ou des graffitis en faveur de la cause palestinienne. Pour beaucoup, M. Contreras était le candidat naturel du quartier. Il a pourtant été écarté par la direction du PSUV au profit d'une candidate parachutée. Une « erreur », estime humblement le militant.

De tels procédés expliquent le revers de décembre 2015, selon Eduardo Rothe, qui rappelle que le PSUV a davantage souffert d'un effondrement du vote chaviste que d'un raz de marée en faveur de l'opposition. *« Les élections ont été régulières, souligne-t-il. Aucune magouille. Mais le parti, trop bureaucratique, s'est tiré une balle dans le pied en refusant les candidats proposés par la base. »* Dans le « 23 », beaucoup disent s'être abstenus en signe de protestation.

Dorénavant, le chavisme serre les rangs. Le 1^{er} juin 2016, une manifestation de soutien au gouvernement rassemblait la jeunesse chaviste dans la capitale. Dans une ambiance festive, des centaines de collégiens, de lycéens et d'étudiants défilaient le long des avenues en scandant des mots d'ordre favorables au pouvoir et en agitant des drapeaux du PSUV, du Venezuela ou encore de Cuba. Arrivée au palais de Miraflores, la foule a été accueillie par le président Maduro. Poignées de main, acclamations...

À l'image de Fidel Barbarito, enseignant à l'Université nationale expérimentale des arts (Unearte), certains chavistes en tirent des conclusions encourageantes : en dépit d'importantes manifestations du côté de l'opposition également, une telle mobilisation suggère selon eux que, si un référendum révocatoire avait lieu (6), ils le gagneraient. *« Nous sommes dans une période de radicalisation : les masques sont tombés. La droite, désespérée et soucieuse de défendre les priorités des États-Unis, a changé de scénario. C'est une vraie guerre. »*



M. Sandoval nous raconte un incident qu'il juge révélateur de la situation actuelle. *« Cette semaine, il y a eu une attaque armée contre les forces de l'ordre, ici, à Petare ! Des types masqués tiraient à la mitrailleuse – des paramilitaires. C'était un ballon d'essai. Le but était de voir si, dans le contexte des pénuries, un accrochage pouvait entraîner une explosion sociale. Pour l'instant, la majorité de la population ne suit pas, car elle sait qui provoque tout ça ; mais je crois que les gens vont se fatiguer. »* Dissimulant mal son inquiétude, il ajoute : *« Dans de tels cas, pourquoi fait-on appel à de jeunes recrues de la police ? Pourquoi le gouvernement n'envoie-t-il pas des unités spécialisées ? »*

En guise de réponse, Fidel Barbarito, qui a été ministre de la culture dans le premier cabinet de M. Maduro, évoque les opérations de libération du peuple (OLP), dirigées par les forces armées nationales bolivariennes à l'été 2015. *« Ces opérations visent à démanteler les organisations paramilitaires. Nous ne reculons pas devant le combat physique. »* Si nul ne souhaite voir le Venezuela tomber aux mains des paramilitaires, la création des OLP ne dessine pas vraiment un horizon paisible pour la révolution.

Militant associatif à Petare, M. Ruben Pereira se montre lui aussi confiant quant à l'issue d'un possible référendum révocatoire. Mais il doute



Les photographies qui accompagnent ce reportage ont été réalisées par l'auteur à Caracas en mai et juin 2016

pensant qu'elle mettrait fin aux pénuries ? À ce propos, les chavistes n'ont pas hésité à ironiser sur le titre du clip de campagne de la Table de l'unité démocratique (MUD, coalition des partis de l'opposition), « La dernière queue », dans lequel des gens patientaient *« une dernière fois »* pour voter, chasser les chavistes et en finir avec les pénuries.

Boissons gazeuses et mots d'ordre révolutionnaires

« Avec autant de sièges, on aurait pu s'attendre à ce que l'opposition, une fois à l'Assemblée, fasse passer des lois populaires sur l'économie et la sécurité, remarque Rothe. Mais non ! La première chose qu'ils font, c'est voter une loi d'amnistie ! » Ce texte, qui exclut les poursuites judiciaires pour toute la période allant du 1^{er} janvier 1999 à l'entrée en vigueur de la loi, blanchit les auteurs de crimes ou délits tels que les « diffamations et injures » à l'encontre de fonctionnaires ou la participation aux « événements du 11 avril 2002 et des jours suivants ». À cette date, l'opposition, le patronat et les médias avaient orchestré un coup d'État (qui fit long feu) (8). *« Menons l'enquête auprès de ceux qui ont voté pour les candidats de l'opposition en pensant qu'ils allaient changer la vie, s'amuse M. Pablo Artiaga, militant de quartier à Petare. Je ne m'attends pas à une vague d'enthousiasme. »* Mais l'opposition a-t-elle vraiment eu l'occasion de gouverner ? À peine était-elle installée à l'Assemblée que le président Maduro décrétait l'état d'urgence économique de façon à pouvoir poursuivre sa politique.

Les murs et les façades de Caracas sont à l'image de la situation politique du pays : en lutte constante. Les affiches vantant les mérites de boissons gazeuses ou de chaînes de restauration rapide disputent l'espace aux mots d'ordre révolutionnaires ou aux fresques représentant les yeux de Chávez. Pour le moment, le « seuil minimum de conscience du peuple » dont parlent les chavistes a permis d'éviter une explosion sociale, en grande partie grâce au travail quotidien de la base militante. Tôt le matin, des files de dizaines de personnes se forment sur les trottoirs. Devant les boulangeries, les pharmacies, les magasins, les banques, dans le calme, lisant le journal ou échangeant avec leur voisin, les habitants de Caracas patientent. Jusqu'à quand ?

LOÏC RAMIREZ.

(3) *Libération*, Paris, 24 juin 2013.

(4) William Neuman et Patricia Torresmay, « Venezuela's economy suffers as import schemes siphon billions », *The New York Times*, 5 mai 2015.

(5) L'opposition a obtenu 111 sièges à l'Assemblée nationale, contre 55 pour le PSUV, sur un total de 167. Lire Gregory Wilpert, « Avis de tempête au Venezuela », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.

(6) Exigé par l'opposition et approuvé en avril 2016 par l'Assemblée nationale, un référendum révocatoire requiert notamment la signature de 20 % du corps électoral. Le 7 juin 2016, le Conseil national électoral (CNE) a validé la majorité des signatures (le gouvernement ayant dénoncé des fraudes). Il s'agit désormais pour le CNE de vérifier 1 % des signatures en demandant aux gens de se déplacer.

(7) Lire Yoletty Bracho et Julien Rebotier, « La révolution bolivarienne par sa base », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.

(8) Lire Maurice Lemoine, « Hugo Chávez sauvé par le peuple », *Le Monde diplomatique*, mai 2002.

que cette éventuelle victoire suffise : *« Un référendum n'arrangerait rien. Nous le gagnerions, et puis quoi ? L'opposition serait toujours là. »* La solution qu'il privilégie ? *« Une Assemblée constituante. À la place de Maduro, je remettrais mon mandat en jeu, ainsi que celui de cette Assemblée nationale de droite. Il faut tout remettre à plat ! »* Selon lui, un nouveau « virage à gauche » devrait viser à renforcer le pouvoir populaire, ces institutions parallèles à l'État traditionnel, censées développer la participation citoyenne (7)... Là encore, un doute demeure : M. Maduro dispose-t-il de l'appui nécessaire à un tel projet au sein du PSUV, dont chacun admet qu'il est largement gangrené par la corruption ?

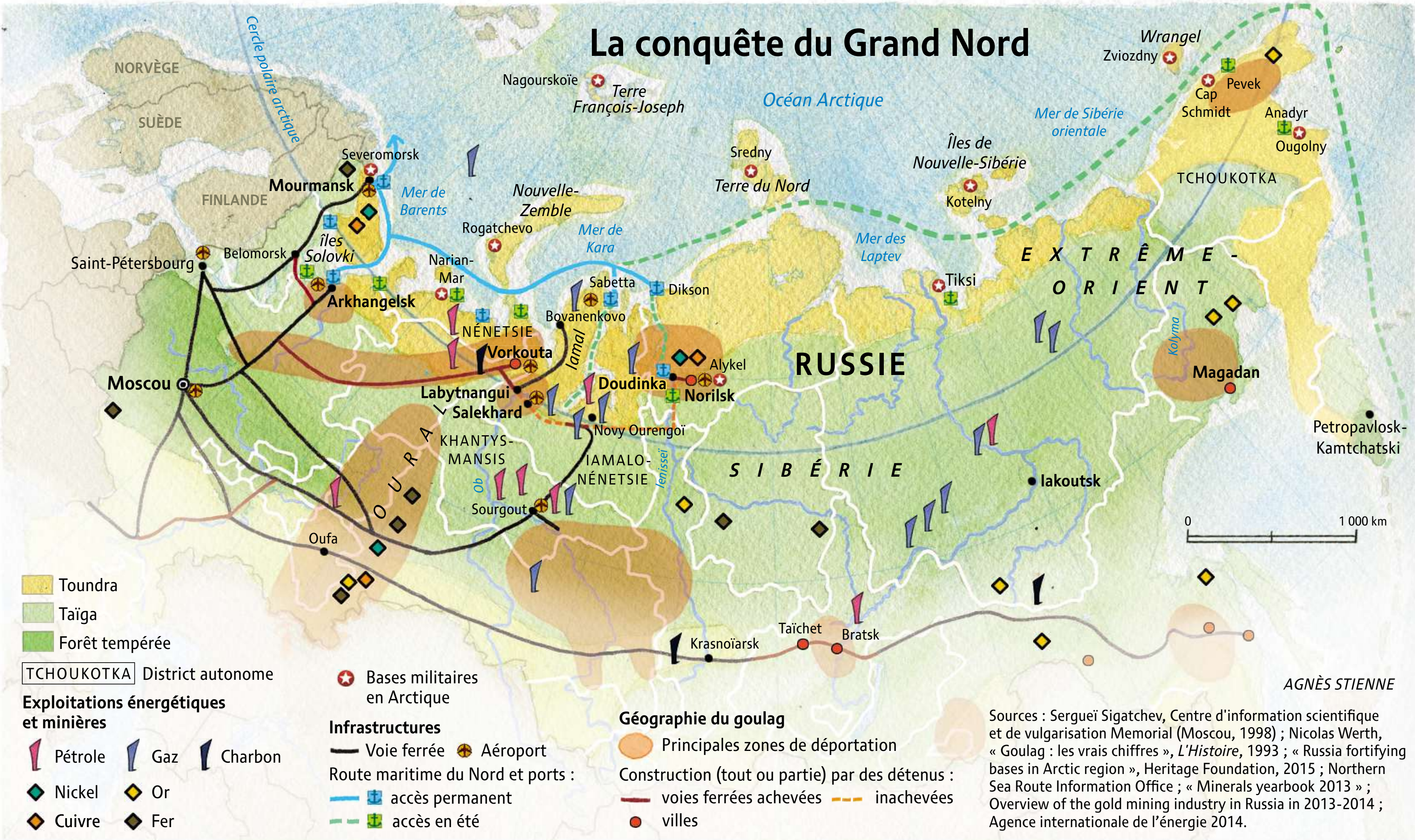
Moins optimiste quant à l'issue du référendum, M^{me} Gonzalez refuse toutefois de sombrer dans la morosité. La claque des législatives de 2015 ? *« Surtout une défaite de la bolibourgeoisie [les fonctionnaires ayant tiré profit du mouvement révolutionnaire]. Ça ne m'inquiète pas, dans la mesure où ce qui a été acquis, les missions, les programmes sociaux, tout cela reste dans la tête des gens. Ils ne se laisseront pas dépouiller. Et puis, malgré la guerre économique, le chavisme a remporté cinq millions de voix. C'est là son noyau dur ; c'est énorme. »*

La question, selon elle, est la suivante : que vont faire ceux qui ont voté pour l'opposition en

IDENTITÉS ET MÉMOIRES URBAINES DANS LA RUSSIE ARCTIQUE

Norilsk, ville polaire, cité du nickel

Sans grands égards pour les peuples autochtones ni pour un environnement fragile, l’Union soviétique a très tôt exploité les ressources énergétiques et minières au-delà du cercle polaire en déplaçant une importante main-d’œuvre forcée ou pionnière. Les cités arctiques russes comme Vorkouta sont-elles amenées à disparaître ? Ou perdureront-elles, comme Norilsk, en attirant de nouveaux volontaires pour une aventure aussi exaltée que douloureuse ?



PAR SOPHIE HOHMANN ET MARLÈNE LARUELLE *

CONSTRUITE au milieu de la toundra (1), la ville de Norilsk se situe à quatre heures d'avion (trois mille kilomètres) de Moscou et à quatre jours de bateau de Krasnoïarsk, la grande ville du Sud sibérien. Aucun train, aucune route ne relie la région au reste de la Russie. Construite par 69° de latitude nord, la cité arctique s'enorgueillit du statut de ville la plus septentrionale du monde. L'hiver y dure neuf mois, avec 280 jours de neige et 150 de *pourga* (blizzard). Le soleil disparaît totalement pendant près de deux mois, tandis que la température moyenne en janvier ne dépasse pas – 28 °C.

En ce 18 juillet 2015, l'une de ces longues journées d'été sans obscurité, l'oligarque Vladimir Potanine défile aux côtés des autorités municipales. Qu'est-ce qui peut pousser la première fortune de Russie – l'homme «pèse» environ 12 milliards de dollars – à se rendre dans une région au climat si redoutable ? L'heureux propriétaire de Norilsk Nickel, premier producteur mondial de nickel et de palladium, vient célébrer les 80 ans du plus grand combinat (2) minier de Russie, et l'un des principaux exportateurs du pays. Sur l'avenue Lénine, des milliers d'employés marchent sous les drapeaux des diverses corporations de l'oligopole, qui regroupe toute l'industrie minière de la région. L'entreprise aime mettre en avant sa politique familiale : les enfants font partie de la fête. Ceux qui reviennent de vacances organisées par le groupe défilent avec leurs parents. Juste avant la place centrale, où domine le siège administratif couleur bleu ciel de Norilsk Nickel, une immense scène musicale a été dressée pour accueillir plusieurs ensembles populaires. Elle dissimule l'entrée du musée consacré à la mémoire du goulag (3), fermé pour l'occasion....

Le travail forcé et le système concentrationnaire ont présidé aux destinées de Norilsk comme à celles de Vorkouta (*lire ci-contre*) ou de la région de la Kolyma, autour de Magadan. Entre 1935 et 1955, le combinat a vu passer près de 500 000 prisonniers (4). Un pan de son histoire que la ville cherche à occulter. À Norilsk, on célèbre encore le mythe des pionniers et les valeurs de l'industrialisation massive héritées de l'époque soviétique. La gloire de cette cité arctique créée ex nihilo est toutefois ternie par le départ de près d'un tiers de sa population depuis 1991 (elle compte 170 000 habitants, contre plus de 267 000 en 1989) et par le titre de ville la plus polluée de la Fédération de Russie. Les rejets de métaux lourds et de dioxyde de soufre ravagent la maigre végétation et ruinent la santé des habitants. Une catastrophe écologique de même échelle que celle de l'assèchement de la mer d'Aral, beaucoup plus médiatisée.

Dès le début des années 1930, des détenus venus des îles Solovki, dont beaucoup de prisonniers politiques, effectuent des missions sur les pourtours nord du fleuve Ienisseï afin d'identifier les grands gisements de nickel, de cuivre ou de palladium. Norilsk est fondé en tant que goulag en 1935. Au plus fort de son activité, son administration, baptisée Norillag, gère huit complexes de camps de détention répartis dans le nord de la région de Krasnoïarsk. Quelques milliers de volontaires, principalement des ingénieurs, accompagnent l'ouverture des camps et y travaillent en hommes libres. Le site ne peut être rejoint qu'en été, par bateau, via le port de Doudinka. La petite bourgade qui émerge alors n'existe encore sur aucune carte. Il faut attendre la déstalinisation, en 1955, pour que Norilsk soit doté du statut de ville, certes fermée, mais reconnue. Aujourd'hui encore, pour s'y rendre, le visiteur étranger doit être muni d'une autorisation des services de sécurité avant de prendre l'avion, ou, les mois d'été, emprunter les bateaux est-allemands des années 1950 encore en circulation sur l'Ienisseï. Seules les marchandises transitent toute l'année par l'océan Arctique, grâce aux brise-glaces.

Le Norillag était un camp d'intellectuels : ingénieurs, géologues

Le goulag s'est délité rapidement. Durant l'été qui suit la mort de Joseph Staline, en mars 1953, et après les premières libérations de détenus de droit commun par le chef de la police politique Lavrenti Beria, de nombreuses grèves et émeutes éclatent. Les prisonniers politiques, principalement ukrainiens, baltes et polonais, se révoltent. Ils organisent le plus grand soulèvement de l'histoire des camps soviétiques. Entre 1954 et 1956, puis plus lentement jusqu'à la fin des années 1950, débute la «dégoulaguisation» de Norilsk : les camps, selon leur statut, ouvrent leurs portes pour laisser partir les détenus. «*Les habitants libres de Norilsk regardaient avec inquiétude la foule des zeks [acronyme par lequel les prisonniers du goulag se désignaient] numérotés traversant la rue principale de la ville. Tout le monde avait peur des pillages, des bagarres... Les rues n'ont pas été sûres pendant plusieurs années*», raconte M^{me} Elizabeth Obst, fille d'un ancien prisonnier du goulag et présidente locale de l'association Mémorial.

La plupart des anciens détenus sont repartis vers la Russie occidentale ou vers leur république d'origine, mais quelques-uns se sont décidés à rester : certains n'avaient nulle part où aller ; d'autres souhaitaient continuer à travailler dans l'extraction minière. Le Norillag était en effet un camp d'intellectuels : il comptait de nombreux ingénieurs, géologues et autres spécialistes qui



Kharp, sur la ligne Vorkouta-Labytnangui qui traverse l'Oural, mai 2016

avaient acquis leur savoir-faire dans les camps et souhaitaient continuer à exercer en hommes libres.

Qu'ils soient nés dans les camps ou après la fermeture du goulag, les enfants d'anciens prisonniers ont été élevés dans cette mémoire douloureuse. À la fin des années 1980, durant la perestroïka (la période de réformes économiques et d'ouverture politique lancée par M. Mikhaïl Gorbatchev), se forme à Norilsk, comme ailleurs en Union soviétique, une association Mémorial, animée par des anciens du goulag et leurs descendants. Ses militants demandent la reconnaissance de leur statut de victimes du stalinisme et la mise en place d'une politique du souvenir. La loi du 18 octobre 1991, adoptée quelques semaines avant la fin de l'URSS, prévoit une réhabilitation assortie de compensations financières pour tous les citoyens soviétiques victimes de répression politique sur le territoire de la Russie «*depuis le 25 octobre 1917*». Plus de quatre millions de personnes sont réhabilitées, en conformité avec la Convention européenne des droits de l'homme (5). Progressivement, toutefois, Mémorial élargit son action à la défense des droits humains en Russie, dénonçant notamment les exactions commises par l'armée et la police dans le Caucase du Nord, et devient l'une des cibles privilégiées du régime du président Vladimir Poutine.

Les membres de la section locale de Norilsk ne partagent pas toujours les positions critiques de leurs homologues de Moscou ou de Saint-Petersbourg. Pour nombre d'entre eux, le rejet du système stalinien n'entraîne pas une condamnation de l'Union soviétique en général, bien qu'ils n'en partagent pas tous les mythes fondateurs et qu'ils se méfient du grand consensus mémoriel sur le «moindre mal» qu'aurait représenté le stalinisme. Beaucoup se réjouissent des gestes de réconci-

liation venus de l'Église orthodoxe, qui canonise les victimes du stalinisme, ou de M. Poutine lui-même, qui s'est rendu sur le site du goulag de Norilsk en 2010. Pour M^{me} Obst, «*Poutine sait qu'il ne faut pas cacher la vérité historique, mais l'enseigner aux générations futures. Nos bureaucrates, eux, préfèrent dissimuler tout cela*». Pour les Norilskais de Mémorial, l'occultation du goulag serait moins le fait de Moscou que celui des autorités locales.

Dans leur combat pour rappeler la dette à l'égard des anciens *zeks*, les militants de l'association ont obtenu quelques maigres succès. Le musée local a accepté que les salles consacrées aux camps soient considérées comme permanentes et non temporaires. Mais le grand musée et le centre d'archives qu'ils appellent de leurs vœux se font attendre. Les autorités restent obstinément amnésiques : seul un modeste mémorial officiel, surnommé «*Golgotha*», a été inauguré en 1990. Chaque communauté religieuse ou nationale y a érigé un petit lieu de mémoire, notamment grâce à des subides du combinat, mais sans le soutien financier de la municipalité. Sur le site Internet du groupe Norilsk Nickel, l'onglet «*Histoire*» ne fait aucune mention des camps. Les festivités de 2015 ont passé sous silence les décennies de travail forcé. La seule plaque commémorative inaugurée à cette occasion a été dédiée à un bateau, le *Spartak*, premier navire arrivé en 1935... avec à son bord des ingénieurs et géologues – des hommes libres.

Pour les autorités locales, l'histoire officielle de la ville commence avec l'accession de Nikita Khrouchtchev à la tête du Parti communiste de l'Union soviétique, en 1953. Le premier secrétaire lance cette année-là une nouvelle vague de peuplement : celle des *komsomols*. Les Jeunesses

* Respectivement sociologue, chercheuse associée au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (Cercec), auteure de *Pouvoir et santé en Ouzbékistan*, Pétra, Paris, 2014 ; et politiste, professeure à l'université George-Washington, auteure de *Russia's Arctic Strategies and the Future of the Far North*, M. E. Sharpe, New York, 2014, et, avec Jean Radvanyi, de *La Russie entre peurs et défis*, Armand Colin, Paris, 2016.



PHILIPPE DESCAMPS

« Nous produisons l'avenir de la Russie », fresque à Severny, mai 2016

communistes prennent la relève des détenus libérés sur tous les grands chantiers de construction de Sibérie, puis d'Extrême-Orient. En 1956, lors du sixième plan quinquennal, 29 000 jeunes s'installent à Norilsk ; un afflux qui prendra le nom de « débarquement des komsomols ». Cette jeunesse patriote, exaltée par les projets d'industrialisation, portée par la victoire de la seconde guerre mondiale et sans expérience directe de la répression des années 1930, transforme Norilsk en profondeur. Les nouveaux arrivants apportent de nouveaux modes de vie : on cherche à suivre la mode vestimentaire de Moscou ; on écoute en douce les Beatles, officiellement interdits ; on aime avoir des fleurs devant la fenêtre et des conserves de légumes pour tenir durant le long hiver polaire. Cette génération, très attachée à la ville comme au combinat, se considère aujourd'hui comme la seule détentrice légitime de la mémoire locale et reste méfiante envers les anciens *zeks*.

« On vivait très bien, on avait tout avant tout le monde : les chaînes de télé, les spectacles. Les magasins étaient bien approvisionnés. Nous étions bichonnés », se souviennent Vladimir et Tatiana (6), la soixantaine. Ses parents à elle ont fui la misère de Sibérie du Sud en trouvant du travail au combinat, tandis que son père à lui, militaire, était en poste à Norilsk. Tous deux ont passé une partie de leur enfance ici, fait des études à Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg), puis sont revenus travailler au combinat en tant que komsomols. À la retraite, ils sont repartis sur le « continent » (*materik*), comme les habitants du Grand Nord ou de la Sibérie orientale appellent la Russie occidentale. Ces anciens ingénieurs, dont le prestige social allait de pair avec la fierté d'avoir contribué à hisser la Russie au rang de grande puissance industrielle, vivent avec peine cet éloignement. Ils reviennent à Norilsk les mois d'été, fiers d'habiter au numéro 1 de l'avenue Lénine, dans des bâtiments d'architecture néoclassique de l'époque stalinienne, superbes mais décrépis.

Norilsk symbolise ce que cette génération veut retenir du régime soviétique : des conditions de vie parfois dures, ou tout du moins spartiates, mais une foi dans les capacités de l'homme à se perfectionner par le savoir et l'éducation, à maîtriser la nature au service du développement industriel. Autant de valeurs qui caractérisent les *Severiane*, les « gens du Nord », nom que les habitants des régions

arctiques portent avec fierté. Dans l'imaginaire collectif, le *Severianine* est doté de qualités toutes particulières : il se réalise dans le travail et n'a pas peur des défis physiques. Les conditions arctiques le poussent à être accueillant, partageur, solidaire. Il participe à un projet collectif, la construction du socialisme, tout en se méfiant de ceux qui ne comptent que sur l'État pour assurer leur subsistance. On le représente sous les traits d'un géologue ou d'un ingénieur spécialisé, les héros de l'industrialisation soviétique. Homme ou femme, le *Severianine* célèbre l'égalité des genres. Il porte les vertus du socialisme tardif, qui, tourné vers la réalisation personnelle, voit la naissance d'une société de consommation « à la soviétique » et l'arrivée des femmes dans des professions masculines.

Le mythe du front pionnier n'est pas tout à fait mort

Nostalgiques de l'âge d'or de la ville, qui fut également celui de leur jeunesse, lorsque succès professionnels et épanouissement personnel se conjugaient, Vladimir et Tatiana ont vécu le délitement du tissu social de Norilsk comme un drame personnel. Le départ des amis et collègues a renforcé l'éclatement des sociabilités, tandis que beaucoup n'ont pas supporté la disparition de leur patrie, l'URSS, ni les années de chaos qui ont suivi, au cours de la décennie 1990, marquée par de nombreux décès précoces : maladies, ravages de l'alcoolisme, suicides.

Le mythe du front pionnier est-il mort ? Pas tout à fait. Face à ces deux mémoires urbaines contradictoires, celle du goulag et celle des komsomols, une troisième s'est progressivement formée : celle des migrants économiques, arrivés dans la ville durant les années de la perestroïka. Comme les autres villes arctiques riches en ressources énergétiques et minières, Norilsk a attiré des travailleurs venus d'Ukraine et d'Azerbaïdjan, puis du Caucase du Nord (principalement du Daghestan) et d'Asie centrale (surtout du Tadjikistan et du Kirghizstan). Les pionniers azéris, installés dès les années 1980, tiennent aujourd'hui la plupart des restaurants, cafés et boîtes de nuit

Iamal, un océan de gaz

NULLE TERRE AU MONDE ne semble regorger d'autant de gaz que cette toundra tantôt glacée tantôt marécageuse qui baigne dans la mer de Kara. Dès l'aéroport de Salekhard, la capitale du district autonome de Iamalo-Nénetsie, un géologue lance par boutade : « *Lorsque nous couperons le robinet, toute l'Europe aura froid !* » Comme Bakou symbolisa l'économie du pétrole au début du XX^e siècle, le delta de l'Ob incarne celle du gaz naturel pour le siècle naissant.

Avec les deuxièmes réserves mondiales prouvées (derrière l'Iran), la Russie détient un atout stratégique qu'elle doit aux récentes découvertes de cette région polaire. Le district représente déjà 83 % de la production annuelle de gaz naturel du pays (581 milliards de mètres cubes), à laquelle devrait s'ajouter la péninsule de Iamal, avec 360 milliards de mètres cubes supplémentaires par an à l'horizon 2030 (1), soit dix fois la consommation française en 2014.

Dans cette contrée particulièrement inhospitalière, habitée jusqu'à présent par les seuls Nenets, un peuple samoyède éleveur de rennes, l'extraction de gaz nécessite des investissements considérables dans les infrastructures. Au gazoduc de Iambourg viennent de s'ajouter les 2 500 kilomètres reliant les champs d'hydrocarbures de la péninsule à l'Europe, plusieurs aéroports et héliports, ainsi qu'une voie de chemin de fer de 525 kilomètres, construite par la société Gazprom (2) entre Labytnangui et Bovanenkovo (*voir la carte*).

Une nouvelle route du gaz devrait également être ouverte via l'océan Arctique. La société russe Novatek s'est associée à Total et à PetroChina pour bâtir un vaste complexe de liquéfaction, capable de produire 16,5 millions de tonnes de gaz liquide par an. Bientôt rejoint par le rail, le port de Sabetta devrait accueillir une quinzaine de méthaniers brise-glaces. Alors que les premiers navires ne seront livrés qu'à la fin de l'année, leur cargaison est déjà vendue pour les deux prochaines décennies, selon Total.

Ce boum gazier fait de Salekhard et Novy Ourengoï les cités arctiques de l'avenir. Mais il ne s'agit plus de faciliter les colonies de peuplement. La plupart des travailleurs effectuent des missions temporaires, alternées avec des périodes de repos dans le Sud.

PH. D.

(1) Sources : Rapport de l'Agence internationale de l'énergie, juillet 2015 ; *BP Statistical Review of World Energy*, juin 2016 ; Gazprom, « Yamal megaprojet », www.gazprom.com

(2) Lire Catherine Locatelli, « Gazprom, le Kremlin et le marché », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

de la ville, tandis que la seconde génération azérie et les Centre-Asiatiques dominent les marchés, en particulier la vente de fruits et légumes acheminés depuis le sud.

Ces migrants ont modifié l'espace urbain en occupant des emplois très visibles, au contact avec les autres habitants. Ils ont apporté un nouvel élément d'architecture urbaine : la mosquée la plus nordique du monde, construite par un homme d'affaires azerbaïdjanais à la fin des années 1990, gérée par un imam du Tatarstan et fréquentée essentiellement par des Nord-Caucasiens et des Centre-Asiatiques. La plupart de ces migrants vivent dans les anciens foyers de komsomols, exposés aux vents glacés chargés des effluves des usines d'extraction de la vieille ville.

Parmi les habitants originaires des anciennes républiques socialistes soviétiques, seule une petite minorité, essentiellement des ingénieurs ukrainiens, azerbaïdjanais et kazakhs spécialisés dans l'extraction, travaillent pour Norilsk Nickel. Aux yeux de leur communauté, intégrer le combinat représente l'apogée d'une carrière professionnelle, conjuguant bonnes conditions matérielles, sécurité de l'emploi et prestige social. Cela signifie, en bref, faire partie des « élus ». Les autres dominent le secteur tertiaire. Ces nouveaux arrivants disent apprécier la mentalité laborieuse et sobre des anciennes générations. Ils notent le bon fonctionnement de l'économie locale, même s'ils travaillent souvent dans des domaines éloignés de leur qualification d'origine. Leurs affaires sont rentables. Ils partagent avec leurs aînés komsomols le sentiment d'avoir réussi. Namig, un Azerbaïdjanais qui a fui le conflit du Haut-Karabakh au tout début des années 1990, vend aujourd'hui des vêtements d'occasion sur le marché central de Norilsk. Il nous explique : « *Ici, on se sent en sécurité. On gagne davantage qu'ailleurs en Russie, même si, ces derniers temps, la situation est plus difficile. Et puis on n'a pas de problème avec les gens...* » Son collègue Vugar, spécialisé dans les fruits et légumes,

ajoute : « *La vie est dure surtout l'hiver, mais c'est pour tout le monde comme ça. Seuls ceux qui sont courageux et n'ont pas peur de travailler peuvent survivre ici.* » Ces migrants qui ont quitté les régions méridionales d'Eurasie pour se réaliser dans le Grand Nord revisitent à leur manière le mythe du *Severianine*, tout en l'adaptant aux conditions postsoviétiques de l'économie de marché.

Pour les habitants de Norilsk, toutes générations confondues, le Grand Nord, c'est avant tout le sentiment d'appartenir à un front pionnier héroïque, au-delà des paradoxes d'une vie faite de contraintes climatiques, environnementales et logistiques. Mais l'horizon s'assombrit : la crise économique russe, la chute du prix des minerais et les difficultés croissantes, pour le Kremlin, à financer le développement extensif du Grand Nord pourraient remettre en question l'existence d'une ville d'une telle taille au cœur de l'Arctique...

SOPHIE HOHMANN
ET MARLÈNE LARUELLE.

(1) Zone de climat froid caractérisée par une végétation rase comprenant des mousses, des lichens et quelques arbres nains. Elle borde le nord de la taïga, forêt boréale constituée de conifères et de bouleaux.

(2) Dans les pays de l'ancien bloc soviétique, groupement d'entreprises opérant dans le même secteur.

(3) Ce terme, issu de l'acronyme russe de *Glavnoïe oupravlenie lagerei*, signifie « direction générale des camps ». Il désigne plus largement l'ensemble du système répressif soviétique, dont les travaux récents ont montré qu'il avait pris des formes très variées, des « colons de travail » à l'internement complet, avec une rotation importante, 20 à 40 % des détenus étant relâchés chaque année.

(4) Les statistiques sur la répression sont sujettes à débats. Selon les archives ouvertes à la fin de l'URSS, le goulag a compté jusqu'à deux millions et demi de détenus au début des années 1950, auxquels il faut ajouter environ autant de « déplacés spéciaux », généralement déportés collectivement. Cf. Nicolas Werth, « Le goulag au prisme des archives », dans Elisabeth Anstett et Luba Jurgenson (sous la dir. de), *Le Goulag en héritage. Pour une anthropologie de la trace*, Pétra, Paris, 2009.

(5) Nadine Marie-Schwartzberg, « La réhabilitation au regard du droit », dans *Le Goulag en héritage*, op. cit.

(6) À la demande des intéressés, les prénoms ont été changés.

Vorkouta, son charbon et ses fantômes

LES 25 ET 26 FÉVRIER 2016, plusieurs coups de grisou successifs ont tué trente et un mineurs et cinq sauveteurs dans le puits de Severnaïa, à une dizaine de kilomètres de Vorkouta, l'immense cité russe du charbon construite par 67° de latitude nord. L'inondation nécessaire pour éteindre le feu a duré plusieurs semaines et les opérations de pompage lancées en juin pourraient se poursuivre encore six mois. Un millier de mineurs ont dû être provisoirement réaffectés dans l'une des quatre mines qui fonctionnent toujours. Déjà huit puits ont fermé depuis 1991. Le combinat Vorkoutaougol ne compte plus que 7 000 salariés (1), contre 45 000 au plus fort de l'exploitation, en 1967.

Depuis la découverte d'un premier filon au bord d'une rivière par le jeune géologue Gueorgui Tchernov, en 1930, l'extraction du charbon reste la principale raison d'être de cette cité construite de toutes pièces sur du pergélisol grâce à des matériaux acheminés en train depuis le sud. Dans les secteurs d'habitations de Severny, le délabrement et la rouille omniprésente évoquent un lendemain de guerre. On surprend toutefois quelques personnes ravies de faire visiter le seul bâtiment neuf : une église orthodoxe en bois dont les couleurs vives tranchent avec la grisaille alentour. Si la mine ne rouvre pas, que restera-t-il de ces grandes barres, dans le plus pur style « déglingue » des villes mono-industrielles soviétiques ? Déjà, de nombreux immeubles sont vides, les toits éventrés par la neige ou le feu. Près du centre de l'agglomération, des quartiers entiers, comme celui de Roudnik, où fut construit le premier camp autour du premier puits, ne sont plus que d'immenses ruines abandonnées aux vents glacés.

Après les années de déclin, marquées par un envol de la délinquance et de la consommation de drogue, les habitants de Vorkouta se sont repris

à espérer à partir de 2003. Le charbon à coke paraît assuré de trouver un débouché depuis le rachat de Vorkoutaougol par Severstal. Le géant russe de la métallurgie, qui a notamment pour clients Renault et Volkswagen, a décidé d'exploiter les trente-quatre kilomètres de galeries actives, avec l'objectif de maintenir la production autour de treize millions de tonnes de houille brute par an. Mais, s'il a pris ainsi possession du plus grand gisement d'Europe, le combinat reconnaît faire face à un défi géologique, certaines galeries devant descendre à près de mille mètres sous terre. Avec la baisse des cours depuis 2010 et les exigences de réduction des gaz à effet de serre, ce combustible devient de moins en moins attractif.

Principale source de revenus, ou presque, le combinat se doit aussi de financer les programmes sociaux, les colonies de vacances, les routes, les transports en commun d'une municipalité exsangue. Car l'anneau dessiné par les treize puits de Vorkouta n'abrite officiellement plus que 60 000 habitants – « *guère plus de 40 000* » selon plusieurs témoins locaux – alors qu'ils étaient 216 000 en 1989 (2). Le déclin est si rapide que certains ont imaginé voir Vorkouta finir comme la plus grande ville fantôme du monde, disparaissant avec l'activité qui avait présidé à sa construction, à l'image de Gagnon au Québec ou de Bodie en Californie.

Pourtant, comme Norilsk (*lire l'article ci-dessus*), la cité du charbon a déjà su rebondir et tourner des pages cruelles. Avec la ligne de chemin de fer qui longe l'Oural, la ville a été construite grâce au sacrifice involontaire de dizaines de milliers de détenus. Surnommée la « guillotine glacée », elle fut le théâtre de la grève de la faim des prisonniers politiques (essentiellement trotskistes) au plus fort de la répression, en 1936, puis de la

grande grève de 1953 (3). Avec la libération des étrangers et la déstalinisation, le nombre de détenus est passé de 70 000 en 1950 à 39 000 en 1958, puis a continué à décliner.

Pour remplacer cette main-d'œuvre corvéable à merci, les autorités firent appel aux jeunes communistes et aux militaires démobilisés, en exaltant le rôle pionnier de la ville et son apport décisif pour l'approvisionnement de Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg) durant le siège (1941-1944). Les avantages sociaux et les bons salaires permirent d'attirer des travailleurs et d'augmenter la production, qui culmina à 22 milliards de tonnes en 1988.

Nul musée, nul camp témoin pour comprendre ce passé aujourd'hui : l'absence de politique patrimoniale sur le goulag et sur la conquête du Nord empêche d'en saisir toutes les dimensions, dont les raisons qui conduisirent nombre d'anciens *zeks* (détenus) à rester dans la ville. En dehors du précieux travail sur les archives réalisé par l'association Mémorial, les seules traces visibles sont éparées : quelques tombes rassemblées autour de lieux emblématiques et quelques monuments dressés par les familles d'anciens détenus, surtout étrangers. Comme si les ruines industrielles innombrables suffisaient à raconter le destin d'une ville-usine.

PHILIPPE DESCAMPS.

(1) Données du groupe Severstal, actionnaire unique de Vorkoutaougol.

(2) Alan Barenberg, *Gulag Town. Company Town. Forced Labor and Its Legacy in Vorkuta*, Yale University Press, New Haven, 2014.

(3) Joseph Scholmer, *La Grève de Vorkouta*, Amiot-Dumont, Paris, 1954.

De la mer en partage

Découper la mer en zones spécialisées, comme on aménage les terres ? Portée par une directive européenne qui entrera en application en septembre, cette idée part d'un constat : certains espaces juxtaposent des activités parfois incompatibles (transport, pêche, gazoducs, aires protégées, exploitation éolienne ou pétrolière). Illustration en mer Baltique d'une planification dictée par des considérations économiques.

PAR NICOLAS ESCACH *

LE GRAND BLEU se lézarde. Sous l'azur apparemment homogène et continu des cartes, de discrètes frontières découpent l'espace maritime. Le cœur des océans reste relativement épargné, mais les mers et les plateaux continentaux océaniques sont de plus en plus intensément exploités, pour des usages halio-agricoles, commerciaux, industriels ou récréatifs. Longtemps ces vastes zones qui jouxtent les côtes ont enfoui les produits secondaires de nos sociétés : rejets domestiques, pollutions chimiques, déchets. Elles jouent désormais le rôle de réservoir de ressources au service de l'économie.

Les activités humaines ont progressivement franchi une nouvelle frontière au cours de la seconde moitié du XX^e siècle (1) : croissance des échanges maritimes (1960), exploitation accrue des hydrocarbures en mer (1970), généralisation de l'usage du conteneur et développement de l'aquaculture marine (1980), premiers champs éoliens (1990), énergies marines renouvelables (2000). Aux côtés d'anciennes utilisations de la mer (pêche, navigation, extraction de granulats, dragage des ports), de nouveaux usages prennent leur essor (forages ultraprofonds et, dans un avenir proche, extraction des nodules polymétalliques, ces concrétions rocheuses riches en manganèse, silicium, cobalt, etc.). Si les zones économiques exclusives (ZEE) – ces bandes pouvant aller jusqu'à

370 kilomètres au large des côtes – restent sous juridiction étatique, les concessions attribuées à des entreprises privées à des fins d'exploration ou d'exploitation se multiplient. Chercheur en géographie à l'université de Nantes, Brice Trouillet observe une « banalisation de l'espace marin ». Faut-il organiser une partition des mers en zones destinées à des usages distincts et institutionnaliser un aménagement du territoire liquide ? Affirmatif, répond une directive européenne adoptée en 2014, qui exhorte tous les États membres de l'Union européenne à lancer un processus de planification dès septembre 2016 pour un aboutissement à l'horizon 2021. Or ce zonage revêt deux dimensions contradictoires. D'un côté, il porte atteinte à la tradition de liberté des mers défendue par le philosophe et juriste Hugo Grotius (1583-1645) dans son *Mare Liberum* (2) et facilite l'appropriation progressive d'un espace stratégique à haute valeur marchande. De l'autre, il régle un imbroglio souvent perçu comme inextricable.

La mer Baltique illustre bien le problème. En 2005, les États riverains, habituellement enclins à la coopération, s'étaient affrontés sur le tracé provisoire du gazoduc Nord Stream devant relier Vyborg, en Russie, à Greifswald, en Allemagne. Le passage du tube à proximité de l'île suédoise de Gotland achoppait : au nord se trouvait une aire marine protégée ; au sud-est, un dépotoir d'armes chimiques de la seconde guerre mondiale et de la guerre froide ; autour de l'île, des

établissements piscicoles. Dix ans plus tard, les protagonistes tirent les leçons de cette première expérience alors qu'un consortium associant Gazprom et cinq entreprises européennes projette de construire Nord Stream 2 suivant un tracé quasiment parallèle. La planification maritime apparaît d'abord comme un atout face à une complexité accrue des projets d'aménagement. Pour M^{me} Laura Melne, chargée de mission au sein du réseau intergouvernemental Vision et stratégies autour de la mer Baltique (Vasab), Nord Stream a constitué un moment fondateur : « Il a fallu se mettre d'accord sur une zone de transit, explique-t-elle. À la même époque, la perspective de nouveaux champs éoliens en mer Baltique exigeait une concertation pour anticiper de futurs conflits d'usage. » Comme pour l'aménagement du territoire terrestre, le zonage prétend optimiser l'espace en le découpant en aires plus ou moins délimitées pour attribuer à chacune des qualités spécifiques (types d'activités, réglementations, prescriptions). La planification maritime différencie, segmente, parfois sépare les usages, conduisant à une spécialisation croissante afin d'éviter les incompatibilités et les conflits.

L'espace est rare en mer Baltique, quasiment clos, avec une superficie de 450 000 kilomètres carrés (six fois moins que la Méditerranée) pour neuf États riverains parmi lesquels l'Allemagne et la Russie (3), respectivement 4^e et 10^e puissances économiques en 2015 selon la Banque mondiale. La saturation de la surface guette une mer qui concentre 8 % du commerce maritime mondial, notamment au niveau des détroits danois, où cohabitent transbordeurs locaux, porte-conteneurs internationaux, navires de plaisance, bateaux de pêche et plus d'une dizaine de champs éoliens. Elle gagne également les profondeurs avec une multitude de câbles sous-marins, tubes, sites d'épaves, mâts de turbines. La ZEE lituanienne, l'une des plus petites du monde (7 031 kilomètres carrés), se trouve ainsi fortement contrainte dans son aménagement : zones Natura 2000 (sites naturels préservés) le long du littoral, écosystème de la lagune de Courlande (classée au patrimoine

mondial par l'Unesco) au sud, deux zones militaires à accès restreint en son centre, site de munitions chimiques dangereuses à l'ouest (*voir la carte*)... Les autorités portuaires de Klaipėda ont également prévu d'étendre le port en eau profonde d'ici à 2018 (4) et donc d'augmenter le dragage en créant des sites d'enfouissement à proximité directe de la côte. Ayant décidé de porter d'ici à 2025 la part des énergies renouvelables à 20 % au moins, le pays a prévu l'aménagement de deux parcs éoliens pour une puissance de 800 mégawatts (soit l'équivalent des deux tiers d'un réacteur nucléaire de la future centrale lituanienne Visaginas 1). Un plan de la ZEE permet d'identifier les zones d'implantation potentielles et d'attirer des investisseurs, en prévenant les rivalités et en limitant les risques économiques, mais aussi environnementaux.

En mer Baltique, plusieurs projets cofinancés par des fonds européens ont ainsi été lancés sur huit zones-pilotes de planification (2007-2013), certaines représentant une partie ou l'ensemble de la ZEE d'un État (Lituanie ou Lettonie), d'autres étant situées à l'intersection de plusieurs juridictions nationales (baie de Poméranie).

Ces expérimentations répondent autant à des ambitions géopolitiques qu'à une volonté de développement économique. « Une planification cohérente assure une sécurité juridique aux investisseurs de l' "économie bleue" ». Ils ont besoin de transparence, d'efficacité, de prévisibilité et de stabilité », explique le commissaire européen aux affaires maritimes et à la pêche, M. Karmenu Vella. En ligne de mire, les secteurs de la croisière, de l'éolien, du transport de courte distance, de l'aquaculture et des biotechnologies bleues (5). Bruxelles fait miroiter un bénéfice de 500 millions à 3,2 milliards d'euros pour les économies européennes via une réduction des coûts de transaction et des investissements croissants dans l'aquaculture et l'énergie éolienne (pour cette dernière, 58 000 emplois aujourd'hui, 200 000 espérés par la Commission européenne en 2020 et 300 000 en 2030). De facto, lors de la préparation de la directive sur la planification maritime (consultations, études et projets préalables), les représentants de groupes de pression tels que l'Association européenne des énergies des océans (OEE) ou encore la fédération européenne de l'industrie éolienne figuraient en bonne place.

Rationalisme économique froid

PEU OUVERTE sur l'océan et peu profonde, la mer Baltique est aussi très sensible aux pollutions. Le zonage favoriserait-il la sanctuarisation d'une partie de l'espace maritime, quitte à abandonner l'autre partie à une exploitation intensive ? Les premiers projets-pilotes montrent que les zonages les plus contraignants sont rarement institués, y compris lorsqu'il s'agit de protéger l'environnement. En baie de Poméranie, l'éolien dispose d'une exclusivité dans les zones envisagées – aucune autre activité n'y est autorisée – tout en restant interdit partout ailleurs. La pêche, le tourisme, l'exploitation du sable et des graviers, les réglementations Natura 2000 s'exercent en revanche au sein de zones réservées : pas de priorité absolue, mais simplement une « attention particulière » dans l'arbitrage avec d'autres usages. Seuls les parcs nationaux sont classés comme zones prioritaires, et les activités entrant en contradiction avec l'objectif de préservation y sont interdites.

La publication en 2012 du rapport sur le « business caritatif de l'environnement marin (6) » a provoqué une importante controverse sur le rôle que tiennent des fondations privées engagées sur des

questions environnementales, comme la Gordon and Betty Moore Foundation, dans la conduite de recherches sur la planification maritime (notamment pour l'Unesco). D'après les auteurs, qui ont passé au crible la composition des directoires de ces fondations, « il est permis de penser que [celles] qui interviennent aujourd'hui en soutien aux organisations non gouvernementales environnementales ne sont pas totalement neutres au regard des intérêts pétroliers offshore, ni au regard de l'approvisionnement d'une industrie de la très haute technologie en terres rares ». Les fondations auraient tendance à centrer leurs

(1) Paul Virilio (entretien avec Jean-Louis Violeau), *Le Littoral, la dernière frontière*, Sens & Tonka, Paris, 2013.
(2) Réédité aux Éditions Panthéon-Assas, Paris, 2013.
(3) Les autres sont : Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Pologne et Suède.
(4) Soit sur le site de Melnragė, soit au niveau de Būtingė.
(5) Exploitation des organismes marins (algues, microalgues...)
(6) Yan Giron, avec des contributions d'Alain Le Sann et la participation de Philippe Favrelière, « Blue charity business », octobre 2012.

Nico se passionne pour Dickens

Nico se perfectionne en anglais

Les nouvelles bilingues du Monde

Cet été, réveillez votre anglais avec des textes en VO/VF des grands auteurs.

Oscar Wilde - Edgar Allan Poe - Charles Dickens - Virginia Woolf, Mark Twain - Joseph Conrad - Rudyard Kipling...

Une collection de textes bilingues accompagnés d'un glossaire et d'un CD pour enrichir votre anglais avec plaisir et sans effort.

Le volume 3 4,99 € seulement!

Charles Dickens

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

20 ANS D'INDÉPENDANCE, ÇA SE FÊTE !

1996-2016 20 ANS D'INDÉPENDANCE

SAMEDI 8 OCTOBRE 2016

AU « 104 » / CENTQUATRE-PARIS À 14 HEURES

L'association Les Amis du Monde diplomatique souffle ses vingt bougies. L'occasion de revenir sur vingt ans d'indépendance et d'engagement autour du mensuel.

INFORMATIONS ET RÉSERVATION :

WWW.AMIS.MONDE-DIPLOMATIQUE.FR/20ANS

Autocritiques cathodiques en Chine

Depuis son arrivée à la tête du Parti communiste chinois, fin 2012, le président Xi Jinping n'a cessé de renforcer son pouvoir. Au nom de la lutte contre la corruption, il écarte toute personne soupçonnée de mettre en cause l'autorité du Parti, selon la vieille méthode des aveux publics, remise au goût du jour pendant la Révolution culturelle. Mais aujourd'hui, les confessions se déroulent sous l'œil des caméras.

PAR ZHANG ZHULIN *

PRÉSENTÉ comme l'un des hommes les plus riches de Chine, M. Xu Qin n'aurait été qu'un escroc. À l'instar de l'Américain Bernard Madoff, il ne devrait l'essentiel de sa fortune qu'à une pyramide de Ponzi (1). C'est en tout cas ce qu'il a «avoué» le 16 mai 2016, non pas devant un juge ou des policiers, mais sur la chaîne privée Dragon TV. Depuis 2013, ces confessions sont devenues courantes. Pas moins d'une dizaine de personnalités – acteurs ou journalistes, hommes d'affaires ou avocats, Chinois ou Occidentaux – sont passées à la Télévision centrale de Chine (CCTV, groupe de plusieurs chaînes détenu par l'État) à une heure de grande écoute pour présenter leurs excuses tant au Parti communiste qu'au pays.

Les plus rocambolesques de ces aveux ont été livrés par le Sino-Suédois Gui Min-hai, actionnaire d'une célèbre librairie de Hongkong, Causeway Bay Books, spécialisée dans la vente d'ouvrages politiques sur le pouvoir central de Pékin. Le 17 janvier 2016, il est apparu au journal de 19 heures de CCTV (le plus regardé dans tout le pays), alors qu'il s'était volatilisé depuis trois mois. M. Gui a assuré qu'il était pétri de remords pour avoir causé la mort d'une adolescente... onze ans plus tôt

et qu'il avait décidé de regagner le territoire chinois clandestinement. Une histoire peu crédible, d'autant que quatre de ses collègues ont également disparu entre le 17 octobre et le 30 décembre 2015.

Le 29 août 2013, le Sino-Américain Xue Biquan, plus connu sous le pseudonyme de Xue Manzi (Charles Xue), reconnaissait aimer les relations sexuelles tarifées et les parties fines – de mauvaises habitudes prises lors de sa vie à l'étranger, a-t-il expliqué. Star du Web, avec plus de douze millions d'abonnés à son compte Weibo (le Twitter chinois), il avait été arrêté quelques jours plus tôt par la police de Pékin accompagné d'une prostituée. Visiblement, les autorités n'en avaient pas fini avec lui. Huit mois plus tard, le 16 avril 2014, il a de nouveau eu les honneurs de CCTV : «*J'ai commis un crime... J'espère que le gouvernement pourra me donner une chance de tourner la page et de commencer une nouvelle vie. Je reconnais mes fautes. Je ne recommencerais pas*», a-t-il promis. Le jour même, il était libéré sous caution. C'est probablement la fin du cauchemar pour M. Xue, mais pas pour Chen Yongzhou, Gao Yu et Shen Hao, tous trois journalistes, ni pour bien d'autres.

« Ils voulaient le voir s'effondrer »

L'UN DES RARES journalistes de CCTV qui acceptent de s'exprimer – sous couvert d'anonymat – ne voit rien de choquant à ces méthodes : «*Vous avez le droit de refuser ce genre d'entretien, mais vous avez aussi le devoir de coopérer*». Il reprend même cette expression familière chinoise pour exprimer le consensus : «*Une seule main ne peut pas applaudir*». Ces propos ont le don de faire bondir l'avocat pékinois Liu Jianjun, lui-même emprisonné du 15 juin au 15 juillet 2015 pour avoir participé, devant le tribunal de Weifang (Shandong), à un rassemblement d'une quinzaine de personnes dont certaines portaient une banderole clamant : «*Le peuple a le droit de surveiller la justice*». Il s'agissait de défendre un de ses clients, un fonctionnaire condamné à une peine de dix ans dans une affaire de corruption. «*Si vous n'avez aucune liberté, comment pouvez-vous refuser un tel "entretien" ?* », s'insurge l'avocat. Il est resté bouche bée quand, le 22 juin, avec ses codétenus, il a vu ses confessions diffusées au journal de CCTV : «*La police m'avait affirmé à trois reprises que, si j'acceptais un entretien, mon nom ne serait pas divulgué et que mon visage serait flouté*», assure-t-il.

Des conditions de détention «*très dures* » l'ont conduit à collaborer avec la police. Selon lui, les prisonniers n'auraient que vingt minutes de promenade par jour, en dépit de la loi chinoise qui impose une heure le matin et une autre l'après-midi. De simples suspects sont plongés «*dans un climat de terreur, pour qu'ils se montrent obéissants après leur sortie* ». Les motivations d'un tel acharnement restent une énigme pour lui : «*Je n'ai aucune ambition politique ni capacité à renverser le pouvoir du Parti communiste chinois* ». En raison de ses troubles du sommeil, mais aussi pour que sa mère, une femme illettrée, ne s'inquiète pas trop, M^e Liu raconte s'être alors dit : «*Il faut que je sorte, même si c'est pour partir à la campagne et devenir paysan* ». Le 18 juin 2015, il a accepté un entretien avec CCTV, à condition de pouvoir garder l'anonymat. Le 13 juillet, il était face

aux caméras d'une dizaine de journalistes. Dix mois après avoir été libéré sous caution, il clame toujours son innocence, en prenant le risque d'irriter le pouvoir : «*Je n'ai commis aucun crime, rien fait d'illégal. C'est une humiliation totale* ».

Ancien rédacteur en chef du journal *Nanfang Dushibao*, arrêté en 2004, Cheng Yizhong a raconté au journaliste Philip Pan comment les journalistes des médias officiels mettent en scène les entretiens et tendent un piège aux détenus (2). Des employés du parquet habillés en civil viennent le chercher pour le conduire au bureau du procureur. Là, de jeunes universitaires lui disent qu'ils le vénèrent ; l'un d'entre eux cite même l'un de ses poèmes. Pour le déjeuner, le procureur a fait préparer quelques plats de son pays natal. Puis une femme se présente avec un énorme gâteau. «*Cheng, aujourd'hui, c'est ton trente-neuvième anniversaire, lui dit le procureur. Nous ne savons pas encore où tu passeras le quarantième. Mais nous souhaitons que la route qui t'y conduira soit agréable* ». Il lui tend un couteau en plastique en lui demandant de faire un vœu avant de découper le gâteau devant plusieurs photographes : «*Un instant, Cheng Yizhong a pensé à sa famille, ses larmes ont failli couler. Mais, très rapidement, il s'est rendu compte que, justement, ce sont ses larmes qu'ils cherchaient. (...) Ils voulaient le voir s'effondrer, pour capter l'image de cet instant. Les télévisions en diffusent régulièrement : les corrompus pleurent amèrement en avouant leurs crimes* ». Douze ans plus tard, le souvenir reste indélébile. Cheng Yizhong n'hésite pas une seconde sur la date de cette manipulation : «*Le 3 avril 2004, entre 11 heures et 17 heures, dans un bureau du parquet du peuple de Canton* ».

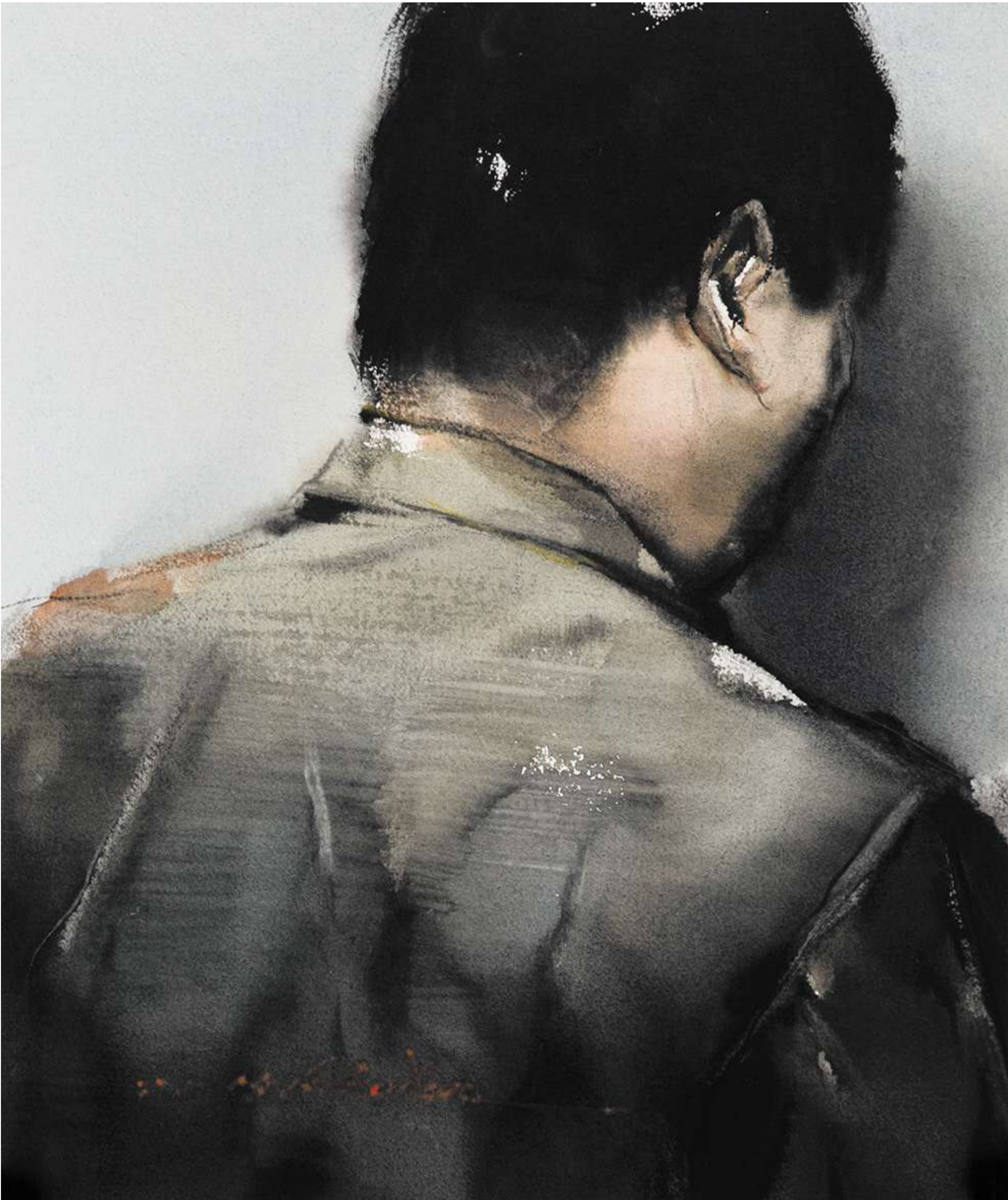
Les étrangers ne sont pas épargnés. En août 2013, le Britannique Peter Humphrey, inspecteur de la société pharmaceutique GlaxoSmithKline, est passé sur CCTV, le visage flouté. Il a avoué avoir payé des citoyens chinois pour identifier ceux qui renseignaient les autorités sur les pots-de-vin versés par son entreprise aux fonctionnaires. Le 22 janvier 2016,

c'était au tour du Suédois Peter Dahlin, fondateur d'une organisation non gouvernementale (ONG) qui vient en aide aux avocats spécialisés dans les droits humains, de confesser des activités mettant en danger la sécurité nationale, avant d'être expulsé.

«*Cette façon qu'a CCTV de forcer les gens à faire des aveux alors qu'ils n'ont même pas encore été jugés représente une violation évidente de la loi chinoise et des droits humains* », dénonce He Weifang, l'un des juristes les plus respectés du pays, professeur à l'université de Pékin. «*Si l'on considère que les médias sont des organes du Parti communiste et que CCTV est le porte-parole du pouvoir, cette obligation de "se repentir de ses péchés" devient encore plus abominable. Car, à elle seule, elle constitue une pression insoutenable sur la justice, en obligeant les instances judiciaires à suivre les conclusions de ces médias* ».

Journaliste reconnu (3), Wen Tao condamne ces pratiques : «*CCTV est devenu un tribunal, mais pas un tribunal au sens où chacun peut exposer sa défense. On ne peut l'accepter sans réagir* ». Certes, selon lui, la société actuelle est plus transparente que sous le règne du président Hu Jintao (2002-2012) : «*À l'époque de Hu, nous ignorions complètement ces affaires de corruption. Maintenant, nous en connaissons certaines, mais uniquement celles dont la publicité intéresse le pouvoir* ». Une appréciation nuancée, probablement due à sa propre expérience. En 2011, il a été jeté dans une cellule, coupé du monde pendant quatre-vingt-trois jours, sans aucune charge ni explication.

D'autres, comme Huang Tianbo, ancien coordinateur éditorial de Cable News Network (CNN), relativisent l'action du pouvoir, préférant croire que ses intentions ne sont pas forcément mauvaises : «*Pékin considère cette méthode comme un canal de transmission de l'information. Il est directif et cherche à effrayer en faisant un exemple. Mais face aux conclusions de CCTV, si humiliantes et destructrices, vous n'avez aucune possibilité de répliquer* ». Il juge vulgaire la façon dont la chaîne publique a traité l'affaire Xue Manzi : «*Imaginez combien de familles chinoises étaient à table et regardaient avec leurs enfants les histoires de prostitution de Xue. De toute façon, il est malhonnête d'utiliser les médias pour humilier quelqu'un* ».



GALERIE DOCK SUD – WWW.DOCKSUD-ARTGALLERY.COM

LI BAOXUN. – « Tribute to Thinker 4 » (Hommage au penseur 4), 2015

Une partie des Chinois ne trouvent rien à redire au rôle de ces journalistes-procureurs ; cela fait partie du système politique du pays, selon eux. Teng Biao, avocat et défenseur des droits humains, chercheur invité à Harvard, aux États-Unis, rejette fermement cette idée : «*Ces journalistes ne sont pas les victimes du système : ils y participent et sont les collaborateurs du pouvoir* ».

Les confessions télévisées rappellent l'un des souvenirs les plus douloureux de l'histoire chinoise contemporaine : les dix années (1966-1976) de la Révolution culturelle, qui donna lieu à des aveux publics forcés et à des exhibitions humiliantes dans la rue. Certains étaient obligés de porter une pancarte ; d'autres, souvent des intellectuels soupçonnés de droitisation ou d'action antiparti, avaient la tête rasée. Même Liu Shaoqi n'y a pas échappé. Accusé d'être le chef de file des capitalistes infiltrés dans le parti, cet ancien président de la République (1959-1968) fut forcé de s'exhiber avec sa femme devant un million de personnes sur la place Tiananmen, le 5 août 1967, avant d'être

torturé à mort. Sous le pouvoir du tout-puissant Xi Jinping, ce cauchemar peut-il recommencer ? On peut se le demander. Étudiant, le président fut lui-même envoyé à la campagne durant plusieurs années. Son père, Xi Zhongxun, ancien vice-président de l'Assemblée populaire et vice-premier ministre, fut victime d'une purge en 1962. Il dut s'exhiber avec autour du cou un écriteau portant son nom et la mention «*Insurgé antiparti* », puis fut emprisonné pendant quinze ans (4).

Si la punition par l'humiliation fait partie de la culture chinoise, et pas seulement durant la Révolution culturelle, elle n'est pas absente d'autres traditions : «*Ces pratiques d'aveux publics ont existé très longtemps chez les chrétiens. La spécificité chinoise tient au fait que la confession ne s'effectue pas devant Dieu, mais devant un pouvoir laïque. Autre différence : dans l'esprit du confucianisme, chacun peut se transformer en une personne morale. L'humiliation est donc une sorte de formation, et une punition pour les personnes difficiles à transformer* », analyse le professeur He Weifang.

Une tempête médiatique sans suite

DES OPPOSITIONS aux aveux télévisés se sont manifestées, mais elles restent rares. Sur les réseaux sociaux, les internautes ont tendance à être plus discrets, à s'auto-censurer. Ainsi, la formule «*Vous le savez !* » s'est propagée dans tout le pays quand on parle de sujets délicats. Cette expression ambiguë a été utilisée le 2 mars 2014 par M. Lu Xinhua, porte-parole du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), lorsqu'un journaliste du *South China Morning Post* (Hongkong) l'a interrogé sur le sort de M. Zhou Yongkang, ancien chef de la sécurité condamné à perpétuité pour recel de corruption, abus de pouvoir et divulgation intentionnelle de secrets d'État.

En mars dernier, M. Zhu Zhengfu, lui aussi membre de la CCPPC et vice-président de l'Association des avocats de Chine, a demandé officiellement la fin des aveux télévisés. La tempête médiatique qu'il a déclenchée est toutefois restée sans répercussions politiques. Plusieurs articles du site de l'hebdomadaire économique *Caixin* ont même été censurés. Le compte en anglais de *Caixin* a tweeté ce constat : «*Les commentaires*

sur la liberté d'expression de membres du Comité national de la CCPPC angoissent les contrôleurs [du pouvoir] », avant de renvoyer à ses articles interdits.

He Weifang rappelle l'article 38 de la Constitution chinoise : «*La dignité personnelle des citoyens de la République populaire de Chine est inviolable. Tous les procédés visant à insulter, à calomnier les citoyens ou à porter de fausses accusations à leur encontre sont interdits* ». L'article 12 du code de procédure pénale indique : «*Sans un jugement du tribunal du peuple, nul ne peut être reconnu coupable* ». Les lois chinoises ont déjà tout prévu. Mais pour les faire appliquer, la route semble sans fin.

(1) Lire Ibrahim Warde, «*Ponzi, ou le secret des pyramides* », *Le Monde diplomatique*, août 2009.

(2) Philip Pan, *Out of Mao's Shadow. The Struggle for the Soul of a New China*, Simon & Schuster, New York, 2009.

(3) Il collabore avec le *Global Times*, le *Nandu Zhoukan*, la chaîne Phoenix Chinese News and Entertainment (Phoenix CNE) ou le site Initium Media (Hongkong).

(4) Mingjingnews, 2 juillet 2014.

* Journaliste à *Courrier international*. Chroniqueur au *South China Morning Post* (Hongkong) et à *Lianhe Zaobao* (Singapour).

UN ÉCRIVAIN, UN PAYS

Soleil, plage et plus à Lesbos

ET, COMME plusieurs déjà l’avaient fait cette saison après s’être gauchement dépatouillées de leur jupe, cette petite bonne femme aussi (pas laide mais pas inoubliable) dit à Midas que ce n’était guère dans ses habitudes de plonger sous la couette avec un homme qui, dix heures plus tôt, n’était encore qu’un inconnu. Le genre à vouloir se dédouaner. Envers elle-même. Car elle connaissait évidemment les rumeurs à propos de ces hôtels-clubs de vacances où des dames font des avances au personnel parce que, comme chacun sait, l’occasion fait le larron. Mais elle-même n’était pas comme ça, non, personne ne pouvait en douter. Elle n’avait pas du tout réservé des vacances sur cette île avec l’arrière-pensée de s’envoyer en l’air. Mieux encore, elle avait toujours eu son opinion faite sur ce genre de destination. Elle mettait dans le même sac clubs de vacances avec animateurs et camps disciplinaires. Les *city-trips* européens correspondaient mieux à son caractère : Lisbonne, Berlin, Barcelone. Ou alors des perles moins connues comme Gand, si Gand ne se trouvait pas en Belgique, où l’on pouvait craindre un attentat. Deux ou trois jours, assez pour recharger les batteries, avec en poche une liste des choses intéressantes à voir dont on n’était pas obligé de cocher toutes les rubriques. Les grands poncifs la laissaient indifférente. Rendez-vous compte, elle avait réussi à aller deux fois à Rome sans voir le Colisée. La tour Eiffel, pour elle, n’était qu’un pylône électrique beaucoup trop grand pour le paysage. Elle connaissait les cartes postales, la réalité n’avait probablement rien à ajouter.

Cette fois, elle avait été trop fatiguée pour s’organiser un *city-trip*, pour des raisons qu’elle n’avait pas forcément besoin d’expliquer à un parfait inconnu (une histoire avec un type, supposa-t-il). Les sempiternelles flâneries dans des ruelles médiévales, les cavalcades entre musées et cathédrales, l’idée seule l’avait soulée. Elle voulait se la couler douce, avoir droit à la paresse, au vide, on appelle ça des vacances à la plage : faire la crêpe toute la journée. Elle allait acquérir, ce faisant, un bronzage qui, pour la majorité de la gent touristique, représente la motivation essentielle. Mais c’était pour elle secondaire, quoique pas désagréable. Elle avait cherché sur Internet un lieu de villégiature, trouvé quelques incroyables promotions pour ceux qui se décident vite et tardivement. Elle avait déjà indiqué toutes les coordonnées de sa carte Visa, mais elle hésitait encore – elle était Balance, ces gens hésitent toujours, paraît-il –, fallait-il procéder au dernier clic ? Après avoir finalement tranché, elle avait été submergée par un sentiment de honte ; elle allait, hé oui, passer une semaine dans un de ces clubs de merde. Savait-il seulement, demanda-t-elle à son animateur après avoir fait l’amour, qu’elle avait dû aller dare-dare s’acheter un maillot juste avant le départ ? Plaisir aquatique : un oxymoron. Jadis, elle avait été ce genre de jeune fille qui prétend toujours avoir ses règles quand il y a natation à l’école.

Lui l’avait remarquée près de la piscine, ce midi, dans un bikini rouge, haut triangle et slip assorti de Hunkemöller, une marque qui, en général, n’a pas grand succès auprès des femmes qui apprécient au plus haut point la présence d’un *beachboy* et d’un *banana colada*. Son teint trahissait le fait qu’elle n’était pas sur l’île depuis longtemps, deux jours tout au plus, et qu’elle utilisait une lotion à indice de protection extrêmement élevé. Elle lisait *Berlin Alexanderplatz*.

« Un livre formidable, et une adaptation au cinéma tout aussi formidable », lui avait lancé Midas, frôlant son fauteuil de plage tandis qu’il se dirigeait en flânant vers le stand de tir à l’arc.

Sa remarque aurait pu être celle du garçon vachement cool. Le meilleur truc pour séduire. Car on peut sans doute dire à chaque lectrice à demi nue qu’elle a quelque chose d’extraordinaire entre les mains, et qu’il doit en exister une adaptation cinématographique. D’ailleurs, la plupart de ces touristes ne lisent probablement que des livres qui sont effectivement devenus des films. Elles lisent le bouquin *grâce* au film. Pour autant qu’elles lisent.

Le club avait une petite bibliothèque, pas tant par conviction, mais parce que ça faisait bien sur le site Web de l’hôtel, une petite rubrique supplémentaire dans la liste de tous les confort disponibles. L’animatrice qui se tenait tous les jours de 10 heures à 16 heures derrière le comptoir s’ennuyait comme un rat mort et avait les ongles les mieux entretenus de tout le personnel.

Midas s’intéressait aux livres que lisaient les femmes à la piscine : ils trahissaient leur langue, leur origine. L’une d’elles lisait *As Cinquenta Sombras de Grey* tout en n’étant pas trop laide. Il lui souhaita alors, l’air de rien : *boa tarde*. Il parlait sept langues, et pour au moins quatre d’entre elles il les avait apprises au lit. Ce que l’on pouvait interpréter littéralement, car jadis c’est toujours couché qu’il avait étudié pour ses examens. Pendant toutes ses années d’adolescence, son matelas avait été son biotope, mi-bureau, mi-lieu de sommeil.

Le titre de ce livre-ci posait cependant un problème. *Berlin Alexanderplatz* n’avait sans doute pas été traduit. S’y risquerait-on ? *Berlin, place Alexandre* ? Il avait donc choisi de la saluer en anglais. Un livre formidable, un film formidable. Et voici posée la première pierre. Bingo.

* Écrivain belge. Auteur notamment de *La Merlitude des choses*, Denoël, Paris, 2011. Dernier ouvrage paru en français : *Comment ma femme m’a rendu fou*, Denoël, 2015.

Son roman « Hôtel Problemski » (Christian Bourgois, 2005) décrivait de façon mordante la vie des demandeurs d’asile hébergés dans le centre d’accueil belge d’Arendonk. Avec cette nouvelle, rédigée au début de l’année 2016, l’écrivain flamand Dimitri Verhulst choisit au contraire de ne les évoquer qu’en faisant briller cruellement leur absence : dans les îles grecques, les vacanciers ont de tout autres préoccupations.

PAR DIMITRI VERHULST *



MARIE-ANITA GAUBE. – « Extension du désir », 2015

Une femme en maillot Hunkemöller devant un échantillon de littérature universelle : pour une bonne part de la gent masculine, rien de bien passionnant en perspective. Midas n’aura pas à craindre une grande concurrence de la part de ses collègues.

Il avait dû, à 16 heures, recruter parmi les gens à la piscine pour les jeux-apéro. Il détestait cette partie de son boulot, mais parvenait bien à le cacher. La plupart du temps, il lui suffisait de crier : « Jeux-apéro ! », et les candidats se précipitaient vers lui. Des hommes gros, des hommes musclés, des dames trop minces, des dames avec des bourrelets : les jeux-apéro étaient adorés par des possesseurs de corps hétéroclites. Elle avait jeté un regard méfiant sur le remue-ménage depuis son fauteuil de plage, utilisant son livre comme écran de protection, faisant semblant de lire, craignant qu’on ne lui adresse la parole. Mais les angoisses existent pour être confirmées : on lui adressa bel et bien la parole !

Elle n’avait jamais été une participante, à rien. L’esprit d’équipe lui était toujours resté étranger. C’est avec un dégoût quasi digne d’une explication scientifique qu’elle avait toujours considéré l’esprit grégaire des associations de jeunesse. Mais ça lui semblait trop long à expliquer, une explication qu’elle ne devait à personne, et certainement pas à un animateur : « *Je suis comme je suis, point barre.* »

Elle eut la sensation d’être observée, son quant-à-soi fut interprété par les autres comme un reproche. Si l’humanité ne pouvait s’unir dans l’idiotie, alors dans quoi donc ? Son arrogance la rendait complice de tout ce qui allait mal dans le monde. Et par conséquent, pour dire quelque chose, elle demanda ce qu’étaient les jeux-apéro.

« Les jeux-apéro ? Bof, un truc stupide. »

Elle ne pouvait savoir combien cet animateur futé était sincère en disant ça.

« Et pourquoi ferait-on un truc stupide ? »

– *Parce que c’est stupide !* »

Ça avait beau être plausible, ce n’était pas de cette façon qu’il allait la convaincre.

« Tu vois, c’est vraiment nul. On jette des balles dans des trous faits dans une planche, et celui qui obtient le plus de points reçoit un cocktail gratuit offert par le club. Rien d’autre. Ça dure cinq minutes. Et, pendant ce temps, tes yeux se reposent de ta lecture. »

STUPIDE, le jeu l’était, indubitablement ; on pouvait le déduire de la joie bruyante qu’il provoquait chez une trentaine de désœuvrés. Elle-même, depuis le jardin d’enfants, n’avait plus rien fait d’aussi infantile, jeter des balles dans les trous d’une planche, allez, et elle eut en outre à déplorer l’existence bien réelle de la baraka des débutants. Sa victoire fut acclamée par une bande de Britanniques, des célibataires dotés hélas de cordes vocales performantes. Ils avaient déjà tellement bu qu’ils allaient assurément se taper tout à l’heure, sous le soleil de plomb, un fameux coup de bambou.

Il l’a emmenée au bar, où Nikos, le champion d’Europe des barmans (disait-on), se préparait pour son one-man-show. Sa devise : le shaker, c’est pour les filles ; le pilon, c’est pour les garçons ! Devant sa Belle Pêche, les abstinentes de la plus stricte observance

viraient de bord. « *En fait, je ne bois jamais pendant la journée* », disait la belle pas inoubliable.

Pas de problème, on avait aussi des cocktails sans alcool, ici. Les gosses de 5 ans en raffolaient. Et puis, pas besoin de prendre trop à la lettre les règles des jeux-apéro, si elle avait envie d’un Coca ou d’un café, c’était OK. Après un examen superficiel de la carte des boissons, elle se décida pour une Black Widow Spider, une cochonnerie à base de Coca, de glace vanille et de réglisse. Lui prit un Henri Bardouin et, vu que le barman n’avait pas attendu qu’il ait choisi, elle en déduisit qu’il s’envoyait plusieurs par jour. Le métier d’animateur était certainement pénible pour le foie et pour le zob.

« *L’idée, maintenant, c’est de boire nos cocktails ensemble au bar ? Je ne connais pas vraiment les coutumes de ces clubs de vacances, c’est la première fois que je me retrouve larguée dans un de ces bazars.* »

La boisson lui était offerte en sa qualité de triomphatrice d’un petit jeu débile, ni plus ni moins, et si elle avait envie de la lamper quelque part seule dans un coin, c’était son affaire.

« *Mon livre est resté sur mon fauteuil de plage.* »

En vérité, pas mal de choses avaient déjà été volées dans cet hôtel, mais un livre, jamais.

Une petite conversation de politesse au bar, à propos de ces questions dont animateur et client parlent toujours lors d’un premier contact, et à son grand étonnement elle avait même ri à plusieurs reprises de ses plaisanteries bordées de noir. Elle s’était dit : ce bonhomme a une vieille âme et ne le sait pas. Elle le remercia pour le verre, et retourna auprès de son livre.

Les rencontres dans un club de vacances se produisent selon une valse à contresens : pendant la journée on lie connaissance au bord de la piscine,

quasi nus, et le soir, au bar, on poursuit la conversation, on s’engage vers l’autre, on se dévoile, habillés chic et de pied en cap. Midas avait déjà souvent été fasciné par le fait qu’il pouvait rencontrer une femme, une fille aux seins nus, libre et naturelle, et que c’était la chose la plus normale au monde... et puis que cette même femme, plus tard, se mettait à faire des chichis au moment d’enlever son soutien-gorge, jouant les timides.

LA NOUVELLE venue apparut au bar vers 21 h30, seule, comme elle l’avait été toute la journée, en jeans et tee-shirt sans slogan. Son animateur de l’après-midi était déjà là, seul également, bizarrement installé devant un Henri Bardouin. Elle s’était attendue à ce que ces types fussent constamment harcelés par un essaim de filles. Ils avaient à prodiguer d’urgence les premiers soins aux femmes récemment divorcées. Mais, malgré la présence de nombreuses demoiselles, dont un certain nombre avaient fait précéder leurs vacances de trois mois de régime strict, il était assis là, sur son haut tabouret, manifestement pas intéressé par la belle viande offerte. Il aurait été un peu étrange de ne pas lui souhaiter le bonsoir, elle le connaissait, non ? Il était jusqu’à nouvel ordre le seul représentant de l’espèce humaine qu’elle connût sur cette île, et elle demanda si ça ne le dérangeait pas qu’elle s’assieye près de lui.

« Tu en as finalement eu marre de lire ? »

– *Je ne sais pas si je dois absolument lire ce truc jusqu’au bout. C’est bien écrit, c’est même superbement écrit, mais c’est tout le temps la même chose.* »

Ça, il en convenait volontiers. Beaucoup d’écrivains rataient la marche vers le chef-d’œuvre absolu parce que leur envie d’écrire un gros bouquin était trop forte. Et elle tint pour possible qu’il eût effectivement lu *Berlin Alexanderplatz*.

Elle prendrait bien un verre ?

Un gin-tonic alors. Pour le moment, tout le monde buvait du gin-tonic. Même se soûler la gueule a ses modes.

Il remarqua que la musique la dérangeait. « *Sorry, mais ici, sur l’île, ils croient que le hit-parade a un effet stimulant sur la libido.* » Et avant de s’en être bien rendu compte, elle lui balançait la question : alors quelle musique, d’après lui, serait bénéfique à la libido ? Elle ne connaissait aucun des artistes qu’il lui cita. Sa première tache de vieillesse, sans doute.

Elle trouvait que PJ Harvey était ce qu’un haut-parleur pouvait sortir de plus bandant. Bandant, suffisait qu’elle prononce le mot, et elle se sentait déjà toute chose.

Deux heures plus tard, ils l’avaient fait ensemble, de la façon dont tous les enfants pensent que leurs parents le font exclusivement. Elle avait regardé le ventilateur tourner gentiment au plafond. Qu’elle ait eu un orgasme, elle l’attribua au gin-tonic et parce que ça faisait déjà un peu trop longtemps. Ils étaient couchés côte à côte sur le dos. Éphémères et vides. Et elle fut soudain prise d’un fou rire : nom d’un chien, elle l’avait fait avec un animateur !

Et lui avec une prof. Une Danoise. Sa quatrième cette saison. Sa quatrième prof. Sa neuvième Danoise.

Traduit du flamand par Danielle Losman.



EUROPE		AMÉRIQUES	ASIE
COMPRENDRE LA POLOGNE. Société, politique et institutions. – Sous la direction d’Anna Pacześniak et Jean-Michel De Waele <i>L’Harmattan, Paris, 2016, 290 pages, 30 euros.</i> Cet ouvrage collectif offre des éléments d’analyse éclairant les transformations politiques et sociales qu’a connues la Pologne depuis la sortie du communisme, en 1989. A partir des contributions de sociologues, d’historiens et de politistes polonais, il met en lumière, en une synthèse accessible, ce qui s’est joué avec la « transition vers la démocratie » et l’entrée dans l’Union européenne. Le chapitre sur la politique économique rappelle utilement les coûts sociaux de la transformation postcommuniste (destructions d’emplois et augmentation du chômage, notamment), souvent oubliés dans les commentaires qui ont vanté ces dernières années le « miracle polonais ». Cette toile de fond, complétée par des rappels historiques et des analyses du système politique, permet de mieux comprendre le résultat des élections de fin 2015 et le retour au pouvoir du parti Droit et justice, nationaliste et conservateur. VALENTIN BEHR PRIVATE ISLAND. Why Britain Now Belongs to Someone Else. – James Meek <i>Verso, Londres, 2015, 238 pages, 8,99 livres sterling.</i> À quoi sert un gouvernement qui s’est dépouillé de certaines de ses fonctions essentielles – loger, soigner, aider ? A travers des questions de ce type, <i>Private Island</i> ne s’intéresse pas seulement à la partie émergée de l’iceberg – les scandales économiques d’une série de privatisations remontant aux années Thatcher (1979-1990) –, mais analyse aussi leurs conséquences à long terme sur le quotidien des Britanniques, et dans leur chair. Six portraits-enquêtes retracent les histoires de la poste, des chemins de fer, de l’accès à l’eau, à l’électricité, au logement, aux soins médicaux, et leur lot de tragédies individuelles. Entre l’analyse et le reportage, le style, mêlant observations personnelles et entretiens, réflexions historiques et statistiques, allie fluidité et précision. Si James Meek – qui est écrivain et journaliste – reconnaît n’avoir aucune solution miracle à offrir, il pose les questions qui permettent d’en dessiner les contours. COPÉLIA MAINARDI		MIGRANTES. Clandestino verso il sogno americano. – Flaviano Bianchini <i>BFS Edizioni, coll. « A margine », Pise, 2015, 230 pages, 18 euros.</i> L’Italien Flaviano Bianchini décide de se mettre dans la peau d’un migrant et de suivre un des chemins empruntés clandestinement chaque année par des milliers de pauvres tentant de gagner l’eldorado américain. Deux semaines de traversée du Mexique sur le toit de trains de marchandises, puis trois nuits de marche dans le désert de Sinaloa, en groupe derrière un guide indigène. Un périple marqué notamment par l’omniprésence du risque – de la chute et de l’agression, du racket des cartels, puis de l’arrestation par la police ou les milices des États-Unis. Dans le récit détaillé de cette série d’épreuves se glissent quelques témoignages biographiques saisissants et des précisions sur le délabrement de la société mexicaine, les raisons et l’ampleur du drame migratoire, l’exploitation de ces futurs immigrés, ainsi que des considérations argumentées sur l’absurdité et la violence des politiques de fermeture des frontières. NICOLE THIRION FROM #BLACKLIVESMATTER TO BLACK LIBERATION. – Keeanga-Yamahtta Taylor <i>Haymarket Books, Chicago, 2016, 300 pages, 17,95 dollars.</i> Comment une mobilisation contre les violences policières, qui visent d’abord les Afro-Américains, a-t-elle pu émerger sous le mandat du premier président noir des États-Unis ? A partir d’une étude du mouvement Black Lives Matter (« Les vies des Noirs comptent »), qui s’est affirmé après l’été 2014, Keeanga-Yamahtta Taylor, enseignante à Princeton, décrit la persistance du racisme outre-Atlantique ainsi que la détérioration des conditions de vie des classes populaires en général, et des Noirs en particulier, depuis les années 1970. Elle analyse l’émergence d’une élite politique noire et ses préjugés sur une prétendue « culture de la pauvreté » des Afro-Américains. Dans un style d’une limpidité redoutable, elle défend enfin le potentiel interracial de Black Lives Matter : le mouvement pourrait selon elle rallier d’autres groupes sociaux dans la lutte contre les élites (noires ou blanches) et pour la redistribution des richesses. Ainsi, le combat antiraciste serait tout sauf « spécifique ». CLÉMENT PETITJEAN LE POUVOIR POPULAIRE. La pensée de la transformation sociale en Amérique latine. – Hector Mendez <i>L’Harmattan, Paris, 2015, 520 pages, 49 euros.</i> « Pour le pouvoir populaire, le sujet historique de la transformation sociale n’est pas une classe sociale particulière, mais un sujet pluriel, le peuple. » Cette étude fouillée, issue d’une thèse de doctorat, tient davantage du traité de philosophie critique que de la sociologie pragmatique de l’émancipation en Amérique latine. Hector Mendez ne cache pas être favorable à la « construction d’un pouvoir plébéien articulé politiquement » qui puisse mettre en place une stratégie vers la « transition socialiste ». La question de l’État et de sa dissolution, celles du populisme et de la conquête de l’autonomie des classes subalternes, les tensions entre horizontalité et ce qu’il appelle « commandement » sont abordées à partir d’auteurs venant aussi bien du marxisme que de la théologie de la libération. Se plaçant avant tout sur le plan des idées et du débat théorique, Mendez agrmente son propos d’exemples concrets montrant clairement sa préférence pour la construction d’un pouvoir populaire « par en bas », tel que le défendent les zapatistes du Chiapas au Mexique ou le Front populaire Dario Santillán et les <i>piqueteros</i> en Argentine. FRANCK GAUDICHAUD	TOUJOURS PLUS À L’EST. – Benjamin Pelletier <i>Philippe Picquier, Arles, 2016, 162 pages, 17 euros.</i> Lire Benjamin Pelletier, c’est se glisser dans l’écriture d’un voyageur peu ordinaire. Parti un an enseigner le français à Séoul, il livre ses réflexions sur le pays au fil de vagabondages méditatifs qui restituent l’essence de choses simples. Étonnamment, son ignorance du coréen lui donne une autre forme d’acuité, lui permettant de voir au-delà des mots, de percevoir et de sentir. Il s’attache aux petites gens, décryptant les messages cachés et les codes subtils de la vie quotidienne, puis, peu à peu, glisse à des réflexions plus enlevées. Le ginseng ou la mandragore ramènent au sang des morts ; les fantômes se dérobent dans la poudre de piment rouge ; une excursion à la ligne de démarcation entre les deux Corées vient rappeler que cette bande terrestre de quatre kilomètres de large est aussi une zone de biosphère. On descend alors vers le sud, vers l’île de Cheju et le mont Hallasan, pour de nouvelles rencontres – un joueur de go, une jeune femme au pied bot –, avec un constant bonheur : celui d’être loin des certitudes, dans une brume bienveillante. GENEVIÈVE CLASTRES
PROCHE-ORIENT		CINÉMA	
SYRIE. Anatomie d’une guerre civile. – Adam Baczko, Gilles Dorransoro et Arthur Quesnay <i>CNRS Éditions, Paris, 2016, 412 pages, 25 euros.</i> Fruit d’études de terrain, cet ouvrage de politistes apporte un éclairage singulier sur le conflit qui déchire la Syrie, et plus particulièrement sur l’organisation des régions échappant au contrôle de Damas. Les auteurs mobilisent des concepts des sciences sociales et les appliquent au contexte syrien : importance dès 2011 des liens sociaux et des solidarités militantes lors des mobilisations, adaptation des répertoires d’action face à la répression, coût élevé de l’engagement militant (surtout pour les femmes) ou encore stratégie de mobilisation basée sur la « communautarisation du politique ». En outre, les questions de l’accès aux ressources et de leur gestion expliquent selon eux en partie les dynamiques et les stratégies : fusion ou rapprochement de groupes armés incapables de se maintenir faute de moyens, adoption d’un « discours islamique pour attirer les financements », fonctionnement des administrations locales passées sous contrôle de l’insurrection, mobilisation ou transformations du capital social, économique, militaire, qui entraînent une modification en profondeur des configurations antérieures. NICOLAS APPELT LIBAN-SYRIE, INTIMES ÉTRANGERS. Un siècle d’interactions sociopolitiques. – Éli-zabeth Picard <i>Sindbad - Actes Sud, Arles, 2016, 400 pages, 26 euros.</i> La politiste Éli-zabeth Picard revient sur la période ottomane, qui a durablement structuré la relation entre le Liban et la Syrie, « deux pièces d’un même puzzle qui ne trouvent qu’ensemble leur place dans un tableau ». Elle montre comment des « blocs de pouvoirs » aux intérêts divergents en sont venus à s’affronter, dès la période mandataire et après l’indépendance des deux pays. La guerre civile libanaise (1975-1990), marquée par l’intervention de Damas, entraîne une reconfiguration politique nationale avec l’émergence de « nouveaux entrepreneurs du politique » recourant à la violence. Elle ouvre la voie à la prédation syrienne de secteurs centraux (armée, immobilier, banques) à travers des « réseaux sociaux et économiques » transfrontaliers. Quant au retrait syrien du Liban (2005), il marque, sur le plan économique, « une série d’ajustements permettant de prolonger des échanges mutuellement fructueux ». Enfin, l’auteure met en lumière l’importance de la frontière (tracé international, enjeu de pouvoir, lieu d’échanges et de représentations) dans le conflit syrien actuel, qui se « joue » au Liban plus qu’il n’y « déborde ». N. A.		L’INTÉRÊT GÉNÉRAL ET MOI (2015). – Sophie Metrich et Julien Milanese <i>En salles.</i> L’autoroute A65 Pau-Langon, la ligne ferroviaire à grande vitesse du Sud-Ouest et l’aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Autour de ces trois dossiers qui ont défrayé la chronique, Sophie Metrich et Julien Milanese s’interrogent sur la notion d’« intérêt général » brandie par l’État et ses technocrates face au mécontentement des citoyens. Leur constat est amer quand ils filment ce qui a déjà été réalisé, comme l’A65. Mais devant le travail de fourni des associations, qui contestent point par point les conclusions des enquêtes publiques et mobilisent des habitants du cru sur l’aberration des projets et l’opacité des choix, en particulier pour ce trompe-l’œil qu’est le « partenariat public-privé », souvent concédé à des multinationales, ils sont enclins à plus d’optimisme. Interrogeant, à Notre-Dame-des-Landes, un couple d’élèves qui ont refusé de partir et qui soulignent le rôle des « zadistes » dans leur détermination, les réalisateurs montrent que ces combats ont de l’avenir parce qu’ils agrègent désormais des populations très différentes. Ce film est dédié à Rémi Fraisse, tué sur le site du barrage de Sivens. PHILIPPE PERSON	
		L’ASIE DU SUD-EST 2016. Bilan, enjeux et perspectives. – Sous la direction d’Abigaël Pesses (<i>Irasec, Bangkok, 2016, 456 pages, 24 euros</i>). – Depuis une décennie, l’Institut de recherche sur l’Asie du Sud-Est contemporaine (Irasec) fait appel à des chercheurs issus d’horizons variés pour une publication annuelle de synthèse. Au fil des contributions de l’édition 2016, une interrogation revient : doit-on déplorer la faible intégration régionale ou se réjouir des difficultés que rencontre la création d’un espace de libre-échange ? Sur le plan politique, en dépit de la victoire électorale de M^{me} Aung San Suu Kyi en Birmanie, l’autoritarisme n’a guère reculé dans la zone. À noter également, outre un utile répertoire des principaux partis politiques, une analyse du rôle de l’Inde dans la région.	

LITTÉRATURES

Ce pays est ton pays

Jardins de la dissidence de Jonathan Lethem

Traduit de l’anglais (États-Unis) par Bernard Turle, Éditions de l’Olivier, Paris, 2016, 487 pages, 23,50 euros.



OCCUPER. Occuper, habiter les marges du rêve américain. Ou les pointillés de la colère. Afin de mieux les subvertir. Rose Zimmer est une obs-cure Juive new-yorkaise communiste, épouse d’Albert, « un héritier juif per-suadé d’être allemand alors même que les nazis défilaient sous ses fenêtres », tout juste débarquée dans le grand exil américain. Pour elle, l’histoire com-mence à Sunnyside Gardens, « village socialiste utopiste patenté de la loin-taine banlieue », dans le Queens de New York. Là où il est pensable de tenter la révolution, à grand renfort de dialectiques féroce-ment groupusculaires, for-cément avant-gardistes, dans cette zone prolétaire où petits Blancs, Juifs et Noirs mêlent antifascisme, fascination pour le Front populaire, dévotion au « petit père des peuples »... Une façon de s’approprier ces effervescences mondiales transfigurées par la guerre et la victoire, avec la certitude que l’his-toire s’accélère et que vous en êtes. Mais les lendemains parfois déchantant : quand le Parti, soupçonnant Albert d’espionnage, décide de l’envoyer dans la toute jeune République démocratique allemande, au terme d’un procès intime qui signera la fin de cette « passagère fièvre hormonale », son mariage avec Rose. Celle-ci élèvera seule leur fille Miriam. Mais seule ne signifie pas iso-lée : il y a Lenny, son cousin ; Sol, le chef de la cellule ; il y a surtout son amant, Douglas, noir, flic – et cause de son exclusion du Parti... C’est ainsi que Rose occupera, habitera la colère. Et la transmettra à Miriam, qui en redéfinira contours et contenu.

À l’utopie trahie du communisme, la jeune femme préférera l’entropie underground. Ce qui commence par le nécessaire arrachement aux lieux dont Rose est à la fois la prisonnière et la gardienne, et continue avec l’occupation jubilatoire d’un Greenwich Village où viennent errer folkeux et poètes. Les temps changent... Miriam rencontre Tommy Cogan, vrai-faux Irlandais et guitariste médiocre, qui découvre qu’on ne l’a pas attendu. Puis ce *hobo* bizarre qui nasille de drôles de ballades et porte le nom d’un poète alcoolique, Dylan. Mais, après tout, il y a tant de choses à chanter... Ne serait-ce que pour cette Miriam drôlement attifée, qui emmène Tommy dans le Queens parce qu’il faut tout voir pour mieux dénoncer et, au passage, devient son amante, puis sa femme, puis la mère de leur fils Sergius. Communautés, manifestations pour la paix au Vietnam, soutien aux Black Panthers, leur vie oscille entre débrouilles musicales et luttes collectives. Jusqu’à ce jour où tous deux décident de partir soutenir la révolution sandiniste au Nicaragua en laissant Sergius dans une communauté pédagogique mi-hippie, mi-quaker. Ni Miriam ni Tommy ne reviendront. Perdus ou laissés pour morts dans leur maquis idéalisé. Sergius sera différent : il se fonde dans le monde, puis succombe à l’obsession familiale quand il rencontre une fille, guitariste comme son père, et l’accompagne à Wall Street, en plein mouvement Occupy.

Jonathan Lethem, né en 1964, connu d’abord pour ses romans de science-fiction (*Flingue sur fond musical*, J’ai lu, 1996), n’oublie rien ni personne dans cette fresque en blues majeur qui dit un demi-siècle d’une autre Amérique. À lire en écoutant, par exemple, *This Land Is Your Land*, cette chanson qu’écrivit dans les années 1930 un autre utopiste obstiné, Woody Guthrie.

ARNAUD DE MONTJOYE.

AFRIQUE

Barbouzes et mystères de la « Françafrique »

CHACQUE président français promet, en début de mandat, d’en finir avec la « Françafrique »... puis passe à autre chose. Dans leur vaste enquête (1), Pascal Airault, ancien journaliste à *Jeune Afrique*, et Jean-Pierre Bat, responsable du fonds Jacques Foccart aux Archives nationales, relèvent qu’au relatif silence des années Foccart – qui pilotait dans la discrétion depuis l’Élysée les obligés de Paris – a succédé « le bruit froissé ou étouffé » des « mystères » françafricains. Les scandales évoqués par la presse ne sont souvent que la partie émergée de l’iceberg. S’appuyant sur de nouvelles sources, les auteurs passent en revue près d’une trentaine d’opérations, du détournement de l’avion du Front de libération nationale (FLN) algérien en 1956 à l’exfiltration du président burkinabé Blaise Compaoré en 2014.

Sont ainsi mis en lumière l’empoisonnement du Camerounais Félix Moumié, le soutien clandestin apporté au président nigérien Hamani Diori (contre le parti nationaliste et marxiste Sawaba), les opérations de déstabilisation de la Guinée-Conakry, l’appui discret à Jonas Savimbi en Angola, la première opération du mercenaire Bob Denard aux Comores ou le coup de pouce à la chute du président ivoirien Laurent Gbagbo en avril 2011.

Sous les présidents Nicolas Sarkozy et François Hollande, de mystérieux intermédiaires et négociateurs ont repris du service, notamment pour tenter de dénouer les prises d’otages. Dans ses Mémoires (2), l’ambassadeur

Jean-Marc Simon, qui fut également directeur du cabinet de plusieurs ministres de la coopération de droite, ne craint pas de rendre hommage aux « hommes de l’ombre, émissaires si souvent décriés » qui sont « parfois néces-saires pour accomplir ce que ni les diplomates ni les politiques ne peuvent, seuls, mener à bien ». Il donne l’exemple du grand marchandage triangulaire organisé en 1987 entre l’Afrique du Sud, l’Angola et le Mozambique pour assurer la libération du coopérant français Pierre-André Albertini, arrêté pour avoir transporté des armes destinées au Congrès national africain (ANC). Une issue qu’il interprète comme un prélude à la libération, trois ans plus tard, de Nelson Mandela.

Sur le devant de la scène à des moments décisifs (guerres impliquant le Tchad dans les années 1980, événements du Rwanda dans les années 1990, coups d’État en Centrafrique dans les années 2000), ce diplomate chevronné, longtemps en poste au Gabon, a terminé sa carrière en Côte d’Ivoire, où il a été un acteur-clé de l’éviction des époux Gbagbo. Si la « Fran-çafrique » de Foccart lui paraît dépassée, Simon est conscient qu’un « sentiment d’abandon et de désamour s’est peu à peu enraciné en Afrique francophone ». Il considère cependant que l’Afrique et la France « ont encore de belles pages à écrire ensemble ». À condition que les responsables français sachent ne pas se montrer « trop chiches ou trop frileux, ou – à l’inverse – trop directifs et trop irrespectueux ».

Afin de percer les secrets de l’uranium africain (3), Gabrielle Hecht a, quant à elle, fait le tour des sites miniers – Gabon, Madagascar, Afrique du Sud, Namibie – pour interroger le personnel et fouiller les armoires oubliées. Rappelant que la bombe lâchée sur Hiroshima était chargée d’uranium congolais et que les mines d’Afrique ont fourni entre 20 % et 50 % du minerai nécessaire aux Occidentaux durant la guerre froide, cette professeure d’histoire à l’université du Michigan souligne que le statut d’installations nucléaires n’a pas été accordé à ces mines. Les pays producteurs de minerai n’ont pas davantage été invités à rejoindre le club des États nucléaires. Durant plusieurs décennies, la surveillance sanitaire et environnementale de ces gisements a ainsi été déficiente. « *À combien, s’in-terroge-t-elle à l’issue de cette magistrale enquête de terrain, s’élèveraient les factures d’électricité aux États-Unis et en Europe si le prix de l’uranium incluait le coût réel de la nucléarité en Afrique ?* »

PHILIPPE LEYMARIE.

(1) Pascal Airault et Jean-Pierre Bat, *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d’État*, Tallandier, Paris, 2016, 208 pages, 18,50 euros.
(2) Jean-Marc Simon, *Secrets d’Afrique. Le témoignage d’un ambassadeur*, Le Cherche Midi, coll. « Documents », Paris, 2016, 352 pages, 18,50 euros.
(3) Gabrielle Hecht, *Uranium africain, une histoire globale*, Seuil, coll. « L’Univers historique », Paris, 2016, 416 pages, 23 euros.



DU MONDE

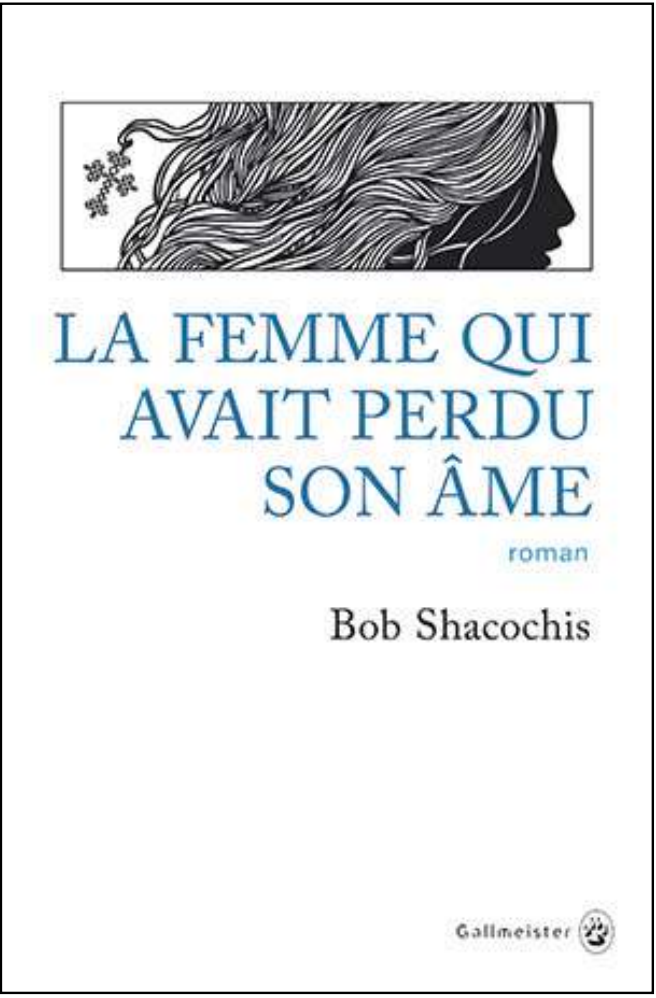
Gloire aux causes perdues

La Femme qui avait perdu son âme
de Bob Shacochis

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par François Happe, Gallmeister,
Paris, 2016, 793 pages, 28 euros.

C'E N'EST PAS vraiment une saga ni un polar, encore moins un essai, même s'il est instructif, mais bien un roman, un ouvrage-fleuve divisé en cinq livres, d'une construction aussi originale qu'époustouflante, leçon de géopolitique, travail d'historien allergique au sens chronologique. Pour son quatrième roman (1), le vétéran des causes perdues qu'est Bob Shacochis, grand lecteur de Joseph Conrad, s'obstine.

Jackie, alias Renee, alias Dottie, fille d'un diplomate mondain et cynique, est assassinée dans le nord d'Haïti. C'est sur ses traces que le roman va dérouler son enquête. Elle était photographe, passionnée de rites ou d'orgies vaudous : elle espérait retrouver son âme perdue – «*Est-ce que je crois que l'âme existe ? Oui. Qu'est-ce que c'est ? Je ne sais pas. (...) Qu'est-ce qui arrive aux gens qui perdent leur âme ? Ils semblent mourir et renaitre dans le but d'engendrer l'horreur et le malheur dans le monde.*» Elle flirte, inconsciente, avec tous les dangers d'un pays qui n'est exempt d'aucun. Disparue, Jackie l'irrésistible, l'incontrôlable, reste ce qui amante le récit, reconstruction hachée de sa vie, où son père, tout aussi ambigu et séducteur, témoin dans son enfance en Croatie de l'assassinat de son propre père par les nazis, a joué un rôle essentiel. Mais il y a aussi, autre acteur de cette fresque tragique aux allures de thriller, Tom, un ancien reporter engagé, converti à l'humanitaire, qui s'entête à croire que malgré tout le bien et le mal existent. Sans doute peut-on modifier certains comportements, pense-t-il, à défaut de changer Haïti. «*Chaque fois qu'il quittait l'île, il se disait que la situation ne pourrait être pire. Chaque fois qu'il y retournait, les choses avaient*



empiré. » Et pourtant, thérapeute itinérant, il persiste à essayer de «*sauver ce putain de monde*» et à s'en mêler, à ses risques et périls.

Eville, le dernier du quatuor, appartient, lui, aux forces spéciales américaines, et participe à quelques-uns des coups tordus menés par le détenteur réel du pouvoir, son pays et employeur, dont les diverses polices et agences se livrent

à une lutte d'influence. Un jeu qui coûte plus cher que tous les prétendus projets de développement. Un jeu de massacre (d'Haïtiens) qu'il ne comprend pas toujours. Pour les Blancs, les Haïtiens existent à peine. Des péquenots, sinon des possédés du démon. On peut à la rigueur leur fournir quelques pentecôtistes, mais s'interroger sur le rôle bicentenaire et permanent de Washington, pas question : ni bilan, ni audit, ni mémoire !

Quand la sensibilité paraît s'émousser, quand la violence devient blessure, le récit rebondit, d'Haïti à la Croatie, des États-Unis à la Turquie, de la fin de la seconde guerre mondiale à l'aube des années 2000. «*Et quand l'histoire, après avoir tourbillonné autour de vous, poursuit sur sa lancée, et que vous inhalez ce qu'elle a laissé derrière elle, l'amertume de ses cendres, la douceur passée du temps, et que vous excréciez ensuite cette histoire sous forme de souvenir, vous ne croyez jamais vraiment que vous avez autrefois entendu le tonnerre de son murmure quasi céleste, que vous avez tremblé devant ses familiarités terribles, et que vous êtes resté silencieux.* »

CHRISTOPHE WARGNY.

(1) Ont été publiés en France *Sur les eaux du volcan* (1996) et *Au bonheur des îles* (2000), Gallimard, Paris. Le second a été réédité par Gallmeister (2016).

GÉOPOLITIQUE

Dans le secret du Conseil de sécurité

INSTANCE EMBLÉMATIQUE de l'Organisation des Nations unies (ONU), le Conseil de sécurité fait l'objet de jugements radicalement opposés. Certains louent sa réactivité dans des crises qui menacent la paix (notamment en Afrique). D'autres l'accusent de préserver les privilèges indus des cinq vainqueurs de la seconde guerre mondiale (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France), titulaires du fameux droit de veto. Deux ouvrages explorent les arcanes d'une institution qui a longtemps cultivé le secret. Le livre très pédagogique de l'ancien ambassadeur de France Jean-Marc de La Sablière (1) et le recueil plus analytique dirigé par Alexandra Novosseloff (2) commencent par retracer les transformations intervenues depuis la fondation des Nations unies, en 1945.

Après la fin de la guerre froide, le Conseil de sécurité a considérablement élargi ses missions, usant

du «*large pouvoir discrétionnaire*» que lui a conféré la Charte de San Francisco. Il a d'abord étendu la notion de «*menace à la paix et à la sécurité internationales*» à tous les aspects collatéraux des conflits, comme le financement des belligérants (accès aux ressources naturelles, par exemple), ou même à la consolidation de la paix une fois les hostilités terminées. Puis il s'est mis à traiter de sujets très variés : piraterie, terrorisme, justice... C'est ainsi qu'il s'est attribué le pouvoir de créer des juridictions, comme les tribunaux pénaux pour l'ex-Yougoslavie ou le Rwanda. Depuis trente ans, il inflige des sanctions que la charte ne prévoit pas et qui visent des pays ou leurs dirigeants, de l'Irak de Saddam Hussein au Soudan du président Omar Al-Bachir.

Ces innovations ont été louées comme témoignant d'une volonté de rendre effectif un projet d'ordre

international pourtant souvent aussi verbeux qu'inefficace. Mais le Conseil prête ici le flanc aux accusations d'arbitraire : il reste en effet «*maître de la durée et de la modulation des mesures qu'il impose*», rappellent les juristes Anaïs Schill et Mouloud Boumghar, et surtout maître de la liste des sanctionnés. Israël continue ainsi d'échapper à ses foudres grâce au soutien de son indéfectible allié américain, qui use très régulièrement de son droit de veto. «*À sa fonction de gendarme, clairement fondée dans la charte*, notent encore Schill et Boumghar, *le Conseil ajoute celle de législateur, dont il est difficile de trouver une base juridique indiscutable dans le texte fondateur.* »

Jalousement gardé par les cinq membres permanents, le P5, qui contrôle ses activités, le Conseil de sécurité essuie les critiques des pays émergents qui frappent à sa porte. Rechignant à élargir leur club, les pays du P5 ont toutefois fait preuve de créativité dans leurs méthodes de travail : partage des présidences de séance avec les non-permanents élus tous les deux ans, «*consultations privées*» avec des acteurs extérieurs comme les associations, création de groupes de travail ad hoc, missions sur le terrain, publicité des ordres du jour... Les deux ouvrages permettent de découvrir les jeux de pouvoir entre les grands, notamment le discret activisme de la Chine, la distribution des rôles dans la rédaction des résolutions (quels sont les États qui tiennent la plume ?) ou encore la volonté d'affirmation de l'Union africaine, dont le continent accueille la majorité des opérations de maintien de la paix, mais qui n'a pas son mot à dire...

La réforme du Conseil de sécurité est un serpent de mer. Mais l'un des défis d'aujourd'hui tient au comportement des cinq grands, qui, du Kosovo à l'Irak en passant par la Libye, prennent des libertés un peu trop voyantes avec le droit international et outrepassent largement les résolutions du Conseil : «*Les États ne respectent strictement la charte que si les "cinq" font preuve de responsabilité*, souligne La Sablière. *On ne peut à la fois se référer à des principes quand cela nous arrange et ne pas les appliquer quand cela dérange. C'est, en définitive, avec l'élargissement, la question la plus importante.* »

ANNE-CÉCILE ROBERT.

(1) Jean-Marc de La Sablière, *Le Conseil de sécurité des Nations unies. Ambitions et limites*, Larcier, coll. «*Prévenir, négocier, résoudre*», Bruxelles, 2015, 352 pages, 40 euros.

(2) Alexandra Novosseloff (sous la dir. de), *Le Conseil de sécurité des Nations unies. Entre impuissance et toute-puissance*, CNRS Éditions, coll. «*Biblis*», Paris, 2015, 430 pages, 10 euros.

DIPLOMATIE

LA FACE CACHÉE DU QUAI D'ORSAY.
Enquête sur un ministère à la dérive. – Vincent Jauvert

Robert Laffont, Paris, 2016,
306 pages, 20 euros.

«*Le fait est là, qui saute aux yeux dès que l'on s'intéresse de près à la gestion du ministère des affaires étrangères : celui-ci vit désormais aux crochets de grands groupes privés et de riches donateurs.* » Cette enquête journalistique dévoile la dérive d'une administration «*d'avantage obnubilée par son budget que par les intérêts de la France*». «*J'en ai marre de passer mon temps à faire la manche*, confie un fonctionnaire. *Je ne suis pas devenu diplomate pour "taper" des entreprises.* » Les intérêts des grandes sociétés privées ne sont pas forcément ceux de la nation et de l'État, mais elles s'arrachent les services des diplomates bienveillants une fois ceux-ci à la retraite. Conseiller diplomatique de M. Jacques Chirac puis de M. Nicolas Sarkozy, M. Jean-David Levitte a été recruté comme «*conseiller spécial*» par une société américaine de conseil, Rock Creek Global Advisors, dont le fondateur, M. Joshua Bolten, dirigeait l'administration présidentielle sous M. George W. Bush... quand M. Levitte exerçait ses fonctions auprès de M. Sarkozy.

DAVID GARCIA

ART

LA VÉRITÉ DU RÉCIT. Conversations sur le réel et la fiction. – J. M. Coetzee et Arabella Kurtz

Albin Michel, Paris, 2016,
192 pages, 18 euros.

Le dialogue entre littérature et psychanalyse, qui a plus d'un siècle, touche en particulier la question de la vérité. D'un côté, le roman ou la poésie explorent le réel et produisent une représentation du monde ; de l'autre, la relation analytique aborde des processus psychiques travaillant la place de la vérité et la reconnaissance de la réalité. Que faire de la vérité ? Que faire sans elle ? *La Vérité du récit*, conversation entre le Sud-Africain J. M. Coetzee, Prix Nobel de littérature en 2003, et la psychanalyste anglaise Arabella Kurtz, a pour objet le sens de la vérité poétique, créative ou émotionnelle. Si les choses ne sont jamais ce qu'elles semblent être, ne faut-il pas passer par des récits-masques pour trouver une histoire plus vraie, authentique et cohérente ? «*À mon avis, conclut Coetzee, il suffirait d'avoir des fictions sur soi qu'on pourrait habiter plus ou moins confortablement. En fait, ce serait ma vision d'une bonne société, voire d'une société idéale.* »

ALIOCHA WALD LASOWSKI

LA NUÉE. L'AACM : un jeu de société musicale. – Alexandre Pierrepont

Parenthèses, coll. «*Eupalinos/MUS*»,
Marseille, 2015, 448 pages, 19 euros.

Les parutions consacrées au jazz de ce côté-ci de l'Atlantique se limitent souvent à de plus ou moins bonnes copies des ouvrages anglo-saxons : au mieux de bons résumés, au pis des biographies mal fagotées. Cela rend d'autant plus remarquable ce volumineux recueil sur l'Association for the Advancement of Creative Musicians (AACM), groupement de musiciens fondé à Chicago en 1965. Fruit d'un travail de terrain mené depuis plus de dix ans par l'anthropologue mélomane Alexandre Pierrepont, ce qui pourrait n'être qu'une simple thèse se révèle une synthèse originale sur l'histoire du jazz, au prisme de l'emblématique Ville des vents. On peut lire aussi, entre les lignes des nombreux et précieux témoignages, un manifeste pour l'incertain jazz, véritable bande-son alternative du modèle dominant : aux logiques de style et de hiérarchie, les membres de l'AACM préfèrent la *creative music*, un terme qui ouvre bien des possibles en matière de registres et de formes. Une passionnante contre-histoire dont la clé de lecture est le slogan toujours d'actualité de l'AACM : «*Ancient to the future* » («*De l'ancien vers l'avenir* »).

JACQUES DENIS

POÉSIE

CE QUE TU ES. – Herman Gorter

Al Dante, Marseille, 2016,
104 pages, 13 euros.

On connaît Herman Gorter (1864-1927) comme l'auteur d'une *Réponse à Lénine* (1920) qui en a fait l'un des premiers critiques de l'idéologie léniniste au pouvoir, et comme un théoricien de premier plan du communisme de conseils. Mais il est aussi considéré dans son pays comme celui qui a engagé la poésie néerlandaise dans la modernité. Pour nombre de ses compatriotes, ses vers représentent la couleur, l'odeur, le son, la sagesse de la terre de Hollande. Traduite et présentée par Saskia et Henri Deluy, cette anthologie suit un ordre chronologique, des grands poèmes lyriques de *Mai* (1889) aux sonnets socialistes de 1927. Si ces derniers, peu nombreux dans ce florilège, sont moins convaincants, les *Vers sensibles* (1890) toucheront plus directement le lecteur contemporain par leur forme et par les thèmes abordés. Qu'il évoque la femme aimée, la mort de proches, le sentiment de la nature, le temps qui passe ou les «*choses perdues* », Gorter écrit toujours avec sobriété et justesse. Quant au titre, les vers qui suivent l'éclairent tout en donnant une idée précise de son style : «*Tu vois j'aimerais tant / être toi, mais c'est impossible, / la lumière t'entoure, tu es / tellement ce que tu es.* »

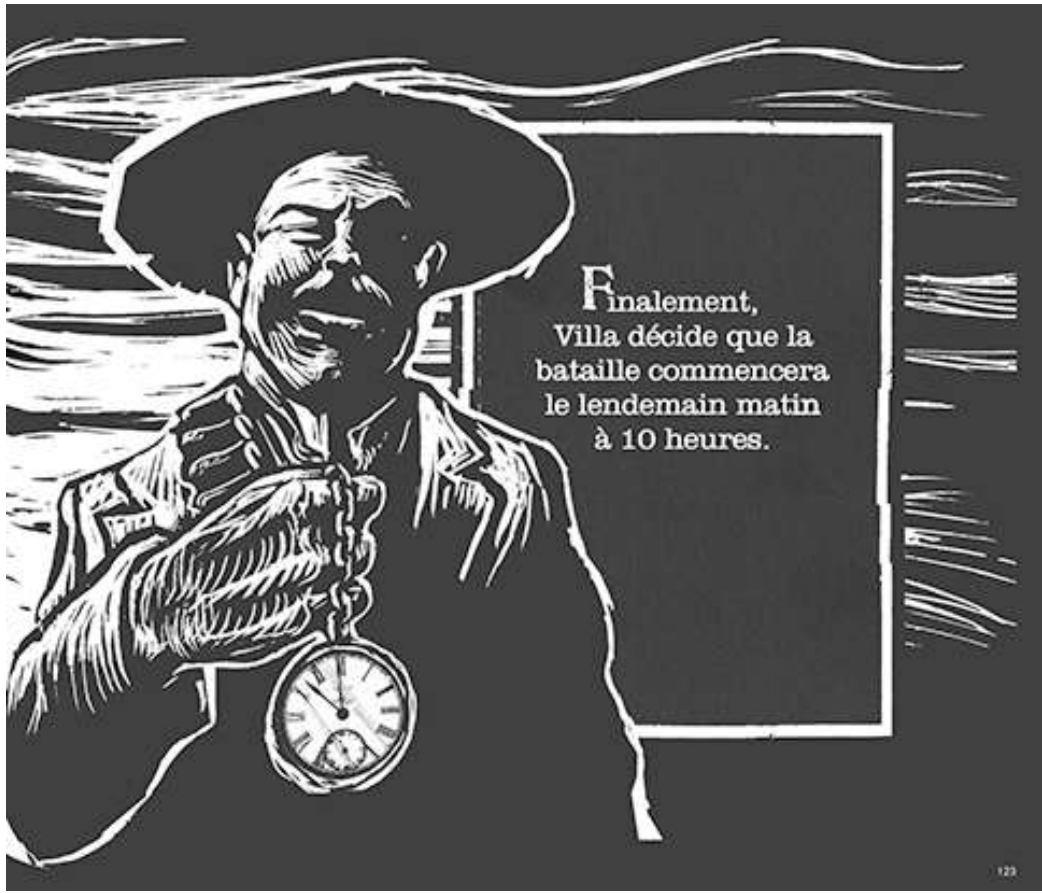
CHARLES JACQUIER

BANDE DESSINÉE

Viva Villa !

EN JUIN 1914, plus de soixante trains se dirigent vers Zacatecas, au Mexique. À l'intérieur voyagent des soldats, des canons, des chevaux. Pancho Villa suit, à cheval. C'est la division du Nord qui avance, l'armée révolutionnaire de Chihuahua, pour attaquer cette ville enserrée dans une vallée, à 2450 mètres d'altitude, et fortement défendue.

Le romancier Paco Ignacio Taibo II et le dessinateur Eko ont consacré à cette épopée un roman graphique (1) saisissant. Ce n'est pas par sa lecture qu'on apprendra à se repérer dans l'histoire compliquée de cette incroyable révolution : il vaut sans doute mieux connaître au préalable quelques-uns de ses acteurs si l'on ne souhaite pas éprouver par moments une légère perplexité, même si la préface du traducteur Sébastien Rutés offre certains repères. Mais, même en ignorant que l'armée fédérale, à Zacatecas, relève de l'autorité du général Victoriano Huerta, président autoproclamé et traître à la révolution, et qu'il existe des tensions entre les chefs révolutionnaires eux-mêmes, on comprend de quoi il retourne ; car ce livre chante en noir et blanc une légende : celle d'hommes prêts à mourir pour la liberté des pauvres, mais également à vivre avec gaillardise... avant. Paco Ignacio Taibo II, également auteur d'une biographie de Pancho Villa,



scande le déroulement de l'ouvrage de brefs dialogues à l'humour froid. Eko, sur un fond noir traversé de zébrures, de hachures, de volutes, propose un dessin à la fois populaire et très sophistiqué, à la mise en scène savante, d'une beauté d'orage.

EVELYNE PIEILLER.

(1) Paco Ignacio Taibo II et Eko, *Pancho Villa. La bataille de Zacatecas*, Nada, Paris, 2015, 312 pages, 28 euros.



SOCIÉTÉ

LES EMBARRAS DES RECRUTEURS.
Enquête sur le marché du travail. – Emmanuelle Marchal

Éditions de l'EHESS, Paris, 2015, 272 pages, 14 euros.

Fort de vingt années de recherches sur le marché du travail, la sociologue Emmanuelle Marchal rappelle que rien ne garantit jamais la compétence d'un répondant à une offre d'emploi par rapport à ses concurrents. Pour limiter cette incertitude, les recruteurs utilisent diverses méthodes, que ce livre analyse. On y suit la manière dont se constitue la valeur d'une candidature lors du processus de recrutement, à travers une suite d'épreuves. Un triple travail idéologique est alors à l'œuvre : d'abord, définir les critères recherchés et inventer une mesure ; puis rédiger et faire circuler des offres ; enfin, trancher entre les candidats qualifiés. À chaque étape, les recruteurs bricolent, jugent, interprètent. Le marché du travail français apparaît particulièrement brutal. En quelques décennies, les offres d'emploi, souvent soumises à une pré-sélection par l'employeur, y sont devenues de plus en plus exigeantes et discriminatoires. Aussi l'auteure propose-t-elle de multiplier les pratiques d'embauche.

HADRIEN CLOUET

SECOURIR SANS PÉRIR. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques. – Sous la direction de Michaël Neuman et Fabrice Weissman

CNRS Éditions, Paris, 2016, 264 pages, 20 euros.

Les travailleurs humanitaires sont devenus la cible de certains groupes armés en Syrie, en Irak, en République centrafricaine... Comment les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent-elles alors accomplir leur mission ? Sous l'égide des équipes de Médecins sans frontières (MSF), cet ouvrage tente d'apporter des réponses, balayant au passage quelques idées reçues : non, le monde n'est, statistiquement parlant, guère plus dangereux qu'autrefois. Si davantage de travailleurs humanitaires sont victimes de violences, c'est que le nombre d'ONG et leurs effectifs ont grimpé en flèche ces dernières décennies et se déploient désormais au cœur des zones dangereuses. Dans ce contexte, la plupart d'entre elles – y compris MSF – ont développé des « guides de sécurité », qui permettront aussi d'éviter que l'employé ne se retourne contre son employeur en cas d'incident... S'appuyant sur plusieurs études de cas, les auteurs optent pour une autre démarche, celle de la « sagesse pratique » : apprécier sur le terrain, jour après jour, si le risque en vaut la peine.

CÉDRIC GOUVERNEUR

POLITIQUE

LE PARTI SOCIALISTE D'ÉPINAY À L'ÉLYSÉE, 1971-1981. – Sous la direction de Noëline Castagnez et Gilles Morin

Presses universitaires de Rennes, 2015, 360 pages, 20 euros.

Tout semble opposer les deux bouts de la décennie qui retient l'attention des auteurs. Durant les années 1947-1969, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), coïncée entre un Parti communiste puissant et une droite gaulliste qui lui déniait toute légitimité, avait vu son influence décliner dans les urnes. Après le congrès d'Épinay de 1971, le Parti socialiste (PS), qui succède à une SFIO déclinante, réunit les conditions sociales et politiques pour devenir la première formation de gauche et conquérir le pouvoir, ce qu'il fera en 1981. Traversé par de multiples sensibilités, il entretient alors d'étroites relations avec des groupes militants (syndicats, clubs, groupes féministes, partis d'extrême gauche, etc.), auxquels il doit une grande part de son succès. Absorbés par les considérations électorales, ses dirigeants semblent leur préférer aujourd'hui experts et think tanks. À l'heure où la gauche socialiste se voit discréditée, le parallèle avec la SFIO est troublant : trop fort pour mourir, le PS paraît trop faible pour vouloir et pouvoir changer la société.

THIBAUT RIOUFREY

SPORT

LIBÉRER LE SPORT. 20 DÉBATS ESSENTIELS. – Nicolas Bonnet-Oulaldj et Adrien Pécourt

Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2015, 160 pages, 10 euros.

Argent-roi, dopage, paris truqués, sexisme, inégalités de revenus... Comment libérer le sport de ses chaînes ? Les auteurs esquissent vingt problématiques assorties de propositions visant à poser les bases d'un système alternatif. Parmi les recommandations de nature à renforcer la transparence et l'équité, la création d'une autorité internationale de contrôle de l'éthique des fédérations sportives internationales. Autre préconisation : l'adoption d'un statut du travailleur sportif, dans la perspective d'assurer une sécurité de l'emploi et une formation tout au long de la vie. Tant il est vrai qu'à côté d'une poignée de vedettes du ballon rond aux salaires mirobolants et profitant de contrats publicitaires stratosphériques, 40 % des sportifs de haut niveau âgés de 20 à 27 ans vivent avec des revenus si bas qu'ils ne peuvent cotiser pour leur assurance-vieillesse. « Sous-médiatisés, financés grâce aux aides de leurs fédérations, ces sportifs de l'ombre perçoivent des revenus inférieurs au seuil de pauvreté (987 euros par mois) », soulignent les auteurs.

DAVID GARCIA

LITTÉRATURE

Cristalliser les émotions

L'ÉCRIVAIN-CINÉASTE Alexander Kluge publie une imposante somme narrative (1) : *Chronique des sentiments I*, première pierre de l'édition complète (ou presque) de son œuvre littéraire, revue et réorganisée par ses soins. Il était temps. Né en 1932, l'auteur appartient à la génération qui a vécu, adolescente, les traumatismes de la seconde guerre mondiale (2). Pour le détourner de l'écriture, parce que Marcel Proust, selon lui, avait déjà tout écrit, Theodor W. Adorno, fondateur de l'école de la théorie critique de Francfort, le confia au cinéaste Fritz Lang.

Résultat : Kluge, juriste de formation, sera écrivain et cinéaste... Parmi ses dernières œuvres filmées, citons les *Nouvelles de l'antiquité idéologique* (3), où il reprend le projet du cinéaste Sergueï Eisenstein de filmer *Le Capital*, de Karl Marx, en s'inspirant de l'*Ulysse* de James Joyce – entretiens, images, « cartons » extraits du film.

Dans la *Chronique* (au singulier) *des sentiments* (au pluriel), il est question, sur un peu plus de mille pages, de ces occupants invisibles des territoires humains que nous avons sans le savoir dans la peau. Kluge s'en fait le sourcier. « *Les sentiments sont les véritables occupants des vies humaines. [Ils] font vivre (et forment) les institutions, ils sont impliqués dans les lois contraignantes, les hasards heureux, se manifestent à nos horizons, pour s'élever au-delà vers les galaxies.* »

Qu'est-ce qu'une chronique et à quoi vise l'auteur quand il accumule autant d'histoires – plus de trois cents – dans la catégorie « sentiments » ? Une première définition : rassembler les récits pour prolonger leur existence, réaliser une collecte à transmettre aux générations futures. Elle s'inscrit dans la tradition des *Histoires d'almanach* de Johann Peter Hebel ou de Bertolt Brecht. Qu'elles datent d'hier ou de douze mille ans, fables ou contes, ces histoires sans âge n'imposent pas une lecture continue. Kluge le dit dans l'avant-propos : « *Nul ne lira autant de pages d'un seul coup. Chacun se contentera d'aller y vérifier comme dans un calendrier ou, précisément, une chronique ce qui le regarde.* »

Il revendique une littérature qui ne masque pas sa part documentaire. Ce qui ne l'empêche pas de tourner au fantastique, comme dans l'histoire de la grossesse

nerveuse du général Blücher, ou dans le chapitre consacré à « Heidegger en Crimée », où Kluge confronte le philosophe à un cas extrême de désajustement de la pensée, quand se présente à lui par l'entremise d'une main de petite Gitane un groupe d'otages à exécuter.

Si le titre allemand, *Chronik der Gefühle*, se traduit par *Chronique des sentiments*, il faut avoir à l'esprit que le mot allemand *Gefühl* désigne à la fois le sentiment, la sensation, la sensibilité, les sens. Le sentiment, c'est le doigté, ce que l'on a au bout des doigts, que l'on perçoit par nos organes selon des temporalités décalées. Le temps de l'œil n'est pas celui de l'oreille ni celui de la peau. Cette dernière est celle qui réagit le plus vite. Elle est aussi, par la première sensation du chaud et du froid, à l'origine des sentiments, qui sont ce qui sauve de ou dans la catastrophe. Ils sont le talon d'Achille, le défaut de la cuirasse, les hémorroïdes de l'automate exécuteur de la Waffen SS. Les sentiments, ce sont tous ces étrangers dont nous sommes faits, lointains lutins ludiques qui échappent au calculable.

Kluge reprend une question soulevée par Marx, pour qui nos cinq sens sont le produit d'un long travail de l'histoire. Mais il faut plus qu'un seul regard, plus que les sensations d'un seul pour rendre compte, avoir une « vision », par exemple de la bataille de Stalingrad.

Kluge invente donc une forme narrative pour donner à voir un film en mots, en variant constamment les focales et les angles de vue. Les illustrations, photographies de guerre, images tirées de livres ou d'albums de famille oscillent entre le document d'archives et le roman-photo : cet écrivain est aussi un homme d'images.

BERNARD UMBRECHT.

(1) Alexander Kluge, *Chronique des sentiments*, tome I, *Histoires de base*, POL, Paris, 2016, 1 136 pages, 30 euros.

(2) Le vécü fondateur de l'œuvre – les raids aériens massifs qui ont détruit sa ville natale – fait l'objet d'un ensemble de récits : *Le Raid aérien sur Halberstadt le 8 avril 1945*, Diaphanes, Zürich, 2016, 120 pages, 12 euros.

(3) Une très belle présentation en français de cette œuvre, avec des contributions de Peter Sloterdijk, Dietmar Dath et Oskar Negt, est parue sous le titre *Idéologies : des nouvelles de l'Antiquité*, Théâtre typographique, Courbevoie, 2014, 128 pages, 24 euros.

HISTOIRE

Les oubliés de la guerre d'Espagne

« JE SUIS devenue moi-même quand je suis partie en Espagne. Autrement, j'étais la sœur de Ténine ou la femme d'Albert. C'était la vraie vie qui commençait, c'est pour cela que j'ai des souvenirs extraordinaires de la guerre d'Espagne, c'est les meilleurs moments de ma vie. » Grand mérite de l'ouvrage de Geneviève Dreyfus-Armand et Odette Martínez-Maler (1) : les archives privées y voisinent avec les documents publics, « placés en contrepoint ». Aux articles de presse émanant d'intellectuels répondent des photographies issues par exemple du Musée de l'histoire vivante de Montreuil. Des « unes » de périodiques côtoient des cartes postales, des lettres, des albums de photographies. Celui de Juliette Ténine fait découvrir une dentiste communiste engagée dans les Brigades internationales. Heureuse, exprimant cette « passion française » pour l'Espagne qui est au cœur de l'ouvrage. Solidarité internationaliste narrée aussi dans l'essai d'Allison Taillot (2) sur seize intellectuelles européennes ayant soutenu la République espagnole. Parmi elles, les Françaises Clara Malraux, Simone Weil et Andrée Viollis. Comme cette dernière, toutes pouvaient clamer : « Fini pour moi le repos ! »

Elles n'abandonneront d'ailleurs pas les Espagnols lors de leur « grand exode » de 1939, qu'illustrent les clichés du fonds Chauvin dans *L'Espagne, passion française*. Quant aux dessins de Francis Miró i Pomares, réalisés dans le camp d'Argelès, ils sont fascinants de détresse contenue. En écho, un typographe communiste, Luis Bonet, témoigne sur son internement à Saint-Cyprien (3) et raconte comment les Espagnols étaient « persuadés qu'une fois sur le sol français leurs souffrances [prendraient] fin » : la patrie des droits de l'homme les accueillait... Elle leur offrit humiliations, faim, froid, brimades, répression, et un mot de la langue française à jamais gravé dans leur esprit, le « *Allez ! Allez !* » des gendarmes. « *Illustration immédiate du mot "fraternité"* », ironise Bonet.

Pour fuir les camps, il y aura pour les uns les Compagnies de travailleurs étrangers, pour les autres la Légion. Nombre des premiers rejoindront la Résistance – dont Bonet, membre de la Main-d'œuvre immigrée (MOI). Ainsi la ville de Foix sera-t-elle libérée par des Espagnols, commandés par José Antonio Alonso Alcalde. Certains des autres entreront les premiers dans Paris le 24 août 1944, sur les chars de la « Nueve »,

un bataillon de la 2^e division blindée du général Leclerc. Les libérateurs auront, quelques heures, l'accent espagnol...

Ces libérateurs connurent ensuite la prison de l'exil : « *ne pas pouvoir assimiler la culture du lieu où nous avons échoué et (...), en même temps, [perdre] la nôtre* », selon Mercedes Núñez Targa, résistante et survivante du camp de Ravensbrück. Puis « *la vie s'organise* ». La poursuite du combat aussi, scandé par les manifestations contre la répression en Espagne, laquelle a la forme atroce du garrot.

Le général Francisco Franco meurt en 1975, et avec lui une dictature dont il faut rappeler le caractère sanguinaire, estompé par la transition démocratique qui suivit. François Godicheau, dans la revue *Vingtième Siècle*, précise que celle-ci « *avait besoin du mythe de la réconciliation, qui lui-même reposait sur le mythe des deux Espagne. Le tout s'incarnait dans un adjectif, "fratricide", qui dépolitisait profondément le conflit* (4) ». Parole oblitérée des « vaincus », symboles franquistes, fosses communes : les séquelles abondent toujours en Espagne.

Et en France, quelle place est concédée aux camps d'internement ? au rôle des étrangers dans la Résistance ? *L'Espagne, passion française* montre avec force les « *solidarités croisées, de part et d'autre des Pyrénées* », entre 1936 et 1975. Face aux trahisons et aux occultations, des Espagnols et des Français idéalistes et courageux s'unirent. Réveiller cette passion politique et fraternelle, ce serait, enfin, renouer avec leur dignité.

ANNE MATHIEU.

(1) Geneviève Dreyfus-Armand et Odette Martínez-Maler, *L'Espagne, passion française, 1936-1975. Guerres, exils, solidarités*, Les Arènes, Paris, 2015, 256 pages, 35 euros.

(2) Allison Taillot, *Les Intellectuelles européennes et la guerre d'Espagne. De l'engagement personnel à la défense de la République espagnole*, Presses universitaires de Paris Ouest, Nanterre, 2016, 324 pages, 19 euros.

(3) Luis Bonet, *Une auberge espagnole*, Agone, Marseille, 2016, 128 pages, 9,50 euros.

(4) François Godicheau, « La guerre civile espagnole, enjeux historiographiques et patrimoine politique », *Vingtième Siècle*, n° 127, « Histoire et conflits de mémoire en Espagne », Presses de Sciences Po, Paris, juillet-septembre 2015, 332 pages, 23 euros.

DANS LES REVUES

■ **FOREIGN AFFAIRS.** « Touché mais pas mort » : un ours blessé en couverture donne le ton du dossier sur la Russie. Économie, armée ou annexion de la Crimée, le pays n'aurait pas les moyens de ses ambitions. (Vol. 95, n° 3, mai-juin, bimestriel, abonnement un an : 89,95 euros. – New York, États-Unis.)

■ **INTERNATIONAL AFFAIRS.** Un article sur les relations entre le mouvement houthiste, au Yémen, et l'Iran, avec ce rappel : les houthistes ne sont pas des auxiliaires ou des combattants par procuration de Téhéran. (Vol. 92, n° 3, mai, bimestriel, abonnement un an : 735 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

■ **NEW LEFT REVIEW.** Susan Watkins passe en revue l'émergence de nouvelles forces de gauche dans les pays occidentaux frappés par la crise économique. Suhas Palshikar analyse le destin de l'Aam Aadmi Party (Parti de l'homme ordinaire), issu d'un vaste mouvement anticorruption en Inde. (N° 98, mars-avril, bimestriel, 12 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

■ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Un plaidoyer contre le « Brexit » par Jan-Werner Müller. Patrick Cockburn détaille l'affaiblissement des États, de l'Afghanistan au Soudan du Sud. Naomi Klein relie la crise climatique à un « *racisme environnemental* », tout en saluant la mémoire d'Edward Said. (Vol. 38, n° 11, juin, bimensuel, 3,95 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

■ **MONTHLY REVIEW.** Avec le recul, que faut-il penser de la loi sur l'assurance-maladie aux États-Unis ? Selon Howard Waitzkin et Ida Helander, la réforme de M. Barack Obama n'aurait fait que « *renforcer le secteur privé de l'assurance, grâce à un transfert d'argent public obtenu grâce aux impôts* ». (Vol. 68, n° 1, mai, mensuel, 6 dollars. – New York, États-Unis.)

■ **COLUMBIA JOURNALISM REVIEW.** Une analyse statistique des cent derniers lauréats du prix Pulitzer. Quels sont les journaux les plus primés ? Quel est le sexe des journalistes récompensés ? Leur âge ? Leur couleur de peau ? Quel type de sujet séduit le jury ? (Hors-série, printemps, 9,95 dollars. – Palm Coast, États-Unis.)

■ **POLITIQUE ÉTRANGÈRE.** Un dossier consacré à la recomposition stratégique en cours au Proche-Orient, avec, entre autres, des articles sur le rôle de la Russie et de l'Iran, ainsi que l'émergence d'une politique étrangère saoudienne émancipée de l'influence américaine. (N° 81, été, trimestriel, 23 euros. – Institut français des relations internationales, Paris.)

■ **MEDÉNERGIE.** Un entretien avec M. Sadek Boussena, ancien ministre algérien de l'énergie, sur la politique pétrolière de l'Arabie saoudite et ses liens avec la diplomatie du royaume wahhabite. (N° 50, janvier, quadrimestriel, disponible sur www.medenergie.com, abonnement à la demande. – Boulogne-Billancourt.)

■ **POLITIQUE AFRICAINE.** Le rap en Afrique remplit une fonction politique et sociale, mais les situations divergent beaucoup selon les pays. Au Cameroun, il suscite la controverse ; en Ouganda, il est l'outil des campagnes électorales. (N° 141, mars, trimestriel, 19 euros. – Karthala, Paris.)

■ **POST-COMMUNIST ECONOMIES.** Le modèle économique hongrois a-t-il ses racines dans la période socialiste ? Quel est l'impact des sanctions économiques occidentales sur le potentiel militaire russe ? (Vol. 28, n° 2, juin, trimestriel, abonnement un an : 347 euros. – Routledge, Londres, Royaume-Uni.)

■ **NORDIQUES.** Un dossier sur la Constitution norvégienne, la plus ancienne d'Europe. L'œuvre de Maria Sandel, écrivaine et militante suédoise du début du XX^e siècle, pour qui le syndicalisme était la voie la plus sûre pour l'affirmation de l'égalité femmes-hommes. (N° 31, printemps, semestriel, 19 euros. – Caen.)

■ **CRITIQUE INTERNATIONALE.** Comment les « petits États » tirent-ils leur épingle du jeu international ? Ce dossier permet d'éclairer l'évolution du multilatéralisme et de voir apparaître des acteurs insoupçonnés de l'échiquier diplomatique. (N° 71, avril-juin, trimestriel, 22 euros. – Presses de Science Po, Paris.)

■ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** Quels seraient les contours d'une politique étrangère de gauche ? D'horizons divers, les contributions éclairent les impasses de la diplomatie française actuelle et proposent des pistes pour la refonder de manière progressiste. (N° 105, octobre-décembre 2015, trimestriel, 15 euros. – Paris.)

■ **LE DÉBAT.** La nouvelle géopolitique de l'Europe, avec les contributions d'Hubert Védrine, Michel Foucher, Renaud Girard, Vincent Desportes. Sylvie Laurent analyse le succès de « *l'improbable M. [Bernie] Sanders* ». (N° 190, mai-août, bimestriel, 20 euros. – Gallimard, Paris.)

■ **LES RAPPORTS DU GRIP.** Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'intéresse à l'utilisation finale des armes et aux mécanismes d'autorisation de transfert, largement détournés. La traçabilité des armes conduit de plus en plus de pays exportateurs à une approche plus transparente. (2016/4, 6 euros. – Bruxelles, Belgique.)

LITTÉRATURE

Eduardo Galeano,
la voix
de la fraternité

Réveiller l'esprit de liberté, raconter de petites histoires qui aident à voir la grande, rendre sensibles les raisons de pleurer et les raisons de rire au cœur de notre commune réalité : ce fut l'objectif d'Eduardo Galeano. De l'évocation de la culture populaire à la célébration des horizons à inventer, l'écrivain uruguayen a entre-tissé lyrisme et parole politique.

PAR SÉBASTIEN LAPAQUE *

À MONTEVIDEO, capitale de la République orientale de l'Uruguay posée sur la rive nord du Río de la Plata, Eduardo Galeano (1940-2015) avait ses habitudes au café Brasilerio, non loin de la cathédrale où fut baptisé, le 16 novembre 1847, le très mystérieux Isidore Ducasse, autoproclamé comte de Lautréamont. Dans les premières années du XXI^e siècle, j'ai souvent eu l'occasion de traquer l'ombre de l'auteur des *Chants de Maldoror* dans le labyrinthe des rues de la ville fondée en 1726 par des colons espagnols alertés par les convoitises des Portugais, désireux d'étendre leur colonie brésilienne. À l'occasion de ces déambulations australes, je songeais à Jules Laforgue et à Jules Supervielle, deux poètes de langue française nés à Montevideo eux aussi. Un exemplaire de *L'Homme de la Pampa* (1) glissé dans ma poche, mes pas me ramenaient inmanquablement vers le café Brasilerio, rue Itzaingó, où j'espérais apercevoir Eduardo Galeano, l'homme qui avait publié en 1971 *Las Venas Abiertas de América Latina*, un livre traduit dans le monde entier, devenu le bréviaire de l'émancipation en Amérique du Sud. *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* (2), c'est l'histoire du pillage méthodique d'un continent commencé à la fin du XV^e siècle et poursuivi sans interruption depuis lors, malgré le cycle des colonisations et des décolonisations.

Ce n'est cependant pas grâce à ce livre que j'ai découvert l'écrivain uruguayen auquel le prix Nobel de littérature a échappé pour des raisons que l'on ne s'explique pas – ou que l'on devine trop bien. Mais avec *Le Football, ombre et lumière*, traduit en France en 1998 et accompagné d'un essai du philosophe Jean-Claude Michéa, *Les Intellectuels, le Peuple et le Ballon rond* (3). Une célébration lyrique de l'art de tirer au but, tissée de réflexions sur les effets de la marche du temps : « *L'histoire du football est un voyage triste, du plaisir au devoir. À mesure que le sport s'est transformé en industrie, il a banni la beauté qui naît de la joie de jouer. En ce monde de fin de siècle, le football professionnel condamne ce qui est inutile, et est inutile ce qui n'est pas rentable.* »

Un après-midi de février très clair et très bleu, je rencontrai enfin Eduardo Galeano à Montevideo. Un ami de Buenos Aires m'avait donné son numéro de téléphone. De part et d'autre du Río de la Plata, écrivains, intellectuels et artistes donnent volontiers le sentiment de vivre au sein d'une petite république fraternelle. D'un ami à l'autre, il est rapidement permis de les connaître tous. « *Venez demain à 15 heures* », m'avait simplement indiqué l'écrivain. J'avais préparé trop de questions dans mon petit carnet, mais il prit le temps de répondre à toutes. Cette gentillesse, c'est l'Uruguay...

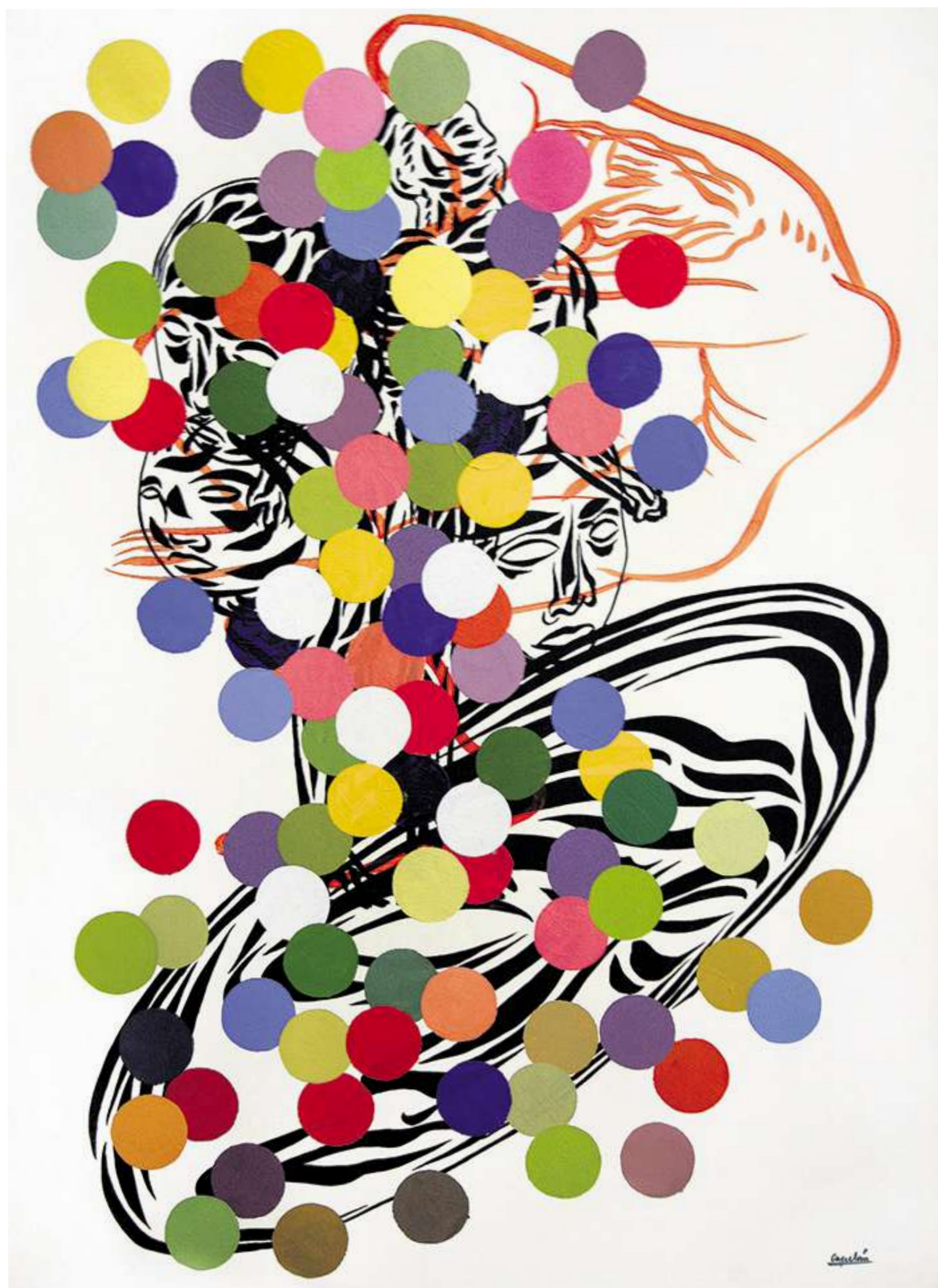
Par ma faute, la conversation commença maladroitement. Je parlai à Eduardo Galeano de Luiz Inácio Lula da Silva, d'Evo Morales, d'Hugo Chávez et de José Mujica, alors président de la République d'Uruguay, rencontré deux jours auparavant à Garzón, une petite ville de la province de Maldonado. « *Pepe* » m'avait fait la plus vive impression et je tentai d'en dire quelques mots à l'auteur du *Livre des étreintes* (4), jolie suite d'instantanés faisant l'éloge de l'*abrazo*, « *ce geste amical si fréquent en Amérique latine, qui vous fait prendre dans vos bras toute personne que vous avez du plaisir à rencontrer ou de la tristesse à quitter; tout être humain auquel vous souhaitez manifester l'élan fraternel de votre cœur* ». Le plaisir, la tristesse et l'élan fraternel... J'aurais dû m'en tenir à ces pierres angulaires de l'œuvre de Galeano. Il avait été un grand journaliste et un immense essayiste politique, auteur de nombreux textes théoriques et critiques. Mais, au soir de sa vie, ses combats passés

ne l'intéressaient plus autant qu'autrefois. J'ai mis un peu de temps à le mesurer; trop ému d'être assis face à l'un des principaux acteurs des luttes pour la dignité des peuples d'Amérique latine; trop pressé d'évoquer avec lui ses engagements au temps de la dictature militaire en Uruguay (1973-1985), tandis qu'il vivait en Espagne, après avoir quitté l'Argentine où il s'était exilé et qui connut elle aussi, en 1976, un coup d'État.

Sur la table entre nous, j'avais posé *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* et *Le Football, ombre et lumière*. Je pouvais bien sentir qu'il était agacé qu'on lui parle de ces deux seuls livres. Avais-je oublié qu'il avait également écrit *Jours et nuits d'amour et de guerre* (5), *Les Naissances, Le Visage et les Masques, Le Siècle du vent* (6) et *Sens dessus dessous* (7)? En cinq décennies d'écriture, du début des années 1960 au début des années 2010, Galeano a publié une trentaine d'ouvrages dans des registres très variés, avec une prédilection pour les formes littéraires à même de célébrer les bonheurs fragiles : proses poétiques, histoires courtes, éclats de mémoire, « *paroles vagabondes* », fragments sans ordre et sans suite. « *Nous sommes faits de temps. Nous sommes ses voix et ses pieds. Les pieds du temps marchent dans nos pas. Tôt ou tard, les vents effaceront les traces. Tout le monde le sait. Traversée du rien, traces de personne? Les voix du temps racontent le voyage* (8). » Pour l'anecdote, il est amusant de se souvenir que le président vénézuélien Hugo Chávez a offert *Les Veines ouvertes* à son homologue Barack Obama, le 18 avril 2009, à l'occasion d'un sommet des Amériques à Trinité-et-Tobago. Mais pour l'anecdote seulement. Car l'heure vient toujours où l'on oublie l'anecdote pour en revenir à la poésie : elle seule autorise le passage de l'ombre à la lumière. Politique et militante, pouvant rendre des aspects très sombres de la réalité, l'œuvre d'Eduardo Galeano sait aussi, sait surtout évoquer la joie radieuse des peuples d'Amérique.

LÀ-BAS, à Montevideo, l'écrivain au regard bleu profond me rappela que le réel dont il voulait témoigner livre après livre n'avait rien à voir avec le réel falsifié qui agitait les marchés financiers. « *Le caractère si riche, si contradictoire et si divers de l'Amérique latine, cette terre méprisée, apparaît dans les aspects non visibles de la réalité, loin du cercle où l'on enferme aujourd'hui la politique et l'économie. Mais ces aspects invisibles de l'expérience humaine sont la réalité elle-même... Lorsque je prête ma voix aux sans-voix, je ne me réfugie pas en dehors du réel. La réalité reste ma source principale d'inspiration, avec ses joies et ses peines, ses orages et ses éclaircies. Je raconte de petites histoires qui ont pour vocation d'aider à voir la grande histoire. Comme dans une mosaïque, des carreaux de couleur mis côte à côte finissent par composer un tableau de la réalité. Je vois l'univers tout entier à travers des histoires minuscules, comme on regarde une pièce à travers le trou de la serrure. C'est une façon de révéler à mes lecteurs la possibilité de vivre à pleins poumons, avec toute l'énergie possible. Les raisons de pleurer sont infinies. Mais celles de rire existent aussi. Il est important de garder à la fois la capacité de célébrer la réalité et le courage de la dénoncer.* »

Cet art inégalé de réveiller l'esprit de liberté endormi dans le cœur des hommes s'élucide notamment dans *Paroles vagabondes* (Lux, 2010), un recueil de contes accompagnés de xylogravures de l'artiste brésilien José Francisco Borges – car Galeano, qui fit sans cesse œuvre de pédagogie en direction des humbles, aimait que ses livres soient illustrés de dessins. Les historiettes de l'écrivain



CARLOS CAPELÁN. – « Soñar en ti produce lugares » (Rêver de toi produit des occasions), 2011

rendent compte d'un monde qui n'est pas encore sorti de l'innocence – d'où sa fragilité face aux prédateurs de toute nature. Natif d'un continent tissé de rêves, de fables et de légendes, où les hommes, les femmes et les enfants aiment qu'on leur raconte des histoires à voix haute, l'écrivain comble leur attente en ouvrant des fenêtres sur un monde intérieur où évoluent des personnages fabuleux.

ON DÉCOUVRE la survivance d'une authentique culture populaire dans les terres du Sud que le capitalisme a saignées après leur avoir ouvert les veines. Là-bas, le bien et le mal, le souvenir et l'oubli sont des choses simples et claires; et les pauvres vivent dans un monde bien plus vrai que les riches. On retrouve ce sentiment dans la littérature de *cordel* du Nordeste brésilien, appelée ainsi à cause de la corde où ces livrets de poésie populaire sont accrochés avec des pinces à linge, sur les marchés. En adoptant un style qui restitue le charme de la chose parlée, l'écrivain a relevé une culture populaire que la télévision n'avait pu broyer. Ce qui nous permet de l'écouter écrire. « *La femme habitée sait quand et sait quoi. Elle sait quand, grâce à ce que lui disent la Lune et son corps. Elle sait quoi, grâce à ce que disent les rêves. Si elle rêve de tissus ou de poteries, elle aura une fille. Si elle rêve de métaux, de chapeaux ou d'œufs, elle aura un fils.* »

Eduardo Galeano ne tenait pas le mot « utopie » pour un gros mot. De ce « non-lieu » où les hommes inventent sans cesse une commune espérance de justice, d'amour et de paix, nous ne devons pas nous moquer, mais hâter l'avènement. Il le rappelle dans *Les Veines ouvertes* : « *Tout nous est-il donc défendu hormis de nous croiser les bras? La pauvreté n'est pas écrite dans les astres; le sous-développement n'est pas le fruit d'un obscur dessein de Dieu. Il y a des années de révolution, des époques de rédemption. Les classes dirigeantes tendent les reins en annonçant l'enfer pour tous. D'une certaine façon, la droite a raison lorsqu'elle s'identifie à la raison et à l'ordre : cet ordre-là humilie quotidiennement le plus grand nombre, mais c'est l'ordre tout de même; et cette tranquillité assure que l'injustice continuera à être injuste et la faim affameuse.* » Il existe un autre monde caché sous ce monde; la justice est possible ici et maintenant. Après avoir quitté Galeano, j'oubliai la catastrophe écologique et les intérêts du temps. Pour me souvenir de l'écrivain uruguayen – *recordar* –, je repasse simplement par le cœur, je relis « Fenêtre sur l'utopie » (9) : « *Elle est à l'horizon (...). Je m'approche de deux pas, elle s'éloigne de deux pas. J'avance de dix pas et l'horizon s'enfuit dix pas plus loin. J'aurai beau avancer, jamais je ne l'atteindrai. À quoi sert l'utopie? Elle sert à cela : à cheminer.* »

Si Eduardo Galeano nous avait appris cela seulement, ce serait déjà beaucoup.

- (1) Jules Supervielle, *L'Homme de la Pampa*, Gallimard, Paris, 1923.
- (2) Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 1981.
- (3) Eduardo Galeano, *Le Football, ombre et lumière*, Lux, Montréal, 2014 (1^{re} éd. : 1998); Jean-Claude Michéa, *Les Intellectuels, le Peuple et le Ballon rond*, Climats, Castelnau-le-Lez, 1998.
- (4) Eduardo Galeano, *Le Livre des étreintes*, Lux, 2012.
- (5) Eduardo Galeano, *Jours et nuits d'amour et de guerre*, Albin Michel, Paris, 1987.
- (6) Tous trois réunis sous le titre *Mémoire du feu*, Lux, 2013.
- (7) Eduardo Galeano, *Sens dessus dessous. L'école du monde à l'envers*, Homnisphères, Paris, 2004. Lire aussi Eduardo Galeano, « Sens dessus dessous », *Le Monde diplomatique*, septembre 2004.
- (8) Eduardo Galeano, *Les Voix du temps*, Lux, 2011.
- (9) Eduardo Galeano et José Francisco Borges, *Paroles vagabondes*, Lux, 2010.

DANS LES REVUES

❑ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY.** Un dossier sur les limites du traité sur le commerce des armes entré en vigueur en décembre 2014 : un texte utile mais insuffisant, qui ne doit pas démobiliser la société civile. Un reportage au Kurdistan turc sous les bombes. Retour sur le procès des lanceurs d'alerte au Luxembourg. (N° 355, juin, mensuel, 3,50 euros. – Paris.)

❑ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** Fourmillant de données, le dossier consacré à l'alimentation interroge : en quoi la politique agricole commune (PAC) européenne influe-t-elle sur les producteurs laitiers en Afrique? Comment la surproduction alimentaire affame-t-elle le monde? (N° 3135, première quinzaine de juin, bimensuel, 5 euros. – La Documentation française, Paris.)

❑ **COMMENTAIRE.** Retour critique sur le débat concernant la montée des inégalités, relancé par la livre de Thomas Piketty *Le Capital au XXI^e siècle*. Un échange de vues vigoureux sur la « *nocivité* » ou, au contraire, la « *fécondité* » de l'École normale supérieure (ENS), par deux anciens élèves. (N° 154, été, trimestriel, 26 euros. – Paris.)

❑ **REVUE DU CRIEUR.** Le rapport des grands patrons à l'art et à la littérature. Les maquignonnages du journalisme culturel, ou comment le magazine *Les Inrockuptibles*, lorsqu'il promeut un auteur en couverture, demande à son éditeur de cofinancer l'affichage en kiosque... (N° 4, juin, trimestriel, 15 euros. – La Découverte, Paris.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE.** Le statut de société coopérative d'intérêt collectif, créé en 2001, facilite l'activité des groupements d'employeurs, et aussi les projets de services publics et « *citoyens* ». Le dossier s'appuie sur des témoignages et des exemples. (N° 340, avril, trimestriel, 30 euros. – Nanterre.)

❑ **RUPTURES.** En Grèce ou en Espagne la Commission européenne s'ingère dans les débats politiques nationaux en modulant ses réprimandes envers les États en fonction des échéances électorales. (N° 56, mai, mensuel, par abonnement : 5,50 euros par mois. – Paris.)

❑ **MOUVEMENTS.** Comparant divers pays (Mexique, France, Portugal...), ce numéro consacré à la question des drogues et toxicomanies dresse un constat d'échec des politiques de prohibition et donne des pistes pour réorienter l'action publique. (N° 86, été, trimestriel, 15 euros. – La Découverte, Paris.)

❑ **LA DÉCROISSANCE.** Après le partenariat passé par le gouvernement avec Microsoft, un plaidoyer contre « *l'école des écrans* ». M^{me} Nathalie Kosciusko-Morizet désignée « *écotartuffette du mois* » dans ce mensuel qui fustige le « *développement durable* » pour mieux défendre l'écologie politique. (N° 130, juin, mensuel, 2,50 euros. – Lyon.)

❑ **RÉFRACTIONS.** « Réinventer la révolution » : l'article d'ouverture de ce dossier s'interroge sur l'imaginaire qui entoure ce mot tant galvaudé. Jean-Jacques Gandini analyse la dissolution des libertés publiques dans l'état d'urgence. (N° 36, printemps, semestriel, 15 euros. – Paris.)

❑ **INPRECOR.** La contestation sociale se double d'une profonde crise politique en France. Comment obtenir une représentation des exploités et des dominés? En Belgique et en Espagne, les mouvements sociaux et les citoyens proposent des solutions originales. (N° 627-628, mai-juin, bimestriel, 7,50 euros. – Paris.)

❑ **ESPACE DE LIBERTÉS.** Une analyse des réactions de l'extrême droite belge après les attentats de Bruxelles de mars 2016; une critique de la couverture médiatique « *en temps réel* » de ces attaques; un entretien avec la journaliste Charlotte Bienaimé sur les féministes du monde arabe. (N° 449, mai, mensuel, 2 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **LA GRANDE RELÈVE.** Du salaire à vie au revenu social, comment « *constater, s'adapter, s'organiser* » pour obtenir de nouveaux droits. Un reportage sur les manifestations contre la « *loi travail* ». (N° 1175, mai, 11 numéros par an, abonnement : 23 euros. – Le Vésinet.)

❑ **ALTERNATIVE LIBERTAIRE.** Le *community organizing* contribue à la mobilisation et à la défense des classes populaires aux États-Unis. L'« *académie* » du Rojava (Kurdistan syrien) : pour un enseignement antisexiste, écologiste, démocratique et plurilingue. Les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) indépendants. (N° 262, juin, mensuel, 3 euros. – Paris.)

❑ **N'AUTRE ÉCOLE.** Un dossier intitulé « L'école : républicaine et démocratique ? ». L'expérimentation pédagogique sous la Commune de Paris, l'enseignement comparé de l'histoire en Allemagne et en France, la douteuse promotion des « *valeurs de la République* » par l'État. Comment aborder la question des « *contenus* » en termes non corporatistes? (N° 3, printemps, trimestriel, 5 euros. – Paris.)

❑ **CRITIQUE.** Autour du thème « *Musique, violence, politique* », une analyse de plusieurs ouvrages qui éclaircissent les liens entre les formes de domination et la musique. (N° 829-830, juin-juillet, mensuel, 13 euros. – Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

* Écrivain. Auteur de *Théorie d'Alger*, Actes Sud, Arles, à paraître en octobre 2016.

Le vieux monde et la mer

PAR JEAN-BAPTISTE MALET, AVEC PHILIPPE BLANCHON *

LA PÊCHE en haute mer est un univers impi- toyable. « *Par l’endettement et la coercition, des dizaines de milliers de travailleurs, dont nombre d’enfants, sont chaque année réduits en esclavage sur les bateaux*, écrit le journaliste Ian Urbina dans une enquête au long cours publiée dans le *New York Times* en 2015. En moyenne, un grand navire coule tous les quatre jours. Entre deux mille et six mille marins meurent chaque année, généralement en raison d’accidents évitables, dus à des mesures de sécurité défaillantes. » Pour illustrer la violence qui règne à bord des flottes, Urbina a publié une vidéo tournée dans l’océan Indien où des pêcheurs, fusil en main, exécutent sommairement d’autres pêcheurs accro- chés à une épave. Une scène glaçante qui résume la mise en concurrence effrénée des travailleurs de l’in- dustrie halieutique (1).

En France, la publication du roman de Catherine Poulain *Le Grand Marin* (Éditions de l’Olivier), en février 2016, a été l’occasion pour la presse d’évo- quer à son tour cet univers brutal. Une jeune femme, Lili, quitte la France pour aller pêcher près de la « dernière frontière » en Alaska. Il s’agit du double fictif de l’auteure, qui a exercé dix ans durant le métier de marin en Amérique avec de faux papiers. Embrassant cette profession dans laquelle, aux États- Unis comme en France, le taux d’accidents du travail mortels bat tous les records, Lili découvre la violence et la misogynie qui règnent à bord. Les marins sont rongés par le sel, recouverts par le sang des poissons. Ils s’épuisent à la tâche, humilient les novices ou sont humiliés par leur patron-pêcheur, sont victimes de très nombreux accidents et parfois meurent ou se suicident au port.

L’écriture est âpre, le style sec. « *Au début, on apprend comme un animal*, raconte l’auteure. *On ne comprend rien à ce qui se dit. C’est épuisant. Quand le skipper ou les gars crient un mot, cela signifie une action à accomplir. J’obéissais. J’ai appris à réagir aux cris, mais sans en comprendre le sens. Cela, pendant des années* (2). » Qu’importe le sens, la jeune femme s’engage et se réengage avec une volonté de fer. Elle endure des rituels d’in- tégration. « *C’est de l’humiliation, mais c’est nor- mal* », a commenté Catherine Poulain dans l’émis- sion « La grande librairie » (3). « *Lili est bleue. C’est l’apprentissage. Il faut en passer par là*. » L’ambi- tion de son personnage, affirme la romancière, était de trouver « *la vraie vie, celle dans laquelle il y a la mort aussi* » (France Culture, 24 avril 2016). La

« vraie vie » ou l’éternel chantage à la « réalité » : il faut en baver, à moins de refuser de voir les choses en face et de préférer rester confortablement suspendu dans sa bulle.

« *C’est important justement de jouer avec la mort. C’est là que la vie prend toute sa valeur et toute sa beauté* », estime l’auteure (France Culture, 24 avril 2016). Les pêcheurs avalés par les flots dans l’océan Indien ne partageaient peut-être pas ce parti pris esthétique. Les journalistes français, si. Dès sa sortie, *Le Grand Marin* a suscité l’en- gouement de la presse. « *Ce premier roman nous arrive comme claque un vent du large* », annonce *Le Point* (11 février) ; une « *héritière sauvage de Conrad et Melville* », selon *L’Obs* (11 février). « *Ce livre m’a scotché. Je le tiens pour un très grand livre* », clame François Busnel sur le plateau de « La grande librairie ». Éric Fottorino renchérit : « *C’est très réussi*. » *Le Figaro* parle d’une « *bourrasque d’air frais, ô combien bienvenue dans la littérature contemporaine* » (4 février). Distribué à plus de 70 000 exemplaires, il a remporté de nombreuses distinctions, dont le prix du roman *Ouest-France- Étonnants Voyageurs*, et celui des lecteurs *L’Ex- press* - BFM TV.

AU-DELÀ des qualités littéraires – incontestables – de l’œuvre, cette réception tiendrait-elle à la conception du travail que charrie le roman ? « *Embar- quer, c’est comme épouser le bateau le temps que tu vas bosser pour lui ; t’as plus de vie, t’as plus rien à toi*, écrit Catherine Poulain. *C’est comme un grand jeu. On risque d’en mourir. Et cela, c’est merveil- leux* (4). » Il est si merveilleux de risquer sa vie au travail que même *Les Échos* s’essayent à la chronique littéraire : « *L’un des meilleurs romans français publiés depuis longtemps. La littérature hexagonale, souvent auteuriste et nombriliste, ouvre rarement les fenêtres sur le grand dehors. Cette fois, on y est. Catherine Poulain navigue sous le pavois de Conrad et London, mais aussi de Lowry et Kerouac. (...) À terre, on n’est pas chez les Bisounours non plus. Il y a l’alcool, le crack, la frustration sexuelle, les sui- cides*. » Le quotidien économique ne tarit donc pas d’éloges sur ces « *pages hallucinées, d’une beauté et d’une violence à couper le souffle* » (29 janvier). Acclamant une « *héritière de Conrad, en quête d’un absolu comme chez Melville* », *La Croix* souligne que, « *chez Catherine Poulain, la condition humaine est disséquée à la pointe du couteau, éventrée, évidée jusqu’à l’os* » (11 février).



FRANCISCO TOLEDO. – « Fish Woman » (Femme-poisson), 1969.

Joseph Conrad, Herman Melville, Jack London, Malcolm Lowry... Les comparaisons élogieuses avec ces auteurs majeurs visent à consacrer le roman de Catherine Poulain. Mais ces rapproche- ments sont-ils vraiment justifiés ? L’œuvre de Conrad, de *La Folie Almayer* au *Miroir de la mer*, se structure tout entière autour de la question de l’honneur, à sauvegarder ou à retrouver, et ce que l’on soit capitaine ou matelot. Dans *Moby Dick*, Melville se concentre sur les injustices au sein des équipages, les pires d’entre elles étant commises aux dépens des êtres les plus sensibles et singuliers. Dans *Ultramarine*, Lowry, pour sa part, est un héri- tier de Melville : il montre un individu aux prises avec la brutalité d’un équipage. Quant à Lon- don – qui ne cessa jamais de militer pour le socia- lisme –, il condamne dans son roman autobiogra- phique *Le Cabaret de la dernière chance* la camaraderie artificielle des équipages engendrée par l’alcool, et raconte dans *Martin Eden* comment il cherche à échapper à leur brutalité.

Si *Le Grand Marin* est bien un roman maritime où se joue une lutte à mort de l’homme contre la nature sauvage, la loi du plus fort, peinture de la « vraie vie » oblige, n’y est jamais contestée. Au port, on se soûle à mort. À bord règnent seules la force, la hiérarchie, la virilité. La délicatesse n’a pas droit de cité. « *Mais cela c’est normal, le bateau c’est le monde des hommes. On se pose souvent la question de la condition des femmes à bord, mais jamais de celle des hommes. C’est pourtant un monde qui leur appartient. Il faut respecter leur univers à eux* », considère Catherine Poulain (5). Dans le roman, on éventre du poisson à la chaîne. Le double fictif de l’auteure mange même des cœurs de poisson crus. Se mouche dans ses mains. Mais baisse la tête et ne se révolte pas quand on la paie moins que prévu. Lili l’affirme explicitement : elle n’aime pas les gens beaux et amoureux. Et, lorsqu’elle débute une liaison, c’est pour mieux l’abandonner. Lili, volontairement, ne retrouvera d’ailleurs jamais son *Grand Marin*. Elle préfère épuiser son corps au travail. La quatrième de cou- verture du roman, abondamment reprise dans les

articles de presse, égrène les expériences de Cathe- rine Poulain tel un chapelet de décorations mili- taires : employée dans une conserverie en Islande, sur un chantier naval aux États-Unis, travailleuse agricole au Canada, barmaid à Hongkong. Elle est aujourd’hui bergère et ouvrière viticole en France.

CORPS voué à la souffrance, à la mortification, et non au plaisir. Refus de l’amour, de la jouis- sance, de la chair. Tels sont les « amers (6) » du roman. Catherine Poulain, fille de pasteur, est jadis partie en Alaska afin de fuir Manosque, sa ville natale. Cependant, à la lecture de son roman, on s’interroge : cette peinture de la « vraie vie » ne recouvre-t-elle pas une résurgence du dolo- risme, où le travail n’est considéré que comme une ascèse intime, un moyen de réduire l’humain à l’essentiel ? « *Lili trouve-t-elle finalement la liberté ?* » a demandé François Busnel à Catherine Poulain lorsqu’il l’a reçue dans son émission. « *Elle trouve une unité dans le temps, les jours, a-t-elle répondu. Le travail qui vous prend tout. Une unité entre les hommes et elle, une fraternité. Quelque chose de puissant malgré les hurlements des hommes. Et puis ce corps avec lequel elle peut aller jusqu’au bout*. »

Le double de l’auteure « trouve » donc son corps. Et ce grâce aux grandes souffrances du travail, qui, nous dit la romancière, permettent « *d’éprouver la vie, de devenir soi-même* (7) »...

(1) Ian Urbina, « The outlaw Ocean », *The New York Times*, 17, 20, 27 et 28 juillet 2015.
(2) Entretien dans *Le Monde*, 18 février 2016.
(3) « La grande librairie », France 5, 18 février 2016.
(4) *Ibid*.
(5) Propos de l’auteure à la librairie Charlemagne, Toulon, 24 février 2016.
(6) Un amer est un point de repère fixe utilisé pour la navigation maritime.
(7) Propos de l’auteure à la librairie Charlemagne.

SOMMAIRE

PAGE 2 :	La pantoufle d’or (P. R.). – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
PAGE 3 :	Murray Bookchin, écologie ou barbarie, par BENJAMIN FERNANDEZ.
PAGES 4 ET 5 :	La sale guerre du président Erdoğan, par LAURA-MAÏ GAVERIAUX. – « L’homme qui se prend pour un sultan », suite de l’article de SELAHATTIN DEMIRTAŞ.
PAGE 6 :	Grande braderie en Grèce, par NIELS KADRITZKE.
PAGE 7 :	Le legs britannique à l’Europe, par BERNARD CASSEN.
PAGES 8 ET 9 :	« Jobs Act », le grand bluff de Matteo Renzi, par ANDREA FUMAGALLI. – L’autodestruction du Parti socialiste, suite de l’article de RÉMI LEFEBVRE.

PAGES 10 ET 11 :	Information sous contrôle, par SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT. – La plume dans la paie (S. H. ET P. R.).
PAGES 12 ET 13 :	Le revenu garanti et ses faux amis, par MONA CHOLLET. – En Suisse, un débat sans précédent (M. C.).
PAGES 14 ET 15 :	Triangle de croissance ou triangle des inégalités ?, par PHILIPPE REVELLI.
PAGES 16 ET 17 :	Au Venezuela, le désarroi des militants chavistes, par LOÏC RAMIREZ.
PAGES 18 ET 19 :	Norilsk, ville polaire, cité du nickel, par SOPHIE HOHMANN ET MARLÈNE LARUELLE. – lamal, un océan de gaz, par PHILIPPE DESCAMPS. – Vorkouta, son charbon et ses fantômes (Ph. D.).
PAGES 20 ET 21 :	De la mer en partage au partage de la mer, par NICOLAS ESCACH.

PAGE 22 :	Autocritiques cathodiques en Chine, par ZHANG ZHULIN.
PAGE 23 :	UN ÉCRIVAIN, UN PAYS : Soleil, plage et plus à Lesbos, par DIMITRI VERHULST.
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Jardins de la dissidence », de Jonathan Lethem, par ARNAUD DE MONTJOYE. – « La Femme qui avait perdu son âme », de Bob Shacochis, par CHRISTOPHE WARGNY. – Barbouzes et mystères de la « Françafrique », par PHILIPPE LEYMARIE. – Dans le secret du Conseil de sécurité, par ANNE-CÉCILE ROBERT. – Viva Villa !, par EVELYNE PIEILLER. – Cristalliser les émotions, par BERNARD UMBRECHT. – Les oubliés de la guerre d’Espagne, par ANNE MATHIEU. – Dans les revues.
PAGE 27 :	Eduardo Galeano, la voix de la fraternité, par SÉBASTIEN LAPAQUE.